

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires** 1
- **Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin)** 7
- **Histoire de la Gauche communiste**
 - **La question du Front Unique (2).** 11
 - **Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste** (*Il Comunista n° 11, 13, 15, 19,25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922*) 18
 - **Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou** 29
- **«Communisme-ouvrier» ou démocratisme petit-bourgeois?** 34
- **La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)** 35

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033-037 X

Administration et diffusion :

Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, 100 DA, 4 DT, 20 DH, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, 1000 DA, 40 DT, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

Paiement par mandat ou chèque: A l'ordre de DESSUS,
Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous:

CORRESPONDANCE

France : Programme - B.P. 57428 - 69347 Lyon Cedex 07
Suisse : Editions programme - Ch. de la Roche 3 - 1020 Renens
Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano
Espagne : Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

E-MAIL

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org

SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
www.pcint.org

**Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale du parti ! Souscrivez !**

« le prolétaire » - Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1,5, 500 CFA, 1 DT, 60 DA, 5 DH, USA \$ 1,5, CDN \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n^{os}): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista » - Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

«el programa comunista» - Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

« el proletario » - Journal en espagnol

Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

« Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire»

Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

Imprimé par nos soins

PROGRAMME COMMUNISTE

Theoretical Review in french of the International Communist Party
Editorial office: Programme B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07; France

Payment by eurocheck or international money order to: DESSUS
All correspondence should be sent to the above address.

49^e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 480 - 1 €

AVIS DE PASSAGE:
Le journal "le prolétaire" est édité par le Parti Communiste International, 69347 Lyon Cedex 07, France. Les abonnements sont payés par mandat postal ou chèque à l'ordre de DESSUS.

il comunista

organo del partito comunista internazionale

iraq: guerra di rapina e di spartizione
SINDACATI E LAVORATORI: la sinistra ircolesce si "riformista" nella misera richiesta salariale, un risposimto finalizzato alle esigenze del mercato e dei padroni

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!
Molteffia s' metti in l'erro, indicaci la tua cetera: il profitto capitalistico, sempre

il proletario

organo del partito comunista internazionale

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!
Molteffia s' metti in l'erro, indicaci la tua cetera: il profitto capitalistico, sempre

Proletarian

Organ of the International Communist Party

**Multiform and indissociable
Tasks of the Class Party**

The syndicate has effective voice in the development work of the class party which represents below: see published in issue 22 of "el comunista", then again in the party in Spain. In addition, the syndicate has a role in the work which approaches the party the traditional institutions of Mexico on this point. It is still useful to give them our aid.

NÚMERO 46 Diciembre de 2005

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO
• Lo que distingue a nuestro partido 1
• Europa: intentar burgues, otera proletaria 4

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Suplemento N° 6
«el programa comunista»
Precio Europa: 1 €
América Latina: US \$ 0,5

Venezuela: Crónica de una burguesísima "revolución bolivariana"

el proletario

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

N° 3
Noviembre de 2003
Precio Europa: 1 €
América Latina: US \$ 0,5

Del 15 de Mayo al 25 de Abril

Desde que en el año 2003 la llamada "Primeras Elecciones" en Venezuela, se celebraron, el movimiento revolucionario ha estado en marcha. Este movimiento ha sido el resultado de la lucha de la clase trabajadora venezolana por la liberación de su país. Este movimiento ha sido el resultado de la lucha de la clase trabajadora venezolana por la liberación de su país.

Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol A alta velocidad hacia la muerte

El pasado 17 de mayo se celebró en el Parlamento de Madrid un debate sobre el accidente ferroviario que tuvo lugar el pasado 24 de mayo en la línea de alta velocidad entre Madrid y Ferrol. Este accidente ferroviario ha sido el resultado de la lucha de la clase trabajadora por la liberación de su país.

¿Dónde está Nin?

El pasado 17 de mayo se celebró en el Parlamento de Madrid un debate sobre el accidente ferroviario que tuvo lugar el pasado 24 de mayo en la línea de alta velocidad entre Madrid y Ferrol. Este accidente ferroviario ha sido el resultado de la lucha de la clase trabajadora por la liberación de su país.

EN ESTE NÚMERO
• Sobre el accidente ferroviario que tuvo lugar el pasado 24 de mayo en la línea de alta velocidad entre Madrid y Ferrol.
• Europa: intentar burgues, otera proletaria
• América Latina: US \$ 0,5

Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires

Pour comprendre la situation historique actuelle et les tâches des révolutionnaires qui en découlent, il faut avoir une vision historique qui ne peut se limiter aux 10 dernières années, ni même aux trente dernières. L'analyse doit embrasser une perspective plus large dans le temps et qui géographiquement ne soit ni nationale ni continentale, mais mondiale. Naturellement, nous nous bornerons ici à tracer un tableau plutôt schématique du cours historique, mais qui permet cependant de mettre en relief les éléments les plus importants.

Le vingtième siècle, du point de vue prolétarien, a été marqué à l'origine par la vague révolutionnaire suscitée par la première guerre mondiale dont les bourgeois célèbrent aujourd'hui le centenaire; la victoire de la révolution en Russie en a été l'élément saillant, mais il a aussi vu de fortes poussées de luttes prolétariennes révolutionnaires en Allemagne, en Italie, en Europe centrale; et sur le plan politique il y a eu la constitution de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale révolutionnaire: les partis communistes et l'Internationale communiste, en rupture avec le réformisme de la IIe Internationale et des partis socialistes qui avaient enchaîné les prolétaires à leurs propres bourgeoisies dans la guerre.

L'échec de cette vague révolutionnaire, en partie due à l'action des partis socialistes, en partie due à la reprise économique du capitalisme international, se traduisit par la dégénérescence du pouvoir prolétarien en Russie, la victoire du fascisme en Italie et l'abandon progressif par l'Internationale Communiste et ses partis des positions marxistes correctes. Outre la répression en Russie des militants restés fidèles aux positions communistes, au niveau international cet abandon fut sanctionné en 1926 par 2 défaites dont l'Internationale stalinisée portait une grande partie de responsabilité (sinon la totalité): la défaite de la grève générale en Grande-Bretagne et l'écrasement de la révolution chinoise.

Lorsqu'au début des années trente éclata la crise économique générale du capitalisme, le prolétariat se trouvait à nouveau désarmé: obéissant aux directives de la contre-révolution stalinienne en Russie, les partis communistes s'étaient ralliés à la défense de l'ordre bourgeois. Les grands mouvements de lutte qui éclatèrent à la suite de cette crise (36 en France et en Espagne, grandes luttes ouvrières des années trente aux USA) ne purent trouver de répondant politique de classe, tandis qu'en Allemagne la politique du stalinisme conduisait à la paralysie prolétarienne face à la montée puis la victoire du nazisme. Les partis prétendent ouvriers poussèrent ensuite comme en 1914 les prolétaires dans l'adhésion à la deuxième guerre impérialiste, encore plus terrible

et destructrice que la première.

TRENTE ANS DE CROISSANCE CAPITALISTE CONTINUE

Mais à la différence du premier après-guerre, il n'y a pas eu dans le second de vague révolutionnaire prolétarienne. Cela s'explique non seulement par le fait que les vainqueurs (USA, URSS), très conscients de ce risque, décidèrent l'occupation militaire des pays vaincus; mais aussi par le fait qu'il n'y avait pas eu dès avant ou au cours de la guerre, de réaction prolétarienne de classe qui aurait pu servir d'exemple et de référence pour les travailleurs des autres pays, comme l'avait été la révolution en Russie en 1917. La période difficile pour le capitalisme de l'immédiat après-guerre put donc être assez facilement gérée, grâce à l'action des partis staliniens et social-démocrates, partout intégrant des gouvernements d'union nationale pour la «reconstruction», qui usaient d'un verbiage «socialisant»: en Allemagne, Italie, France, Japon, Grande-Bretagne, et aussi dans les pays de l'est-européen sous occupation militaire soviétique. Le puissant redémarrage économique permit d'accorder aux prolétaires des améliorations régulières de leurs conditions, ce qui fit disparaître les possibilités de l'apparition d'une situation révolutionnaire et constitua la base matérielle de l'emprise du réformisme sur la classe ouvrière. Pendant les trente ans de croissance économique qui suivirent, les luttes, y compris dures, n'ont pas été absentes dans les grands pays capitalistes; mais les appareils réformistes, qui livraient en outre une chasse constante aux très rares militants révolutionnaires dans les entreprises, réussirent à les contrôler et à empêcher qu'elles ne deviennent menaçantes pour l'ordre bourgeois.

Au niveau international ces décennies furent une période tumultueuse de luttes nationales, prenant parfois la forme de véritables révolutions, parfois seulement d'arrangements plus ou moins négociés avec l'impérialisme, qui mirent fin au vieux système de domination coloniale. Ces mouvements, dont l'objectif ne dépassait pas l'horizon bourgeois de l'indépendance nationale et de la cons-

Les tâches des révolutionnaires

truction de nouveaux Etats bourgeois, débouchèrent sur des transformations, plus ou moins grandes, des structures socio-économiques de ces régions et en conséquence sur un essor, variable suivant les pays, de la croissance du capitalisme (donc aussi de la classe ouvrière). Le jeune et peu nombreux prolétariat autochtone avait participé à toutes ces luttes; mais en l'absence de forces prolétariennes classistes dans les métropoles qui auraient pu l'aider à se porter lui-même sur des positions de classe, il ne put le faire qu'en suivant les orientations bourgeoises dominantes dans ces mouvements; il fut mobilisé et utilisé par les organisations nationalistes qui étaient à la tête de ces luttes, organisations d'ailleurs d'autant plus anti-prolétariennes qu'elle se proclamaient «socialistes»! Les nouveaux Etats indépendants usèrent eux aussi d'une démagogie socialisante pour cimenter l'union nationale, mais c'étaient des Etats intégralement bourgeois, voués au développement capitaliste national: la Chine, le Viet Nam ou Cuba ne sont pas des exceptions à la règle.

Cette collaboration des classes dans la lutte d'émancipation nationale et l'absence de soutien de la part du prolétariat des métropoles, prisonnier du social-impérialisme de marque stalinienne ou social-démocrate, est un fait historique qui inévitablement pèse et pèsera **négativement** sur l'adoption de positions classistes et internationalistes par le prolétariat de ces pays.

Mais les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont vu le capitalisme s'installer et se développer sur la planète entière; condamnant inéluctablement à la ruine et à la prolétarianisation des centaines et des centaines de millions de petits producteurs, ce développement capitaliste a accumulé ainsi les matières sociales explosives dans le monde entier. Dans les pays capitalistes développés eux-mêmes, la croissance capitaliste a éliminé une très grande partie des couches intermédiaires classiques (paysannerie...) dont le rôle conservateur ou réactionnaire a été un ferme appui de l'ordre bourgeois: en France ou en Italie près de la moitié de la population vivait encore à la campagne en 1945.

Pour la première fois dans l'histoire, l'arène de la lutte des classes modernes et surtout l'arène de la future révolution communiste internationale deviennent potentiellement mondiales, alors qu'en 1848 elles ne concernaient qu'un coin d'Europe occidentale, à peine élargi à la Russie et à l'Europe centrale en 1917; et les bases de la révolution deviennent beaucoup plus sûres, nombre de ces pays n'étant alors pas encore pleinement capitalistes. C'est là un résultat éminemment positif pour l'avenir

TRENTE ANS D'UN CYCLE DE RÉCESSIONS ET DE REPRISES ÉCONOMIQUES

1975, date de la première grande crise internationale du capitalisme après la guerre, signa la fin de sa phase d'expansion en apparence illimitée et d'amélioration en apparence continue de la condition prolétarienne dans les grands pays capitalistes; les crises cycliques, quasiment imperceptibles auparavant, notamment grâce à l'action «anticyclique» des dépenses (sociales ou autres) de l'Etat allaient resurgir avec une force croissante.

Surtout après la crise suivante de 1981-82, les gouvernants bourgeois des grands pays capitalistes rompirent avec la politique sociale en vigueur auparavant, remettant en cause les modalités précédentes de la collaboration des classes. Initié en Grande Bretagne par Thatcher, relayé aux

Etats-Unis par Reagan, ce tournant se généralisa aux autres pays, selon un rythme et des modalités variables. Les grandes luttes qui étaient une conséquence de la crise économique débouchèrent sur des défaites devant la détermination des pouvoirs bourgeois: les grèves en Pologne furent finalement brisées par la dictature militaire, la grande grève des mineurs britanniques échoua face à la détermination de Thatcher et le refus des syndicats à généraliser le conflit, les luttes des sidérurgistes français furent étouffées par le nouveau gouvernement socialiste, etc. En Iran la chute du régime du Shah déboucha sur la mise en place du régime islamiste anti-ouvrier de Khomeiny: l'ordre capitaliste mondial réussissait à contrôler la situation, tout en «serrant la vis» au prolétariat.

Marquées également par un regain des tensions inter-impérialistes (notamment à la suite de l'intervention militaire russe en Afghanistan), par des difficultés économiques persistantes en Amérique Latine («la décennie perdue») où la bourgeoisie eut recours à la «démocratisation» pour maintenir l'ordre, les années 80 débouchèrent sur une nouvelle crise capitaliste internationale. L'effet sans aucun doute le plus important de celle-ci fut l'effondrement de l'URSS et du bloc de l'Est, minés par des difficultés économiques croissantes depuis le début de la période (baisse continue du taux moyen de profit de l'économie, conjuguée à la chute brutale des rentrées en devise après l'effondrement des prix du pétrole et autres matières premières). L'implosion de l'URSS et de son prétendu «bloc socialiste» s'accompagna, comme il ne pouvait pas ne pas s'accompagner, de mouvements de masse et même de luttes ouvrières d'ampleur (voir les luttes des mineurs du Donbass); mais le mirage démocratique de l'Occident bourgeois, opulent et libéral, était trop puissant pour que, ne serait-ce que des minorités prolétariennes retrouvent la voie de l'organisation de classe. D'autre part l'impérialisme occidental, avide de nouveaux marchés et toujours soucieux d'éviter les désordres sociaux, put investir massivement dans la région pour assurer une «transition» avec un minimum de heurts; ceci est vrai non seulement de l'Allemagne de l'Est annexée par l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi des autres pays. Bien entendu cette «transition» aboutissant à la naissance de nouveaux Etats ne pouvait pas se réaliser de manière complètement pacifique, comme en témoignent les sanglantes guerres qui déchirèrent la Yougoslavie et provoquèrent l'intervention militaire des pays occidentaux.

Mais d'une manière générale cette grande réorganisation de la carte géographique capitaliste en Europe se réalisa sans que l'ordre bourgeois soit remis en cause par des luttes prolétariennes, et sans que ces conflits, qui dans une autre situation et à une autre époque avaient déclenché une guerre mondiale, aient des conséquences autres que «locales»: démonstration de la **puissance encore quasiment intacte de la domination capitaliste.**

Pour les idéologues bourgeois, l'écroulement de l'URSS était la «fin du communisme»; c'est-à-dire la victoire définitive du capitalisme, le début d'un «nouvel ordre mondial» de paix (après la «mise à la raison» de l'Irak de Saddam Hussein) et d'une nouvelle période de croissance économique dopée par les «nouvelles technologies», où les crises auraient disparu grâce à une gestion intelligente de l'économie; selon les objectifs euphoriques de l'ONU et de la Banque Mondiale la misère devait avoir disparu de la planète en l'an 2000!

Il est vrai que, notamment grâce à la bouffée d'oxygène de l'ouverture des marchés à l'Est, le capitalisme, à l'échelle mondiale, mais surtout aux Etats-Unis et en Europe occidentale, allait connaître une période d'expansion d'une dizaine d'années. Mais celle-ci se terminait par une nouvelle crise, complètement inattendue par les économistes, dite de l'éclatement de la «bulle informatique» sur les marchés financiers (éclatement dû en réalité aux premiers effets de la récession économique), et symboliquement marquée par les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis: la croissance capitaliste débouche toujours sur des crises et sur des conflits sanglants.

La reprise économique qui suivit cette crise fut tirée aux Etats-Unis, centre relativement affaibli mais toujours dominant du capitalisme mondial, par 2 moteurs: le redémarrage économique du «complexe militaro-industriel» (secteur de première importance aux Etats-Unis) engendré par la guerre en Afghanistan puis en Irak; et le recours à très grande échelle à l'économie de crédit.

La croissance repartit donc aux Etats-Unis puis, à leur suite, dans les autres pays; mais cette croissance droguée et par ailleurs anémique prit fin brutalement avec l'éclatement en 2007-2008 d'une nouvelle crise économique, d'une intensité sans précédent depuis celle des années trente du siècle dernier, et dont les conséquences ne peuvent pas ne pas être d'une grande portée.

Les trente ans écoulés ont vu sur le plan économique :

- une **unification sans égale du marché mondial** avec la disparition du «bloc socialiste» et l'ouverture de la Chine, ainsi qu'avec des mesures moins spectaculaires mais cependant importantes comme l'unification des marchés financiers, les efforts constants pour réduire les barrières commerciales entre pays et la «délocalisation» de parties significatives des appareils productifs des grands pays capitalistes dans d'autres pays; appelé «mondialisation», ce phénomène a suscité dans les divers pays l'opposition des secteurs économiques les plus fragiles, opposition qui a alimenté, sur le plan politique, tant les mouvements dits «altermondialistes» que les courants nationalistes, en particulier d'extrême droite;

- une tendance opposée, aujourd'hui plus faible, au maintien où à la reconstitution de **zones économiques protégées**: l'«Europe» en est l'exemple la plus abouti, mais des tendances à la formation de blocs économiques se retrouvent sur tous les continents;

- l'**affaiblissement**, en cours depuis longtemps, de la toute puissance économique américaine, au profit maintenant des pays dits «émergents» (mais surtout de la Chine qui apparaît comme le nouveau rival potentiel des Etats-Unis sur ce plan, après le Japon hier) – cet affaiblissement ne pouvant pas ne pas saper sa prédominance politique qui semblait quasiment absolue après la disparition de l'URSS;

- et, de façon générale, une aggravation constante de la concurrence sur un marché mondial et des marchés nationaux de plus en plus engorgés par une surproduction chronique.

Sur le plan des rapports inter-impérialistes et inter-capitalistes,

la disparition de l'URSS et de son «camp» a signifié la fin du condominium russo-américain sur le monde qui, pendant la période dite de la «guerre froide», a en fait empêché que les incessantes guerres locales ne dégénèrent en conflit mondial.

Mais après un premier moment d'euphorie, les Etats-

Unis, la seule superpuissance restante, semblent s'être convaincus qu'en dépit de leur supériorité écrasante en armements, ils n'ont pas la force d'assumer à eux seuls le rôle de gendarme du monde. Cela signifie non seulement que des puissances locales ou régionales ont davantage la possibilité de conquérir des zones d'influence à la mesure de leurs ambitions (s'ils ne heurtent pas de front des intérêts vitaux pour les Etats-Unis) et donc, que les conflits «locaux» ont davantage la possibilité d'éclater (y compris en Europe); mais aussi que ces conflits, plus difficiles à «contrôler», auront davantage la possibilité de dégénérer en guerres plus larges.

Une de ces zones de conflits potentiels est l'ancien «camp socialiste», en raison de la faiblesse des nouveaux Etats et des appétits rivaux des diverses puissances impérialistes; en particulier la Russie, ravalée au rang humiliant de «nation émergente» à la suite de l'implosion de l'URSS, cherchera inévitablement à reconquérir une place de premier plan correspondant à ses ambitions (pas seulement régionales), tandis que l'Allemagne, après sa digestion réussie de la RDA, ne pourra pas ne pas revendiquer elle aussi une place correspondant à une force économique qui ne cesse de s'affirmer par rapport à ses rivaux traditionnels (France et Grande-Bretagne), mais aussi par rapport aux Etats-Unis ou à la Russie. La Communauté Européenne et la zone euro, sous influence allemande, se sont consolidées au cours de cette période, au point d'être en quelque sorte victimes de leur succès, les candidats à l'intégration ne cessant de se multiplier. Cependant la crise de 2007-2008 a révélé au grand jour les contradictions internes et la précarité de cette «union» d'Etats bourgeois.

Une autre zone «nouvelle» de conflits se trouve – de nouveau! – en Asie: la puissance montante de la Chine s'y heurte aux Etats plus faibles (des Philippines au Viet Nam, etc.), mais aussi au Japon et aux Etats-Unis; et dans le sous-continent indien la rivalité entre l'Inde et le Pakistan ne cesse de s'envenimer après le retrait de l'Afghanistan des Etats-Unis et de leurs alliés. Dans cette immense région sont en train de se créer les foyers du déclenchement éventuel d'un troisième conflit mondial.

Enfin au cours de ces dernières décennies, le Moyen-Orient est resté en permanence une région de guerres et de conflits aux retentissements internationaux (même si la Russie, héritière de l'URSS, en a été pratiquement évincée), en raison des enjeux économiques et stratégiques qu'elle représente pour les puissances impérialistes: qui contrôle le pétrole du Moyen-Orient, contrôle la vie d'une bonne partie du capitalisme mondial !

D'autre part le soutien sans failles des Etats-Unis et des impérialismes occidentaux à la politique coloniale israélienne a empêché la résolution de la question nationale palestinienne, sans pourtant réussir à briser la résistance farouche des masses palestiniennes (à la différence de la **bourgeoisie** de ce pays); celle-ci est toujours un facteur politique dont doivent tenir compte les bourgeoisies de la région et au-delà de la région.

Sur le plan de la politique prolétarienne et de la lutte de classe, les luttes prolétariennes, parfois de grande ampleur, n'ont pas non plus manqué dans cette période; mais, sauf exception, elles n'ont pas réussi à se hisser au niveau d'une lutte authentiquement de classe et encore moins d'une lutte révolutionnaire; l'«encadrement» politique et syndical collaborationniste, bien qu'en affaiblissement constant par rapport à la période précédente, à

Les tâches des révolutionnaires

réussi à contrôler ces luttes sans que les Etats bourgeois, dans les grands pays capitalistes, aient eu besoin de recourir à la répression ouverte. Ces luttes n'ont donc pas non plus permis la constitution et la stabilisation d'organisations de classe, et encore moins la renaissance, même à petite échelle, du parti de classe internationaliste et international.

Mais la fin des luttes anticoloniales (ou anti-apartheid, etc.) – à l'exception notable de la Palestine – a signifié aussi la disparition d'un objectif de lutte commun à plusieurs classes (la lutte contre l'oppression nationale ou raciale, etc.), et donc la disparition d'un fondement objectif de l'interclassisme dans ces pays. Les forces bourgeoises (y compris d'«opposition») continuent et continueront à y entretenir cet interclassisme (par exemple en prétendant que la lutte pour l'indépendance nationale ou l'égalité raciale n'est pas réellement terminée, ou en ayant recours à l'idéologie religieuse, etc.) afin de s'opposer à l'indépendance de classe du prolétariat; mais ce sont les faits qui montrent et montreront toujours mieux le caractère mensonger de la collaboration des classes, ouvrant objectivement la voie aux possibilités d'organisation classiste du prolétariat. L'exemple le plus clair en est donné aujourd'hui par l'Afrique du Sud.

Par ailleurs la chute du faux «camp socialiste» à l'Est et la quasi disparition des restes du mouvement stalinien, ce pilier de la contre-révolution, a retiré un obstacle de première grandeur à la reconstitution du mouvement de classe prolétarien et du parti de classe international: il est beaucoup plus difficile aujourd'hui qu'hier d'assimiler le communisme à la sinistre réalité de l'oppression qui existait sous ces régimes de capitalisme d'Etat. Mais dans les pays en question, le prolétariat n'a pas encore surmonté le choc de la brutale aggravation de ses conditions dans la période troublée du «passage à la démocratie», ni commencé à se libérer du jeu démocratique (voir le cas de la Pologne où il ne reste plus rien de l'élan prolétarien des années 70 – 80).

CONCLUSION : ENCORE TRENTE ANS D'ATTENTE ?

Il est hasardeux de fixer à l'avance des dates précises pour la réalisation des grands événements historiques. Dans les années 50, notre parti avait estimé avec Bordiga que l'ouverture d'une période révolutionnaire prolétarienne était impossible avant l'éclatement d'une grande crise économique internationale à l'issue de la période de forte croissance capitaliste, la date approximative de cette crise étant 1975. La crise a bien eu lieu à cette date, mais au lieu qu'elle débouche sur une période révolutionnaire, il y a eu un renforcement de la domination capitaliste. A la fin des années 90 nous avons cité l'analyse d'économistes américains qui, sur la base d'un calcul des cycles économiques, donnaient 2020 comme la date possible d'un nouveau conflit mondial (l'impérialisme US finance en permanence genre d'études pour se tenir prêt à toutes les éventualités).

Les prévisions d'économistes bourgeois ont un caractère scientifique très douteux; mais l'analyse et la prévision marxistes permettent d'assurer que le capitalisme ne pourra encore attendre trente ans avant que ses contradictions internes ne prennent un tour explosif. Toutes les crises économiques qui se sont succédé n'ont pu être surmontées que par des mesures qui préparaient une crise suivant

te encore plus profonde. Il en va de même, et à un degré encore accru, de la crise actuelle: elle a vu une explosion des déficits des Etats et une avalanche de «liquidités» pour pouvoir faire repartir – difficilement – la machine économique, sans que les dirigeants capitalistes ne sachent comment les résorber avant qu'elles ne provoquent une nouvelle crise.

Le mode de production capitaliste, pas plus que les modes antérieurs, **ne s'effondrera pas tout seul**, sans insurrection des opprimés, sans révolution – et c'est lui-même qui crée les fondements matériels de la révolution. Mais si cette révolution internationale n'a pas lieu à temps ou si elle échoue, le capitalisme pourra prolonger son existence par le biais d'une nouvelle guerre mondiale causant des destructions suffisamment gigantesques pour relancer un nouveau grand cycle de reconstruction, puis d'expansion pluri-décennale. L'échéance n'est pas immédiate; le capitalisme a eu la possibilité d'empêcher que la crise de 2007-2008 ne devienne une nouvelle crise des années trente débouchant au bout de peu d'années sur une guerre mondiale. Cet «allongement» du délai préserve la possibilité historique de la réapparition sur la scène du prolétariat avant l'éclatement d'une nouvelle guerre généralisée.

Quoi qu'il en soit, la génération actuelle de militants révolutionnaires communistes aura dans les années qui viennent à réaliser la tâche irremplaçable de lutter pour l'organisation de classe du prolétariat, tant sur le plan tant de la lutte défensive et immédiate que sur le plan de la lutte politique révolutionnaire (parti de classe), tant au niveau national qu'international, ce qui est la condition indispensable pour aborder l'ère des tempêtes qui s'approche avec des chances de victoire face au capitalisme.

QUELQUES TRAITS SAILLANTS DE LA PÉRIODE ACTUELLE

Ces considérations étaient sans doute longues, mais elles étaient à notre avis nécessaires pour pouvoir saisir, au moins de manière schématique, les traits saillants de la période récente ouverte par la crise internationale de 2007-2008.

Celle-ci a provoqué et provoque l'aggravation des contradictions et des heurts d'intérêts entre Etats bourgeois, en même temps qu'elle tend à ébranler l'équilibre politique et social interne, principalement des Etats les plus fragiles.

En ce qui concerne le **premier aspect**, on assiste à la multiplication des foyers de tensions (y compris au sein de blocs comme l'Union européenne), parfois de guerres dites «locales», mais en fait avec l'implication de différents impérialismes internationaux (le vieil impérialisme français, confirmant son agressivité traditionnelle tantôt avec un gouvernement «de droite» tantôt avec un gouvernement «de gauche», en donne un exemple éclairant par la multiplication de ses interventions militaires). Ce nouveau *désordre mondial* est condamné à durer et à s'exacerber jusqu'à ce qu'une guerre mondiale accouche d'un «répartition» stable du monde, ou que la révolution communiste internationale mette fin au capitalisme.

En ce qui concerne le **deuxième aspect**, à cause de l'aggravation des attaques contre les prolétaires mais aussi contre les masses travailleuses en général, pour sauver les profits capitalistes et restaurer les finances publiques, la crise actuelle, probablement plus

que les précédentes, a engendré et engendre des mouvements sociaux dans de nombreux pays :

1. Il y a d'abord eu, en 2007-2008, une vague d'agitations et d'émeutes dans les pays ouest-africains (mais ce n'est qu'en Guinée que cette agitation prit une coloration nettement ouvrière avec la grève générale qui provoqua la chute du régime dictatorial de Conté malgré l'action conciliatrice des bureaucrates syndicaux); puis en 2009 la révolte en Iran; enfin en 2011 la vague de révoltes connues sous le nom de «printemps arabe». Dans les grands pays capitalistes, en 2011 commença le mouvement des Indignés en Espagne qui connut des suites avec le mouvement «Occupy» aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Puis il y eut le mouvement de la place Taksim en Turquie et plus récemment les mouvements au Brésil, le mouvement Maïdan en Ukraine, etc. De vagues de luttes ouvrières ont déferlé en Asie (Bangla-Desh, Cambodge et même Chine) et en Afrique (Afrique du Sud), etc.

2. Ces mouvements ont évidemment des caractéristiques et des importances diverses. Les révoltes arabes n'ont pas débouché sur des révolutions véritables, au sens marxiste du mot, c'est-à-dire au renversement d'une classe dominante, au remplacement d'un mode de production par un autre; ce sont au mieux des régimes qui ont été renversés, voire des clans, pas le capitalisme ni la domination bourgeoise, et il ne pouvait en être autrement à ce stade. Mais on voit tout de suite la différence entre les pays où existaient déjà une tradition de luttes et d'organisation ouvrières (Tunisie, Egypte) et ceux où rien de tel n'existait. Dans ces derniers cas les révoltes non seulement sont tombées sous la direction de forces bourgeoises rivales (parfois inféodées à tel ou tel impérialisme), mais de manière générale elles ont fini par se mener au nom de la religion islamique, cette forme réactionnaire de l'idéologie bourgeoise particulière au Moyen-Orient actuel: voir les cas de la Syrie et de la Libye. Par contre dans le premier cas, les luttes ouvrières ont joué un rôle parfois central dans l'évolution de la situation, dissipant en partie l'influence islamiste et laissant ouverte, en dépit de la victoire actuelle des forces de la conservation bourgeoise, la possibilité d'un approfondissement futur de la lutte de classe.

3. Ailleurs les mouvements n'ont pas revêtu cet aspect insurrectionnel, surtout quand existaient les mécanismes d'«amortissement» propres à la démocratie bourgeoise (contre-exemple: l'Ukraine de Maïdan), car les tensions sociales et politiques étaient beaucoup moins fortes; Mais en outre les mouvements ont eu une nature beaucoup plus nettement **petite-bourgeoise**. Les prolétaires qui y ont participé l'ayant fait à titre individuel, ils ont été noyés dans les orientations typiquement petite-bourgeoises qui y régnaient et dont les traits essentiels étaient: refus de la lutte entre les classes, interclassisme «populaire» et démocratique, refus de tout ce qui pouvait évoquer la révolution prolétarienne – drapeaux rouges, sigles de partis révolutionnaires ou simplement «de gauche», comme en Espagne ou au Brésil –, nationalisme, tolérance envers les forces ouvertement bourgeoises ou d'extrême-droite (Turquie, Ukraine), etc.

Le fait que les couches petite-bourgeoises se mobilisent en période de crise parfois avant les prolétaires, n'est ni surprenant ni nouveau. L'instabilité de leur statut social rend beaucoup plus sensibles aux secousses provoquées par les crises; et la menace de la prolétarianisation qui plane sur elles, les rend susceptibles de mobilisations parfois

imposantes ou violentes. S'imaginant défendre l'«intérêt général» du «peuple» et de la «nation», c'est-à-dire des intérêts et des buts qui seraient communs à «tous les citoyens» à l'exception d'une poignée de privilégiés (les 1%), ces mouvements sont, **de ce fait**, condamnés à être récupérés par la bourgeoisie, étant donné que c'est cette dernière qui incarne et défend l'intérêt national (du capital). Seule une force prolétarienne indépendante de classe pourrait être capable d'en attirer au moins une partie dans le cadre d'une lutte anticapitaliste résolue.

4. Dans les pays capitalistes développés, l'affaiblissement de l'emprise des organisations politiques et des appareils syndicaux protagonistes de la collaboration des classes, ne pourra que s'accroître, à mesure que les capitalistes exigeront de leurs valets réformistes traditionnels, leur collaboration pour imposer aux prolétaires la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Cela rend plus facile l'apparition de luttes dures (y compris sous la forme d'émeutes ou de véritables «explosions sociales») ainsi que les tentatives d'organisation indépendantes et cela ouvre un espace plus grand à l'intervention des révolutionnaires. Mais il faut être conscient que les forces de la conservation bourgeoise disposent toujours de multiples leviers pour contrôler ou stériliser les poussées de lutte prolétarienne (du recours à l'idéologie pacifiste, légaliste et démocratique, au rôle laissé aux «nouveaux réformistes» d'«extrême-gauche», en passant par l'action des innombrables associations et institutions mises sur pied et financées pour créer du «lien social», c'est-à-dire pour lier le prolétariat à l'ordre établi, etc.), avant même d'avoir à recourir à la répression patronale ou policière.

5. Une des armes traditionnelles les plus efficaces de la bourgeoisie pour contrôler le «front social» et paralyser la classe ouvrière, est la **division** entre les travailleurs – division qui est la conséquence «naturelle» du mode de production capitaliste où la concurrence généralisée, la lutte de tous contre tous, est la règle. Cette division est continuellement alimentée par la fragmentation du prolétariat en multiples couches et catégories (y compris ces couches «privilégiées» constituant l'«aristocratie ouvrière» qui forment la base sociale du réformisme) suivant les corporations, catégories, âge ou sexe; elle prend une acuité particulière dans l'opposition entre travailleurs autochtones et immigrés et dans la relégation d'une partie de ces derniers dans une véritable situation d'exception: «sans-papiers», travailleurs «clandestins» taillables et corvéables à merci car sous la menace permanente de l'expulsion. Mais en période de crise et de guerre économique cette division est exacerbée par la propagande chauvine, le «patriotisme économique» et les campagnes de mobilisation des travailleurs pour la défense de l'économie nationale (ou régionale, locale, etc.) menées par les forces politiques de droite comme de gauche. Ces campagnes servent en temps de paix à faire accepter par les travailleurs des sacrifices sur leurs salaires et leurs conditions de travail, et en temps de guerre jusqu'au sacrifice de leur vie pour la «patrie».

LA TÂCHE FONDAMENTALE DES RÉVOLUTIONNAIRES

De ce que nous venons de dire découlent les orientations à suivre par les militants et les prolétaires d'avant-garde déterminés à lutter contre le capitalisme, que l'on

Les tâches des révolutionnaires

peut résumer ainsi: la tâche fondamentale est d'œuvrer en toute circonstance pour **l'indépendance de classe du prolétariat**.

Cela signifie que dans les mouvements voire les révoltes auxquels ils participent, ils doivent s'efforcer autant qu'il est possible de mettre l'accent sur les intérêts de classe prolétariens en cherchant à regrouper les prolétaires sur cette base. Cela implique une **lutte politique** contre les tendances petite-bourgeoises majoritaires et les courants dirigeants à la tête de ces mouvements, qui font tout leurs efforts pour empêcher l'affirmation et la constitution d'un regroupement de classe. Il leur faut dénoncer les appels à «l'union du peuple», la défense de l'économie nationale ou de la «souveraineté nationale», critiquer sans hésitation les organisations qui par opportunisme soutiennent les partis bourgeois ou petit-bourgeois d'opposition, reprennent les orientations interclassistes nationalistes et ne fixent que des objectifs strictement bourgeois (dans les Pays Arabes: «Socialistes Révolutionnaires» égyptiens, «Front Populaire» tunisien, etc.); il faut soutenir les luttes ouvrières qui de fait brisent cette union interclassiste; il faut en particulier s'opposer à toutes les divisions du prolétariat dont nous avons parlé, promouvoir l'union des prolétaires au-delà des barrières nationales, religieuses, de genre ou autres, s'opposer résolument au nationalisme; bref, il leur faut contribuer à la lutte et à l'organisation pour la **défense exclusive des intérêts prolétariens**.

L'indépendance de classe du prolétariat est farouchement combattue par les courants bourgeois et petit-bourgeois «démocrates» avec l'argument que cela briserait l'union nécessaire entre diverses classes pour obtenir des résultats concrets en matière de «démocratisation» de l'Etat, de conquêtes ou de défense des libertés publiques ou des droits sociaux; en réalité les bourgeois et petit-bourgeois veulent tout simplement que les prolétaires ne luttent que pour ce qui les intéresse eux, et s'abstiennent de lutter pour leurs propres intérêts!

Mais les prolétaires ne peuvent pas entrer en lutte simplement pour réformer le capitalisme et son Etat, comme le voudraient bourgeois et petit-bourgeois; ils luttent dans la perspective de **renverser le capitalisme**, seule façon d'en finir avec leur exploitation; et d'ailleurs cette lutte de classe permet au passage d'arracher des réformes et des concessions bien plus sûrement que les mouvements interclassistes qui chercheront toujours à brider les énergies révolutionnaires prolétariennes.

L'indépendance, l'organisation et la lutte de classe du prolétariat sont des objectifs compréhensibles par tout prolétaire soucieux de défendre ses intérêts vitaux contre les patrons et leur Etat, quelles que soient par ailleurs ses

idées politiques, philosophiques ou religieuses. Mais la lutte pour ces objectifs nécessite d'avoir des positions politiques et programmatiques claires si l'on veut repousser toutes les fausses orientations présentées par les divers courants politiques, et éviter les pièges tendus par tous les adversaires, ouverts ou cachés, de la lutte prolétarienne.

Autrement dit, elle nécessite que les militants révolutionnaires décidés à travailler pour ces objectifs, prêts à assumer la responsabilité d'organiser et d'orienter leurs camarades de classe, soient eux-mêmes **organisés sur des bases politiques et programmatiques bien précises**, c'est-à-dire organisés en **parti politique**, même si c'est encore à un stade embryonnaire: le parti de classe est nécessaire non seulement pour centraliser et diriger la lutte prolétarienne dans la période de l'assaut révolutionnaire, mais aussi dans la période précédente où il ne s'agit encore que de travailler à l'organisation de classe du prolétariat. Si l'on attend l'ouverture de la période révolutionnaire pour constituer le parti, il est alors trop tard: le parti doit se préparer et se constituer **au préalable** (d'une manière non pas volontariste, mais en liaison avec le développement réel du mouvement prolétarien), au travers de luttes politiques, théoriques, programmatiques mais aussi **pratiques**, pour restaurer, assimiler, défendre, expliquer et diffuser le «marxisme non adultéré» (selon l'expression de Lénine) – donc pas seulement sur le terrain des idées, de la «lutte idéologique» (comme dirait l'idéalisme maoïste!), mais également sur le terrain «pratique», au feu des luttes sociales.

Ce n'est que dans la mesure où le parti a réussi préalablement à clarifier toutes les questions politiques importantes, qu'il n'est pas désorienté par les questions brûlantes que posent la période révolutionnaire et donc qu'il ne désoriente pas ceux qui le suivent (car alors *se tromper, c'est trahir*, comme disait Blanqui); c'est dans la mesure où il a pu au préalable conquérir une audience (inévitablement limitée) auprès au moins de quelques secteurs prolétariens, que le parti aborde la période révolutionnaire avec les meilleures possibilités d'arriver à diriger la lutte prolétarienne d'ensemble et à l'orienter vers la victoire.

En définitive donc, la tâche essentielle pour les militants révolutionnaires de tous les pays, celle qui synthétise au plus haut point la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, c'est de contribuer au travail de constitution ou de reconstitution de l'organe suprême de la lutte révolutionnaire, le **parti de classe international**, sur les bases non «révisées», non «enrichies» du marxisme intégral.

Il n'y a rien de plus important ni de plus urgent!

Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin)

Paru sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/1958. La première partie a été publiée sur Programme Communiste n° 102.

LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME N'EST PAS PROPRIÉTAIRE DE LA TERRE

Dans le Troisième livre du *Capital* publié par Engels après la mort de Marx, se trouve le chapitre 46 intitulé: «La rente et les terrains à bâtir, des mines, du sol». Le raisonnement est déduit du cadre de la puissante doctrine de la rente foncière, revendiquée mot pour mot durant toute sa vie par le grand combattant Lénine. Notre science économique affirme et démontre que la rente extorquée par le propriétaire foncier présente le caractère d'un prélèvement correspondant sur la plus-value produite par la classe salariée et qui devient profit capitaliste. Nos adversaires pourraient ici soulever une objection: il se fait des affaires et le propriétaire touche une rente sur la vente de terrains constructibles qui restaient là à dormir au soleil, sans qu'aucun travailleur n'y ait jamais donné un seul coup de pelle; ce gain du propriétaire, de quel travail, de quelle plus-value est-il donc issu?

Mais l'objection ne nous prend pas en défaut. Nous ne sommes pas une faculté académique, mais une armée en ordre de bataille; nous défendons la cause de ceux qui ont travaillé et qui sont morts comme celle de ceux qui ne sont pas encore nés et qui n'ont encore jamais travaillé.

Que ceux qui veulent raisonner selon les petites formules administratives du droit et de l'avoir des entreprises enregistrées veuillent bien nous lâcher, en même temps que ceux qui définissent le pouvoir légal dans les noms inscrits sur les listes électorales et sur leur décompte.

Marx répond à la question en faisant entrer en scène les générations futures. C'est là une vieille donnée de

notre doctrine, et non une astucieuse invention que nous aurions faite pour faire passer plus facilement nos thèses: contre la théorie et le programme de la révolution, même la majorité de la classe prolétarienne **peut** aujourd'hui avoir tort et se ranger dans les rangs ennemis.

*«Le fait que c'est uniquement leur titre de **propriété** sur le globe terrestre qui permet à certaines personnes de s'approprier comme tribut une partie du surtravail de la société, et de se l'approprier en une quantité qui croît parallèlement au développement de la production, est caché par le fait que la **rente capitalisée** apparaît comme **prix de la terre** et peut donc être vendue comme n'importe quelle marchandise» (1)*

N'est-ce pas clair? Si j'estime qu'un terrain, qui, dans le futur pourra rapporter annuellement 5000 livres au patron, peut se vendre pour 100.000 livres, j'ai rendu force active le surtravail des ouvriers qui y travailleront non pas vingt ans, mais un nombre infini d'années.

« De la même façon, le droit de propriété du planteur sur le Noir qu'il a acheté lui semble découler, non pas de l'institution de l'esclavage [que les générations passées lui ont transmise], mais d'un acte commercial». Et il escomptera en argent les années futures du Noir et de sa descendance!

«La vente de la terre ne crée pourtant pas le titre lui-même: elle ne fait que le transmettre. Pour que le titre puisse être vendu, il faut qu'il existe déjà, et si ce n'est pas une vente qui peut le créer, ce n'est pas davantage une série de ventes répétées qui le créera [l'allusion du doc-

teur en droit Marx vise la fiction juridique selon laquelle la «preuve de la propriété» s'obtient en présentant des papiers de transfert de propriété remontant à un certain nombre d'années, vingt ou trente par exemple]. *Ce qui a créé le titre, ce sont les **rappports de production**. Dès que ces rapports ont atteint un degré de développement qui rend leur métamorphose inévitable, la justification économique et historique de ce titre issu du processus créateur de la vie sociale disparaît en même temps que sa source matérielle, et toutes les transactions qui reposaient sur lui cessent du même coup».*

Par exemple, ajouterons-nous pour clarifier les idées, quand la production esclavagiste s'écroule parce que désormais elle ne correspond plus aux conditions économiques et parce que les esclaves se révoltent, ces derniers deviennent des hommes libres et tous les contrats de vente d'esclaves sont alors nuls et sans effet! Mais ici nous invitons encore une fois le lecteur à être attentif au passage aussi puissant qu'inattendu, de l'interprétation géniale et originale de l'histoire des sociétés humaines, à la caractérisation tout aussi rigoureuse de la société de demain:

«Dans une organisation économique supérieure à la nôtre, le droit de propriété de certains individus sur le globe terrestre paraîtra aussi absurde que le droit de propriété d'un être humain sur un autre.

*Aucune société, aucun peuple, ni même toutes les sociétés d'une époque prises ensemble, ne sont les propriétaires de la terre. Ils n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, et ils devront la léguer aux générations futures, après l'avoir améliorée, en **boni patres familias** [bons pères de famille]»*

UTOPIE ET MARXISME

La méthode de Marx est claire, y compris dans ce passage crucial. Notre prévision de la mort de la propriété et du capital, de leur disparition, qui est un objectif d'une bien plus grande portée que le banal transfert de la propriété d'un sujet individuel à un sujet social; l'attribution de la faculté de décision et de volonté, non au sujet individuel, ni même à la classe écrasée, mais seulement à la collectivité parti, collectivité dont l'énergie n'est pas **quantité**, mais **qualité**; tout cela s'appuie sur une analyse entièrement scientifique de la société actuelle et de son passé. Le capitalisme que nous dénonçons et que nous voulons détruire, nous avons d'abord le devoir de l'étudier et de connaître sa structure et son évolution réelle. Ce n'est pas un devoir au sens moral et personnel du terme, mais une fonction impersonnelle du parti, entité qui dépasse les opinions des hommes et les limites entre les générations successives.

C'est là que se trouve la réponse à une éventuelle objection à notre acception du marxisme – la seule qui en saisit toute la puissance et toute la profondeur. Le Marx que le courant révolutionnaire présente depuis des décennies quand il met au premier plan le programme maximum de la structure sociale communiste, est précisément le Marx qui dépassa, combattit et abandonna derrière lui toute utopie.

L'opposition entre utopie et socialisme scientifique ne consiste pas en ce que le socialisme marxiste estimerait que pour ce qui est des caractéristiques de la société future, il vaut mieux attendre que celle-ci passe devant la fenêtre pour pouvoir les décrire! L'erreur des utopistes réside dans le fait qu'après avoir constaté les défauts de la société actuelle (d'une façon que Marx salue respectueusement chez certains d'entre eux), ils déduisent la structure de la société future non de l'action de processus réels qui relient le passé au futur, mais de leur propre tête, de la raison humaine et non de la réalité naturelle et sociale. L'utopiste croit que le point d'arrivée du devenir social consiste dans le triomphe de quelques principes généraux inhérents à l'esprit humain. Qu'ils aient été induits par le Dieu créateur ou qu'ils aient été découverts par l'analyse philosophique introspective, ce sont des idéologies aux mille noms – Justice, Egalité, Liberté, etc. – qui composent les couleurs de la palette où le socialiste idéaliste plonge ses pinceaux pour peindre le monde de demain tel qu'il **devrait** être.

Origine ingénue, mais pas toujours méprisante, qui fait que l'utopiste en attend la réalisation de la persuasion des hommes, de l'**émulation**, selon le mot aujourd'hui à la mode pour présenter de façon vraiment déplacée les flamboiements de l'histoire. Emporités par leurs bonnes intentions, les utopistes ont même cru pouvoir réussir à arriver au but en gagnant à leurs riantes projets les centres dirigeants des pouvoirs constitués. Leurs préjugés les empêchaient de comprendre la nécessité de la lutte, du conflit social, du renversement du pouvoir et du recours, non à la persuasion, mais à la force ouverte dans le processus qui conduit à la naissance de la nouvelle société.

Notre conception du problème humain est juste l'inverse. Les choses ne sont pas ce qu'elles sont parce que quelqu'un se serait trompé, aurait fait fausse route, mais parce qu'une série de causes et de forces déterminantes ont agi au cours du développement de l'espèce humaine; il s'agit avant tout de comprendre comment, pourquoi et selon quelles lois générales, pour pouvoir ensuite en déduire les directions futures.

Le marxisme ne renonce donc pas à proclamer dans son programme de bataille les caractéristiques de la so-

ciété future, en montrant plus particulièrement en quoi elles s'opposent à celles qui ont été précisément identifiées dans la forme sociale antérieure, la forme capitaliste et mercantile. Le marxisme est capable de faire cela avec une validité et une sûreté bien plus grandes que toutes les vaines descriptions des utopistes, même si elles étaient parfois audacieuses pour leur époque

Refuser à chercher à prévoir les caractéristiques des structures sociales communistes n'est pas marxiste; et c'est même indigne de la puissance des textes classiques de notre école. Nous sommes vraiment là en présence d'un **révisionnisme** rétrograde et conservateur qui présente comme de l'objectivité ce qui n'est qu'une lâcheté cynique: la révélation sur un écran blanc du mystérieux dessein qui serait le secret de l'histoire. En dépit de sa suffisance philistine, cette méthode n'est qu'un **alibi** préparé pour les cliques de politiciens professionnels qui, n'ayant jamais compris la grandeur de la forme parti, l'ont réduit à une tribune pour les gesticulations de quelques activistes. Si nous devons rester au secret, il ne resterait qu'à attendre dans les sacristies la révélation de la volonté divine, ou, dans les antichambres du pouvoir, le doux moment de pouvoir aller en cuisine terminer les restes des plats des puissants.

PROPRIÉTÉ ET USUFRUIT

On trouve un exemple de cette opposition doctrinale entre marxisme et utopie que nous venons de rappeler, dans le passage où Marx trace un schéma de la structure future aussi peu équivoque que dans le passage où il affirme que **la société n'est pas propriétaire de la terre**.

En effet la gestion de la culture de la terre ne doit pas satisfaire uniquement les besoins de la génération présente. Selon une accusation récurrente de Marx la forme de production capitaliste épuise les ressources du sol et rend le problème de l'alimentation des peuples insurmontable. Aujourd'hui où ces populations deviennent toujours plus nombreuses, les «scientifiques», avec leur sérieux bien connu, cherchent des **voies nouvelles** pour nourrir les habitants de la planète.

La gestion de la terre, clé de voûte de tout le problème social, doit être conçue pour correspondre au meilleur développement de la population du globe. La **société** humaine vivante, comprise au-delà des frontières des Etats, des nations, et quand nous se-

rons arrivés à une «organisation supérieure», des classes elles-mêmes (car nous aurons alors dépassé non seulement la contradiction un peu plate entre classes «oisives» et classes «productrices», mais aussi l'opposition entre classes productrices urbaines et rurales, manuelles et intellectuelles, comme Marx nous l'enseigne), cette société qui se présentera comme l'agrégat d'un certain nombre de milliards d'hommes, restera cependant un ensemble plus restreint que celui de «l'espèce humaine», bien qu'il devienne de plus en plus nombreux en raison de l'allongement de la durée de vie moyenne de ses membres.

Volontairement et scientifiquement, pour la première fois de l'histoire, la société se subordonnera à l'**espèce**, c'est-à-dire qu'elle s'organisera selon les formes qui répondent de la façon la plus adéquate aux besoins de l'humanité à venir.

Qu'il n'y ait là rien de fantastique – ni, le ciel nous en préserve!, de science-fiction – ou d'utopique, cela découle du critère réaliste et palpable rappelé par Marx: la différence entre

propriété et usufruit.

Dans la théorie du droit actuel, la propriété est «perpétuelle», alors que l'usufruit est temporaire, limité à un nombre préétabli d'années ou à la durée de vie de l'usufruitier. Selon la théorie bourgeoise, la propriété est «jus utendi et abutendi», c'est-à-dire dotée du *droit d'user et d'abuser*. Théoriquement le propriétaire a le droit de détruire son bien; par exemple d'arroser son champ avec de l'eau salée après l'avoir chauffée pour le stériliser comme le firent les Romains, sur le sol de Carthage. Les juristes actuels ergotent sur une limite sociale à ce droit; mais ce n'est pas de la science, ce n'est que de la peur de classe. L'usufruitier, lui, a au contraire un droit plus restreint que celui du propriétaire: l'**usage** oui, l'**abus**, non. Au terme de l'usufruit ou à la mort de l'usufruitier dans le cas du viager, la terre retourne au propriétaire. La loi impose qu'elle retourne dans le même état qu'au début de la période d'usufruit. Même le simple fermier qui a la terre en bail ne peut en altérer la culture; il doit la mener *en bon père de famille*, comme le ferait un *bon* propriétaire pour qui la perpétuation de l'usage et de la jouissan-

ce doit pouvoir en permettre l'héritage à ses enfants. Dans le code civil italien, la formule sacramentelle du bon père de famille se trouve aux articles 1001 et 1587.

La société a donc l'usufruit et non la propriété de la terre.

L'utopisme est métaphysique, le socialisme scientifique est dialectique. Dans les phases respectives de son gigantesque édifice théorique, Marx peut revendiquer successivement la grande propriété (y compris **capitaliste** où les salariés sont traités comme des bêtes de somme) contre la petite, même n'employant pas de salariés (par décence nous ne parlerons pas de la petite entreprise du métayer français de 1894 ou italien de 1958, qui ajoute à la transformation du travailleur en bête de somme, la réactionnaire fragmentation parcellaire de la terre); la propriété d'Etat y compris capitaliste contre la grande propriété privée (nationalisation); la propriété d'Etat après l'instauration de la dictature du prolétariat; puis, pour l'organisation supérieure du communisme intégral, l'usage national de la terre par la société, reléguant enfin à la poubelle de l'histoire d'Engels, le terme funeste de **propriété**.

VALEUR D'USAGE ET VALEUR D'ÉCHANGE

La thèse fondamentale du marxisme révolutionnaire élargit sans problème la négation de la propriété individuelle, puis sociale de la terre, aux autres instruments de production créés par le travail humain, et aux produits du travail, qu'il s'agisse de biens instrumentaux ou de biens de consommation.

Sur la terre cultivable, il existe divers biens capitaux destinés à son exploitation. Il en est un qui est fondamental et d'où, comme Marx lui-même le rappelle, est issu le terme de **capital**: c'est celui du bétail pour le travail et l'élevage. En italien on l'appelle *scorta viva* (équipement vivant), en français *cheptel*, qui est le même mot que capital. Le mot qui exprime la sale chose qu'est le *capital* vient du latin *caput* qui veut dire tête. Mais que le bourgeois ne croie pas qu'il s'agisse de la tête humaine, ce qui leur permettrait de nous servir un autre droit naturel: le Capital comme prolongement de la Personne.

Il s'agit de la tête des vaches.

Celle du bourgeois ne se prolonge pas par les principes éternels de la loi humaine, mais seulement par les cornes!

Il est clair que l'exploitant ne peut manger tout son bétail, comme il y a eu

des exemples historiques, sans détruire cet instrument particulier de production qui est capable de se reproduire s'il est correctement élevé.

La société est usufruitière et non propriétaire des espèces animales. Dans le petit travail d'Engels il y avait un joli passage sur la ridicule revendication de liberté de chasse et de pêche pour les paysans français à propos du danger de disparition de certaines espèces sauvages – ce qui est arrivé par la suite.

Il ne serait pas difficile d'étendre notre raisonnement à tout capital d'entreprise, dans l'agriculture et dans l'industrie, mais ce ne serait pas rapide. Nous allons essayer de procéder par grandes étapes.

Dans ces chapitres magistraux de Marx sur la terre où il démontre que sa **valeur**, son **prix**, tiré de la rente capitalisée, **n'entre pas** dans le capital d'exercice de l'entreprise agricole parce qu'il se retrouve intact à la fin du cycle annuel, s'il n'y a pas la regretta-

ble baisse de la fertilité, il établit la comparaison évidente avec la «partie fixe du capital industriel constant» qui n'entre pas dans le calcul du capital circulant, sinon pour la faible part usée dans le cycle productif et qui doit être renouvelée (amortissement). La terre se renouvelle d'elle-même, ainsi que le cheptel (avec un certain travail d'élevage). Le capital fixe (*scorte morte*) dans l'agriculture est renouvelé en grande partie chaque année, à la charge de la valeur totale des produits. Par contre dans l'industrie il est renouvelé pour une part plus faible.

Laissant de côté l'examen quantitatif, nous voudrions signaler que l'humanité dispose de **capitaux fixes** dont l'amortissement se fait au cours de périodes très longues, comme ces ponts romains qui sont encore utilisés deux mille ans après leur construction. Le capitalisme commet un crime quand il recherche les amortissements les plus brefs et qu'il s'efforce – sur le dos du prolétariat – de renouveler rapidement tout capital fixe. Pourquoi le fait-il? Parce que sur le capital fixe il y a la folle propriété, et sur le capital circulant le simple usufruit. La distinction entre travail mort et travail vivant est exposée dans les rapports aux réunions de la Pentecôte et de Piombino auxquelles nous renvoyons le lecteur.

Le capitalisme pousse à faire se démener follement le travail des vivants et il fait du travail des morts son inhumaine propriété. Ce que ses spécialistes bourgeois appellent amortissement, c'est-à-dire renouvellement du capital fixe, dans l'économie communiste nous l'appellerons à l'inverse **revivification**.

L'antithèse entre propriété et usufruit renvoie à celle entre capital fixe et capital circulant, et à celle entre travail mort et travail vivant.

Nous sommes du côté de la vie éternelle de l'espèce, nos ennemis sont du côté sinistre de la mort éternelle. Et la vie les emportera, en synthétisant ces termes opposés dans la réalité du communisme.

Mais nous allons donner encore une autre formulation de cette même antithèse: échange monétaire et usage physique. Valeur d'échange mercantile contre valeur d'usage.

La révolution communiste est la liquidation du mercantilisme.

TRAVAIL OBJECTIVÉ ET TRAVAIL VIVANT

Les camarades lecteurs, qui dans notre méthode de travail sont des collaborateurs à l'activité collective du parti, doivent ici se reporter à la Deuxième

me Partie du compte-rendu sommaire de la réunion de Piombino où nous avons amplement présenté le texte des *Grundrisse* de Marx (*Il Programma*

Le programme révolutionnaire

Comunista n°19 et 20 de 1957).

Dans cette construction grandiose, l'individualisme économique est supprimé et ce qui apparaît à sa place c'est l'Homme Social, dont les limites sont les mêmes que celles de la Société Humaine et même de l'Espèce humaine toute entière.

Le Capital fixe industriel, opposé dans la forme capitaliste au travail humain, qui devient mesure de la valeur d'échange des produits et des biens, ce Capital – que derrière lui, il y ait ou non le capitaliste en tant qu'individu, et nous avons d'innombrables citations de Marx sur ce point – est le Monstre ennemi qui pèse sur la masse des producteurs et monopolise un produit qui non seulement concerne tout le monde, mais qui est aussi est le fruit de toute l'activité de l'espèce au cours des millénaires, la Science et la Technologie élaborées et déposées dans le **Cerveau Social**. Aujourd'hui où la Forme capitaliste glisse sur la pente de la dégénérescence, ce Monstre tue la Science elle-même, en fait mauvais usage, en gère l'usufruit de façon criminelle en dilapidant l'héritage des générations à venir.

Dans ces pages de Marx, le phénomène actuel de l'Automation, est prévu et théorisé pour le lointain avenir. Ce que nous nous permettrons d'appeler le **Roman du travail objectif**, a pour épilogue sa palingénésie, où le Monstre devient une Force bénéfique pour toute l'humanité, lui permettant de ne plus extorquer de plus-value inutile, mais de réduire au minimum le travail nécessaire pour «favoriser la formation artistique, scientifique, etc., des individus» désormais élevés au niveau de l'Individu Social.

Nous allons extraire encore une autre formulation, tout aussi authentique, des matériaux classiques, encore plus valables et évidents qu'à l'époque où ils sont nés. Une fois que la révolution aura mis fin à la dilapidation de la Science, oeuvre du Cerveau Social, qu'elle aura réduit le temps de travail à un minimum le transformant en pur plaisir, qu'elle aura élevé à une forme humaine le Capital fixe, monstre d'aujourd'hui; c'est-à-dire après qu'aura été supprimé et non **conquis** le Capital, cette forme historique transitoire, alors l'industrie se comportera **comme la terre**, quand le sol comme les installations seront libérés de toute propriété, quelle qu'elle soit.

Supprimer le monopole d'une bande d'oisifs sur les installations pro-

ductives serait une conquête bien misérable, une phrase creuse et toute faite, dans la mesure où les bourgeois furent au début une classe d'audacieux porteurs du Cerveau Social et de la Praxis sociale la plus avancée. Lorsqu'elle sera organisée sur un mode supérieur – le communisme international – la société ne disposera pas des installations productives en tant que propriété ou capital, mais elles aussi comme usufruit, sauvegardant à chaque pas contre les nécessités physiques de la Nature, désormais seul adversaire, l'avenir de l'Espèce.

Quand, dans l'agriculture comme dans l'industrie, auront disparu la propriété et le capital, une autre phrase toute faite qui était une concession à la tâche ardue de la propagande traditionnelle, à savoir «*la propriété personnelle des produits de consommation*» sera jetée dans les ombres du passé. En effet toute la palingénésie révolutionnaire s'effondrerait si tout objet ne perdait pas le caractère de marchandise et si le travail ne cessait pas d'être la mesure de la «valeur d'échange», autre forme qui, en même temps que la mesure monétaire, devra périr avec le mode capitaliste.

Nous avons cité textuellement:

«Lorsque le travail aura cessé d'être, sous sa forme immédiate, la grande source de la richesse, le temps de travail devra cesser d'être la mesure de celle-ci. Et cela vaut également pour la valeur d'échange en tant que mesure de la valeur d'usa-

ge». Prenant en pitié la médiocrité de Staline et des Russes qui le suivaient pour avoir affirmé que la **loi de la valeur** subsistait dans le socialisme (!), nous avons conclu: que les foudres du Jugement Dernier s'abattent sur eux!

Le malheureux qui ingurgite de l'alcool en disant il est à moi, je l'ai acheté avec l'argent de mon salaire (privé ou d'Etat) est, lui aussi, une victime de la forme capitaliste, en tant qu'il est un mauvais usufruitier de la santé de l'espèce. Et même chose pour l'insensé fumeur de cigarettes! Une telle «propriété» sera éliminée de l'organisation de la société supérieure.

L'avilissement de l'esclave salarié s'exaspère au cours des crises et du chômage. Voilà ce qu'écrivait Engels à Marx le 7 décembre 1857:

«La crise pousse ici les philistins à boire terriblement. Personne ne peut supporter son fardeau à la maison, dans sa famille. Les clubs s'animent et la consommation d'alcool s'accroît considérablement. Plus profondément ils se trouvent dans les ennuis, plus ils veulent s'en évader. Mais le lendemain offre le spectacle lamentable de loques physiques et morales» 1857 ou 1957?

On ne consommera donc plus en tant qu'homme-brute, au nom de l'infâme **propriété** sur l'objet **échangé**; l'usage, la consommation se feront selon l'exigence supérieure de l'homme social, continuateur de l'espèce et non plus comme c'est aujourd'hui la règle, sous l'action de drogues.

MORT DE L'INDIVIDUALISME

Le parti de classe prolétarien ne peut pas se diriger selon l'orientation révolutionnaire correcte si son matériel d'agitation n'est pas totalement conforme aux bases stables et invariables de la théorie.

Les questions de l'action quotidienne et du programme pour le futur ne sont que les deux aspects dialectiques du même problème, comme l'ont prouvé tant d'interventions de Marx jusqu'à la fin de sa vie, et d'Engels et de Lénine (Thèses d'avril, Comité Central d'octobre!).

Ces hommes n'ont ni improvisé, ni fait des révélations, mais ils ont toujours fidèlement suivi la boussole de notre action qu'il est si facile de perdre.

Elle indique clairement d'où vient le danger et nos problèmes sont correctement posés quand on va à l'in-

verse des orientations générales fausses. Les formules et les termes peuvent être falsifiés par des traîtres et des incapables, mais leur usage est toujours une boussole sûre quand il est fait de manière continue et cohérente.

Dans le domaine philosophique et historique, notre ennemi est l'individualisme, le personnalisme. Dans le domaine politique, c'est l'électorisme démocratique, dans n'importe quel camp. Dans le domaine économique, c'est le mercantilisme.

Tout changement de cap, en vue d'un avantage apparent, vers ces orientations insidieuses, équivaut à **sacrifier l'avenir du parti au succès d'un jour**; cela revient à capituler sans condition devant le Monstre de la contre-révolution.

Histoire de la Gauche Communiste

La question du Front Unique (2)

La tactique du **front unique politique** fut théorisée dans des Thèses adoptées par la séance de l'Exécutif de l'Internationale Communiste du 18/12/1921; une première discussion le 4 décembre avait suscité des critiques des représentants français Bestel et Souvarine ainsi que du représentant suisse Humbert-Droz: «il serait très difficile de faire comprendre aux grandes masses pourquoi les communistes ont fait la scission [d'avec les partis socialistes – NdlR] si ensuite on vient à l'improviste avec le front unique sous cette forme» déclara ainsi Bestel (1). Ces thèses furent publiées dans les premiers jours de 1922 avec un appel: de l'IC et de l'Internationale des Syndicats Rouges: «Pour l'unité du front prolétarien!».

Dans ce dernier texte on pouvait lire au chapitre «Le Front unique est indispensable»:

«Les expériences qui ont eu lieu jusqu'à maintenant auraient dû montrer même aux aveugles combien l'Internationale Communiste avait raison quand elle disait que la classe ouvrière ne peut se libérer qu'en brisant le pouvoir de la bourgeoisie et en érigeant le sien propre, en s'associant internationalement pour déblayer les ruines de la guerre et commencer l'oeuvre de reconstruction. Nous savons cependant quelle est la force des liens du passé, les influences de l'école, de la presse et des églises capitalistes. Nous n'ignorons pas combien les grandes masses ouvrières redoutent encore la prise du pouvoir et d'avoir à se forger elles-mêmes leur propre destinée. Nous savons combien les grandes masses ouvrières ont été intimidées par les défaites que les minorités communistes ont essuyées dans leur lutte contre la mise en esclavage du prolétariat. Nous connaissons les menées de la presse capitaliste internationale, qui cherche à vous impressionner en montrant les blessures que le prolétariat russe isolé a reçues dans son duel inégal avec le capitalisme international. Et c'est justement parce

que nous savons tout cela que nous vous crions: *vous n'osez pas encore engager une nouvelle bataille, vous n'osez pas encore prendre les armes pour la dictature du prolétariat et donner l'assaut aux forteresses de la réaction mondiale. Rassemblez-vous au moins dans la défense de votre existence quotidienne, dans la lutte pour le pain et la paix! Unissez-vous pour cette lutte dans un front unique de combat, unissez-vous comme classe prolétarienne contre la classe des exploiters et des traîtres du monde entier! Détruisez les obstacles qu'on a dressés entre vous! Communistes, social-démocrates, anarchistes et syndicalistes, rangez-vous dans un même rang pour combattre la misère et le besoin!*».

Si on se limite à ces phrases, l'appel concordait pleinement avec l'action menée par le Parti Communiste d'Italie au sein de la classe ouvrière.

Quant aux Thèses sur le front unique, elles reconnaissaient à leur point 12: «**En Italie**, le jeune parti communiste commence à mener son agitation sur le mot d'ordre du front unique prolétarien contre l'offensive des capitalistes, bien qu'il ait eu une attitude extrêmement intransigeante envers le parti socialiste italien réformiste et la Confédération du Travail social-traître, qui ont récemment mené jusqu'à son terme leur trahison ouverte de la révolution prolétarienne. L'Exécutif de l'Internationale Communiste considère entièrement juste cette agitation des communistes italiens et demande seulement qu'elle soit encore intensifiée. L'Exécutif de l'Internationale Communiste est convaincu que le parti communiste italien, s'il fait preuve d'une perspicacité suffisante, pourra fournir à toute l'Internationale un modèle de combativité marxiste, capable de démasquer impitoyablement les hésitations et les trahisons des réformistes et des centristes qui se sont camouflés sous le manteau du communisme, et de **conduire en même temps** une campagne infatigable, toujours plus in-

tense, parmi les masses toujours plus larges, **pour le front uni des travailleurs contre la bourgeoisie**. Il va de soi que le parti ne devra rien négliger pour gagner à l'action commune les éléments révolutionnaires de l'anarchisme et du syndicalisme».

Evoquant l'exemple du mouvement ouvrier en Russie, le point 19 expliquait que les Mencheviks, peu avant la guerre, s'appuyaient sur la tendance des masses ouvrières, surtout celles fraîchement entrées dans la lutte, à vouloir l'unité des différents partis, pour s'opposer à la lutte politique menée contre eux par les bolcheviks, qu'ils présentaient comme des diviseurs. «Pour contrebalancer le jeu diplomatique des chefs mencheviks, les bolcheviks posèrent le mot d'ordre de l'**unité à la base**, c'est à dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie. La pratique a montré que c'était la seule tactique exacte». Et le point 23 des Thèses affirmait: «Par Front unique ouvrier il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme».

Dans un article «Anciens buts, nouvelles voies», où par ailleurs il citait en exemple l'action du Parti Communiste en Italie, Zinoviev avertissait: «Plus nos accords pratiques avec les ouvriers appartenant aux autres organisations seront nombreux, et plus notre lutte idéologique contre le réformisme devra être ferme, nette et accusée. Sinon la gangrène dont se meurt le réformisme pourrait infecter notre organisme» (2).

Mais à côté de ces déclarations à laquelle la Gauche communiste dirigeant le PC d'I ne pouvait que souscrire parce qu'elle les mettait déjà en pratique, on trouve dans ces textes des déclarations qui leur sont parfaitement contradictoires, sans parler de positions ou mots d'ordre plus qu'ambigus, comme le «contrôle de la production» (3).

C'est ainsi que le point 18, tout en insistant sur la condition indispensa-

Le Front Unique

ble de «l'autonomie absolue et l'indépendance complète de tout parti communiste» qui y participait, admettait des accords avec des partis de la IIe Internationale et de l'Internationale deux et demi au nom du «mot d'ordre de la plus grande unité possible de toutes les organisations ouvrières **dans chaque action pratique contre le front capitaliste**»: On est là bien loin de l'unité à la base, «par dessus la tête des chefs mencheviks», comme l'avaient préconisée les bolcheviks selon ce qu'écrivait Zinoviev dans l'article cité plus haut!

Il y a pire encore; au point 9, des Thèses il est écrit que «le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste approuve sans réserve la décision du Parti Communiste Allemand de soutenir un “gouvernement ouvrier unitaire” qui serait disposé à combattre sérieusement le pouvoir capitaliste». Comment un soi-disant «gouvernement ouvrier», en fait un gouvernement constitué par les partis Socialiste Indépendant et Social-Démocrate (dits «Majoritaires»), pourrait-il combattre sérieusement le pouvoir capitaliste, alors que ces partis ont fait à de nombreuses reprises la démonstration qu'ils étaient au service de l'ordre capitaliste?

Les dirigeants de l'Internationale ne l'ignoraient évidemment pas, mais ils répondaient qu'il s'agissait là d'une habile tactique. Mais en voulant arracher les prolétaires à l'influence de ces partis en «démasquant» ces derniers, on répandait en réalité des **illusions** sur ces mêmes partis.

Lors de la réunion des 16 et 17 novembre 1921, le Comité Central du PC Allemand (KPD) avait voté des Thèses sur le gouvernement ouvrier prônant le soutien à d'éventuels gouvernements socialistes dans les *länder* (les provinces, qui dans le cadre de l'Etat fédéral allemand, jouissaient d'une certaine autonomie): «dans la mesure où il dépend des communistes que soit élu un gouvernement purement bourgeois, un gouvernement de coalition ou un “gouvernement purement socialiste”, ils faciliteront l'élection d'un “gouvernement purement socialiste”. Ils auront le devoir de le soutenir dans toutes les mesures qu'il prendra dans l'intérêt de la classe ouvrière».

Ces Thèses excluaient cependant la participation du parti à de tels gouvernements car ceux-ci «ne sauraient jouer leur rôle révolutionnaire que si les communistes se tiennent à l'exté-

rieur et travaillent à les pousser en avant par leurs critiques» (4).

Mais le mal était fait avec l'admission que de tels gouvernements pouvaient avoir un rôle révolutionnaire; et il ne faudra attendre que quelques semaines pour que la centrale, dans une circulaire du 8/12/1921, affirme: «le parti doit dire aux travailleurs qu'il est prêt à appeler à la formation d'un gouvernement ouvrier socialiste avec tous les moyens parlementaires et extraparlimentaires, qu'il est également prêt à entrer dans un tel gouvernement s'il a la garantie qu'il représente les intérêts et les revendications de la classe ouvrière contre la bourgeoisie» (5).

LA GRÈVE DES CHEMINOTS ALLEMANDS

Cependant l'évolution de la lutte des classes en Allemagne mettait concrètement la tactique du Front Unique à l'épreuve.

Selon le rapport du dirigeant allemand Talheimer à l'Exécutif Elargi de février 1922 à Moscou, il y avait eu une certaine amélioration de la situation économique-sociale en Allemagne avec une baisse du chômage à la fin de l'année 1921; mais l'augmentation de l'inflation due à la chute du Mark provoquait une forte hausse des prix, alors même que les patrons et le gouvernement continuaient leur offensive antiouvrière: allongement de la journée de travail, baisse des salaires, restrictions au droit de grève, etc.

La première réaction prolétarienne d'ampleur, qui sera suivie un peu plus tard par des grèves et mouvements de lutte dans la métallurgie (contre l'instauration de la semaine de 48 heures!), l'agriculture, etc., eut lieu au début de l'année 1922: le premier février 1922 les employés des chemins de fer se mirent en grève, à l'appel d'un petit syndicat indépendant. C'était une catégorie de travailleurs qui entraînait en lutte pour la première fois et cette grève de fonctionnaires déclencha la colère de tous les secteurs réactionnaires qui affectaient d'y voir une «insurrection» ou une attaque directe contre la toute-puissance de l'Etat.

Le président social-démocrate du Reich s'empressa de suspendre le droit de grève des cheminots et le préfet de police de Berlin, lui aussi social-démocrate, prit des mesures sévères contre les grévistes.

Cette attitude de briseurs de grèves n'empêcha pas le KPD de lancer,

conformément à sa tactique unitaire, un appel non seulement aux grands syndicats, mais aussi au Parti Social-Démocrate («Majoritaires») et aux Socialistes Indépendants pour une action commune en défense du droit de grève des employés de l'Etat.

Bien évidemment les Majoritaires refusèrent tandis que les Indépendants faisaient une réponse évasive, et les deux Confédérations syndicales qui leur étaient liées appelèrent à reprendre le travail! La grève continuant néanmoins, le syndicat des cheminots qui en était à l'origine, sur les indications du KPD (6), demanda au Parti Social-Démocrate et aux Indépendants, s'ils étaient prêts à former un *gouvernement ouvrier* pour défendre les intérêts des travailleurs. Devant leur réponse évidemment négative, il appela le 7 février à la reprise du travail, après que les travailleurs aient seulement obtenu la promesse (qui ne sera pas tenue) qu'il n'y aurait pas de sanctions contre les grévistes. C'est ainsi que se termina un mouvement qui tendait spontanément à s'étendre à d'autres secteurs (notamment aux employés municipaux de Berlin dont la lutte en mai sera durement réprimée par la police: 4 morts) et qui aurait touché plus de 200.000 prolétaires...

Mais cela ne suffisait pas à faire douter la direction du parti allemand de la justesse de sa tactique de front unique politique et du mot d'ordre de gouvernement ouvrier, comme le montrera s'il le fallait le compte-rendu sur la grève au «Comité Exécutif Elargi» (EE) de février..

L'EXÉCUTIF ELARGI DE FÉVRIER 1922

L'adoption de la tactique de Front Unique par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (CEIC) avait pris au dépourvu les différentes sections nationales, au point de susciter parmi elles des réactions d'incompréhension ou d'hostilité. Même si des compte-rendus d'activité de différents partis d'Allemagne, de France, de Tchécoslovaquie, d'Italie, d'Angleterre, des Etats-Unis, de Pologne et des Balkans, nouvelle devaient occuper les premières séances, si la question de la NEP (la «Nouvelle Politique Economique» suivie en Russie) fut abordée, ainsi que celle du courant d'opposition dans le parti russe, «l'opposition ouvrière» (7), si la question française occupa également une partie des débats, c'est essentiellement pour la

question du front unique et pour répondre aux doutes que cette tactique provoquait, que le CEIC avait convoqué une réunion à Moscou du 24 février au 4 mars 1922, où les différentes sections nationales envoyèrent des délégations (8).

Le PC d'I avait donné son avis sur les questions soulevées par la nouvelle tactique dans une série d'articles de Bordiga publiés au début du mois de janvier: «La tactique de l'Internationale Communiste», que nous publions in extenso en annexe; il prépara plus particulièrement l'EE avec un «résumé» du point de vue du parti «devant servir de normes» à l'intervention de la délégation italienne (9), que le lecteur trouvera également en annexe. D'autre part le parti avait fait parvenir à l'Internationale les «Thèses sur la tactique» qui allaient être présentées à son Congrès de Rome.

Les premières séances de cet Exécutif Elargi, furent consacrées aux rapports d'activité des différents partis.

Au nom du parti allemand, Clara Zetkin fit un rapport sur la grève des cheminots. Elle y déclarait notamment: «Le Parti Communiste (...) fit comprendre aux masses que la grève avait sa source principale dans la décomposition de l'économie capitaliste de l'Etat bourgeois et devait se changer en une lutte contre le gouvernement et contre l'Etat lui-même. Nous avons indiqué que le droit de grève ne pouvait être conquis que dans un combat contre le pouvoir, et après la chute du gouvernement qui serait remplacé par un gouvernement ouvrier. Nous avons souligné et répété que la condition primordiale d'un combat victorieux était *l'unité du front prolétarien*».

Fixer le renversement du gouvernement et l'établissement d'un gouvernement ouvrier, comme condition du succès d'une grève **défensive**, même de grande ampleur et dans une situation «bourrée de matières inflammables» comme l'affirmait Zetkin, c'est où se payer de mots, ou faire dépendre cette victoire de la bonne volonté des partis qui auraient constitué (de quelle manière sinon parlementairement?) ce gouvernement, ceux-là même qui s'opposaient à la grève au nom de la défense de l'Etat!

Auparavant, Thalheimer, dans son rapport d'activité générale du KPD, avait exposé que le parti allemand avait adopté lors de la réunion de novembre de son Comité Central, le principe de la «saisie des valeurs réelles» et la possibilité de participer sous certaines

conditions à un gouvernement ouvrier. Les Socialistes Majoritaires avaient décidé de passer un accord de gouvernement avec le Parti Populaire («le parti de l'industrie lourde» selon l'orateur), mais dans certains Länder cette ligne n'avait pas été suivie; Thalheimer informa les délégués que: «En Saxe et en Thuringe, le Parti Communiste fut mis en présence du problème du gouvernement ouvrier: il décida d'appuyer un gouvernement ouvrier [provincial—NdIR]».

Ce rapport était ainsi l'annonce publique que le Front Unique tel qu'il était mis en pratique en Allemagne, s'était développé jusqu'au **soutien** à un gouvernement des partis réformistes — les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, selon l'expression classique de Lénine — dans le cadre de l'Etat bourgeois, voire à la **participation** à un tel gouvernement!

On trouve un exposé plus clair des positions du parti allemand dans un article de Brandler — le président du KPD — de la même époque. Brandler y explique que «le problème fondamental qui domine la politique et l'économie allemandes toutes entières est la recherche des ressources nécessaires au paiement des réparations de guerre». Mais jamais un gouvernement de collaboration avec les partis de droite ne pourra rejeter sur la bourgeoisie le fardeau de ces réparations; par conséquent «seul un gouvernement ouvrier s'appuyant sur une classe ouvrière prête au combat pourra, dans les intérêts du prolétariat, mobiliser contre la bourgeoisie tout l'appareil du pouvoir étatique [il serait donc possible de mobiliser l'appareil d'Etat bourgeois contre la bourgeoisie!]; seul il sera en mesure, par l'organisation du contrôle sur la production, de faire une telle pression sur les entrepreneurs que tout le poids des dépenses publiques sera rejeté sur les classes possédantes».

Mais, continuait Brandler, il existe dans le KPD, à côté d'éléments droitières proches de Paul Lévi, expulsé quelques mois plus tôt et qui avait formé un petit rassemblement, la KAG (Communauté de Travail Communiste), «des tendances d'extrême-gauche qui (...) empêchent le parti d'appliquer les décisions de la dernière assemblée plénière du Comité Central. Dans la question fiscale, dans la question de l'imposition des valeurs réelles, on observe chez certains camarades une appréhension inexplicable [!] du capitalisme d'Etat et de l'étatisme

de la grande industrie. (...) Ils ne comprennent pas ce que signifie dans les conditions actuelles le contrôle ouvrier sur les prix et la production, ils ne comprennent pas comment ce contrôle peut être réalisé "isolément" (...). Rejeter sur la bourgeoisie le poids des réparations et des dépenses consécutives à la guerre au moyen d'une lutte générale pour la formation d'un gouvernement purement ouvrier [c'est-à-dire d'un gouvernement composé uniquement des partis «socialistes»] et pour l'instauration du contrôle ouvrier sur la production et la répartition de tous les biens matériels, tel est le but vers lequel doit être dirigé toute l'activité pratique des communistes et des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge en Allemagne» (10).

Le 10 janvier 1922, dans une lettre à la centrale du KPD, le CEIC avait donné son aval à l'action du KPD: «Par le fait d'avancer la revendication de rejeter la charge des dettes fiscales sur les possédants par la confiscation des valeurs réelles, et d'avoir étendu ce mot d'ordre jusqu'à la revendication du contrôle de la production grâce à l'influence ainsi obtenue par l'intermédiaire de l'Etat, d'avoir présenté le mot d'ordre du gouvernement ouvrier comme la seule voie pour que les revendications ci-dessus puissent être réalisées, le Parti Communiste Allemand sera capable de rassembler autour de lui, sur le plan de l'agitation et sur celui de l'organisation, de larges masses ouvrières, et de contraindre les autres partis qui se basent sur le prolétariat, ou à s'aligner ouvertement et clairement du côté de la bourgeoisie, ou à engager la lutte contre la coalition capitaliste» (11). Mais les faits se chargeront de montrer l'échec complet de cette tactique qui signifiera malheureusement aussi la défaite du mouvement prolétarien en Allemagne.

Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique des positions confuses du courant de gauche, qui accusait la majorité du KPD d'avancer des positions opportunistes et réformistes; il exprimait néanmoins une réaction saine des éléments prolétariens du parti aux déviations opportunistes de la majorité, déviations qui avaient leur écho jusque dans la direction de l'Internationale.

* * *

Revenons à l'Exécutif Elargi. L'activité du parti italien y fut exposée par

Le Front Unique

Terracini; il déclara que le parti avait entamé depuis plusieurs mois une activité vigoureuse parmi les masses ouvrières en faveur d'un front unique de combat dont le premier résultat était la création d'un embryon de front unique syndical sous la forme de «l'Alliance du Travail» sur l'initiative du syndicat des cheminots (qui n'appartenait pas à une Confédération syndicale). Mais fidèle à son hostilité à tout front unique politique, le Parti, tout en déclarant soutenir l'initiative de constitution d'un front syndical, refusa de participer à la réunion préparatoire du 2 février où avaient été convoqués, non seulement les grandes organisations syndicales, mais aussi le Parti Socialiste, l'Union Anarchiste et le Parti Républicain (parti bourgeois de gauche).

Terracini repoussa aussi l'idée que le Parti avait commis une faute dans la question des «Arditi del Popolo». Le refus de participer à ce mouvement antifasciste avait été et sera par la suite régulièrement invoqué pour accuser le PC d'I dirigé par la Gauche, de sectarisme impénitent. Cette condamnation de la politique du PC d'I envers les AdP atteignit évidemment un sommet au moment de la politique des unions antifascistes de la Résistance pendant la deuxième guerre mondiale, dans laquelle les Staliniens lièrent complètement les éléments prolétariens aux intérêts bourgeois. Elle fait partie aujourd'hui encore de l'arsenal politique de tous les pseudo-révolutionnaires contre notre courant. Arrêtons-nous donc pour dire quelques mots à ce sujet.

Les AdP étaient une scission d'un mouvement d'anciens combattants, les *Arditi d'Italia* (les *Arditi* – «hardis» – étaient les troupes de choc de l'infanterie pendant la guerre). Leur chef, Secondari, personnage trouble qui avait tenté en 1920 d'entraîner les *Arditi* dans un simili coup d'Etat, déclara qu'au début les AdP sympathisaient avec les fascistes car ils voyaient en eux un mouvement patriotique constituant un «*rempart contre les violences rouges*»; mais qu'ayant constaté finalement que c'était les fascistes qui détenaient «*le monopole du brigandage politique*», ils avaient conclu que c'était leur devoir de s'opposer à eux au nom du «*rétablissement de l'ordre et de la normalité de la vie civile*» (12).

Dès lors les AdP multiplièrent les déclarations démagogiques contre la «*bourgeoisie ploutocratique*» et

pour «*l'émancipation des travailleurs*»; ils appelèrent ces derniers à les rejoindre pour s'opposer à qui-conque tente de «*semer le désordre dans l'organisme social*».

Dans la situation de l'époque, marquée par le renoncement à la lutte contre le fascisme du Parti Socialiste et des dirigeants syndicaux (signataires d'un «pacte de pacification» avec les fascistes), les AdP rencontrèrent un écho certain parmi les prolétaires, et pas seulement anarchistes, comme le démontra le succès de leur grand rassemblement en juillet 1921 à Rome. Il était donc urgent pour le Parti Communiste d'éviter que y compris ses militants et sympathisants se laissent embarquer dans une entreprise équivoque où ils auraient été soumis à la discipline d'une organisation militante en fait pour la défense de l'ordre établi. Il aurait été d'autant plus inconcevable pour le parti de consacrer ses forces et son énergie à développer les AdP (comme l'auraient voulu certains dirigeants de l'Internationale), qu'il s'efforçait de constituer et de développer ses propres formations armées! Sur le plan militaire même à un niveau embryonnaire, sur le plan de la lutte armée qui est la forme suprême de la lutte politique, le critère de l'indépendance politique absolue du parti est encore plus vital que dans les autres domaines. Indépendance absolue signifiait refus de se fondre dans une organisation se prétendant, comme les AdP, «au-dessus des partis» pour mieux décider de son activité en dehors de tout contrôle. Cela ne signifiait pas refus d'actions ponctuelles sur des objectifs précis en commun avec les AdP (ou autres).

En octobre 21, Secondari était remplacé à la tête de son mouvement par un député socialiste, tandis que les AdP étaient soutenus par le quotidien de l'ancien président du Conseil Nitti, homme politique incontestablement bourgeois, mais adversaire des fascistes. A la fin de l'année 1921, les AdP avaient pratiquement disparu, non cependant sans avoir affronté en différents endroits les fascistes les armes à la main, notamment à Rome et à Parme aux côtés des communistes.

Fortichiari, membre du comité exécutif du PC d'I et dirigeant de son «*Ufficio Primo*» (*Premier Bureau*, chargé du travail illégal), écrit dans ses mémoires:

«*En tant que responsable du Premier Bureau, et avec l'accord du Comité Exécutif du PC d'I, j'intervins*

plusieurs fois en faveur d'ententes entre les Arditi del Popolo et les brigades d'action organisées par nous. On se décidait à chaque fois pour des objectifs définis, dans des situations déterminées par des exigences particulières et dans ces cas l'accord avait des limites locales et les mousquetaires de Rome (c'est ainsi que nous les appelions) Secondari et Ambrosini n'avaient pas la possibilité d'interférer. (...) La légende de l'intransigeance «bordiguiste» envers les Arditi del Popolo a été une grossière manœuvre contre la ferme politique de notre Parti» (13).

* * *

Fermons cette parenthèse. Au cours des séances de discussion à l'EE, Walecki, qui avait été, avec Bordiga, le représentant de l'Internationale au Congrès de Marseille du parti français, expliqua qu'en Pologne le parti communiste n'appliquait la tactique du front unique que sur le plan syndical, son Comité central s'étant opposé à des ententes avec les dirigeants sociaux démocrates (Radek répondit: «plus la social-démocratie est infâme, plus la tactique du front unique est justifiée»); mais cela ne l'empêcha pas de critiquer la position du PC d'I et d'approuver les thèses du CEIC, en disant que la position suivie jusqu'ici par le parti polonais n'était pas définitive.

Le délégué autrichien fit part des craintes de son parti sur la capacité de la social-démocratie autrichienne, qui jouissait d'une solide organisation, d'une forte implantation et d'une grande habileté politique lui permettant de tenir des discours révolutionnaires à destination des ouvriers tout en maintenant sa collaboration avec la bourgeoisie, à utiliser à son profit la tactique du front unique politique. La proposition émise par l'Internationale deux et demi, dont le siège était à Vienne, d'une réunion de toutes les Internationales en vue d'une action commune, en était d'ailleurs la démonstration. D'autres délégués émettent des doutes, plus ou moins prononcés. Zinoviev, Radek, Trotsky, Losovsky, Lounatcharsky (14) et d'autres s'employèrent à convaincre les participants de la justesse de la politique du front unique.

De son côté, Thalheimer répondit aux critiques émises par les délégués français et italiens contre l'attitude du KPD envers les gouvernements so-

cialistes: «Les conditions sont telles qu'en ce moment en Saxe et probablement aussi en Thuringe, les majoritaires seraient prêts à entrer avec plaisir dans un gouvernement coalitionniste bourgeois et que justement, l'appui donné par nous au gouvernement des majoritaires et des indépendants, constitue la bride qui les retient».

Ainsi donc la tactique du front unique qui devait en principe servir à démasquer aux yeux des masses les sociaux-démocrates, était maintenant invoquée pour empêcher que ces derniers se démasquent dans une collaboration ouverte avec les bourgeois! Déjà en juin 21, en Saxe, les députés communistes avaient voté les mesures économiques du gouvernement social-démocrate pour éviter la chute de ce dernier.

On ne peut pas ruser avec les faits: donner son «appui» à un gouvernement socialiste pour éviter un gouvernement plus à droite, signifie concrètement donner son appui à une politique que les communistes dénoncent et combattent. Il n'est donc pas étonnant que la décision de la centrale du KPD de soutenir en septembre 21 la formation d'un gouvernement des Majoritaires et des Indépendants en Thuringe, dût être imposée aux communistes locaux qui y opposaient une «résistance acharnée» (15). Suivre une politique contradictoire avec la ligne politique du parti dans l'espoir de gagner en influence sur les masses, a comme premier résultat d'affaiblir le parti en ébranlant sa cohésion interne.

C'est fondamentalement le sens des interventions de Terracini lors des séances de discussion. Il commença son premier discours de cette façon: «il faut désormais poser ainsi la question: allons-nous pour conquérir les masses sacrifier précisément les principes auxquels nous devons notre existence? Nous considérons qu'il sera peut-être possible de conquérir les masses grâce aux moyens que l'Exécutif propose aux partis d'adopter, mais alors nous n'aurons plus de partis communistes. Nous aurons des partis qui ressembleront comme deux gouttes d'eau aux vieux partis socialistes» (16).

Il réfuta ensuite la possibilité que les partis sociaux-démocrates puissent réellement lutter pour des objectifs prolétariens; les propositions qui leur seront faites en ce sens n'auront pas de résultats, comme le prouvent les expériences de l'Allemagne, depuis l'épisode de la «lettre ouverte»

envoyée par le KPD aux socialistes en vue d'actions communes, jusqu'aux gouvernements socialistes régionaux; mais elles provoqueront la confusion dans les sections communistes. Après avoir rappelé que le parti italien préconisait le front unique sur le seul terrain syndical, s'opposant au front unique politique et parlementaire, il confirma son opposition logique à la tenue d'une réunion des trois Internationales.

Puis il termina par: «Avec les masses, par une action générale et unie, non pas avec les partis des traîtres par une unité formelle et stérile! Nous demandons uniquement que le problème soit posé d'une façon claire et précise, sans démagogie et sans rechercher un effet grossier».

Mais les interventions de Terracini (et de Roberto, l'autre délégué italien à prendre la parole) ne furent pas exemptes de faiblesses. C'est ainsi que Terracini présenta la tactique suivie par le PC d'I sous l'angle de l'incitation à une lutte générale du prolétariat – ce qui est évidemment non seulement correct mais indispensable – mais en donnant l'impression que le parti refusait les luttes partielles: «Évitons ces luttes quotidiennes qui n'apportent aucune solution, mais deviennent au contraire dangereuses pour le prolétariat qui doit un jour décider résolument de son sort. Le PC se rend parfaitement compte qu'il s'agit d'unir tous les ouvriers d'une catégorie ou de toutes les catégories, en un mot le prolétariat tout entier d'une nation, autour d'un mot d'ordre de lutte générale. (...) il ne faut plus mener de combats partiels, mais (...) il est nécessaire de conduire le prolétariat à une **action générale**».

En réalité les luttes partielles, quotidiennes, sont inévitables; elles sont même particulièrement nécessaires dans une période où il s'agit de se défendre quotidiennement contre l'offensive patronale; le rôle des révolutionnaires et du parti est, non pas de les éviter, mais d'y participer, de prendre appui sur elles pour convaincre les prolétaires de les étendre si possible et en tout cas de les convaincre de la **nécessité** d'une lutte générale. Comme le disait Marx: «Si la classe ouvrière lâchait pied dans son combat quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure» (17). Le PC d'I ne l'ignorait pas, comme en témoigne son intervention dans les luttes et la résistance ouvrières qui

était saluée par l'Internationale. Un autre point faible des interventions de Terracini, est que sa dénonciation de la politique des sociaux-démocrates fut plutôt sommaire, se limitant pratiquement à dire qu'ils refuseraient toute proposition de gouvernement ouvrier faite par les communistes ou à dénoncer leur opposition de principe à toute action illégale et armée. Ces faiblesses permirent à Radek et Trotsky de dénoncer dans les positions des délégués italiens une «édition revue mais pas corrigée» de la théorie de l'offensive, contre laquelle les bolcheviks avaient dû combattre au IIIe Congrès.

Zinoviev (le président de l'Internationale) voulut trouver une contradiction entre les positions assumées par la délégation italienne et le fait que le PC d'I ait été le premier à lancer, en août 1921, le mot d'ordre du front unique (peut-être sans s'en rendre compte, ajouta-t-il ironiquement!) et que Bordiga ait défendu cette tactique lors du récent Congrès de Marseille du PCF (18); il déclara qu'il était «faux» de distinguer le front unique sur le terrain syndical et sur le terrain politique, sauf à préconiser, comme les mencheviks, la neutralité des syndicats. Et il affirma qu'au lieu de critiquer le parti allemand sur la question du gouvernement ouvrier, le parti italien aurait dû lancer ce mot d'ordre.

A ce sujet, il est symptomatique que lors de cet EE il n'y eut aucune discussion sur l'extension du mot d'ordre de front unique à celui de gouvernement ouvrier, si ce n'est à travers les critiques portées par la délégation italienne à la politique suivie en Allemagne. Cette absence était en elle-même suffisante pour démontrer le danger de la politique du front unique politique: l'absence de toute limite dans la «flexibilité» tactique, ouvrait la porte aux pires déviations.

Zinoviev affectait de ne pas voir de différence entre le front unique sur le plan syndical ou à la base, et le front unique politique, c'est-à-dire l'accord entre partis politiques. Il s'agit pourtant de deux niveaux différents: dans le premier les appels à l'action unie des prolétaires, quelles que soient par ailleurs leurs idées politiques ou religieuses, sont possibles et féconds parce qu'ils reposent sur le besoin, commun à tous, de défendre ses intérêts matériels de classe. S'ils étaient dirigés par des réformistes, les syndicats étaient alors des organisations réellement ouvrières, ouvertes à tous

Le Front Unique

les prolétaires pourvu qu'ils soient désireux de se défendre, financées et édifiées par eux, dont la direction pouvait potentiellement être conquise par les communistes.

Rien de tel au niveau politique; basés sur des politiques et des programmes précis opposés à la lutte de classe, les partis social-démocrates et réformistes étaient des organisations qui avaient démontré leur **opposition** aux luttes d'émancipation prolétarienne et à la révolution; ils ne pouvaient changer de position et de programmes à la suite de discussions et d'accords, parce que leur politique était matériellement déterminée par l'influence bourgeoise prédominante en leur sein; c'est bien la raison pour laquelle les révolutionnaires avaient dû **rompre** avec eux, avec leur programme, leur politique et leur pratique et constituer de nouveaux partis. Certes, le problème était qu'ils conservaient encore une forte influence sur le prolétariat; mais selon la Gauche communiste, la meilleure façon d'arracher les prolétaires à cette influence n'était pas de proposer ou de passer des accords avec eux; une telle tactique revenait objectivement à semer le doute parmi les prolétaires qui suivaient les communistes sur le bien-fondé de la scission, et à légitimer les prolétaires qui l'avaient refusée, dans l'espoir que les réformistes se trahissent et se démasquent aux yeux de ces derniers. Nous avons vu plus haut en Allemagne qu'en venant dans les faits sur le terrain de l'adversaire, c'était les communistes qui au bout du compte se «trahissaient» et étaient contraints de soutenir le programme **gouvernemental** des réformistes.

Un autre exemple fut donné au moment de l'EE de février: la dite «Internationale deux et demi» (rassemblant une série de partis appelés «centristes» qui avaient rompu avec le réformisme ouvert des sociaux-démocrates de la IIe Internationale, mais qui étaient néanmoins opposés aux communistes et à la révolution) proposait une réunion des trois Internationales pour préparer un «Congrès ouvrier mondial». Le PC d'I affirma son opposition à une telle réunion, et avança la proposition alternative d'une réunion internationale des organisations syndicales — Zinoviev donna lecture du télégramme envoyé par Bordiga au nom du Comité exécutif du PC d'I, pour le critiquer (19). L'Exécutif de l'Internationale Communiste ne pouvait refuser une telle proposition qui corres-

pondait à la nouvelle tactique qu'il préconisait! Trotsky reconnût dans une de ses interventions: «la conférence des trois Internationales (...) nous fut imposée (...)». Il continua: «Le fait est que Victor Adler [leader autrichien de l'Internationale deux et demi] s'est adressé à nous en ces termes: nous vous invitons pour discuter, éventuellement pour décider avec vous les moyens d'exercer en commun une pression sur la bourgeoisie et sur sa diplomatie. Si nous disions “non” les partisans de Scheidemann, Frédéric Adler, Longuet et tutti quanti, auraient beau jeu auprès de la classe ouvrière». Les réformistes savaient utiliser la tactique du front unique pour mettre les communistes au pied du mur...

En conclusion des ces journées de discussion, la délégation italienne résuma son opposition au front unique politique dans une motion dont elle ne doutait pas qu'elle serait rejetée: «le Comité Exécutif Elargi déclare par la présente que les thèses du troisième Congrès se rapportant à l'appel aux masses et à l'union de tous les tra-

vailleurs en vue d'une action de classe pour l'obtention des revendications immédiates du prolétariat, doivent être scrupuleusement appliquées par toutes les sections de l'Internationale Communiste, en prenant pour base et en exploitant la tendance qui se fait jour parmi la classe ouvrière vers une unification de la lutte.

Elle affirme en outre que cette action nécessaire doit être menée sans aucun rapprochement avec les partis politiques car tous sont également incapables de servir même les revendications les plus pressantes de la classe laborieuse». La motion affirmait aussi le refus de la proposition d'une rencontre des 3 Internationales.

Cette motion reçut le soutien, hélas plus que douteux, de la délégation française, ainsi que de la délégation du PC espagnol. Après le vote qui vit l'adoption de la motion du CEIC reprenant les Thèses sur le FU élaborées en décembre, les 3 délégations firent une déclaration disant qu'elles agiraient avec discipline conformément aux thèses votées (20).

(A Suivre)

(1) A cette séance de l'Exécutif il y eut aussi une vive discussion entre Boukharine et Radek, celui-ci proposant d'inscrire le mot d'ordre du F.U. dans le programme de l'Internationale, alors que Boukharine y était hostile parce qu'il s'agissait selon lui d'une formule tactique liée à la situation, et qui pourrait donc être abandonnée du jour au lendemain. Cf «Storia della Sinistra Comunista», Edition Il Programma Comunista, vol IV, p. 249.

(2) Article publié sur le *Bulletin Communiste* n°6 (7/2/1922), p. 116. Feltrinelli reprint 1967. Soulignons que Zinoviev parle ici d'accords **avec des ouvriers**, pas avec des partis...

(3) Dans l'Appel on pouvait ainsi lire: «Unissez-vous, Travailleurs, pour conquérir le contrôle de la production, exigé non seulement par les intérêts du prolétariat, mais encore par les intérêts des couches les plus larges de la petite-bourgeoisie, gravement atteintes, elles aussi, par la hausse continue des prix». Ce mot d'ordre de *contrôle de la production* avait été lancé en Allemagne par le KPD avec la revendication de la «saisie des valeurs réelles», etc.: «confiscation de l'or et des valeurs réelles; transfert des dettes de l'Etat, des gouvernements fédéraux et des communes à la

charge de la classe possédante (...); au lieu de la *stinnisation* des entreprises étatiques, fédérales et communales, contrôle de l'industrie cartellisée; au lieu de l'exploitation à outrance, confiscation partielle des grandes fortunes; au lieu de la spéculation déchaînée, contrôle de la production par les organisations de la classe ouvrières; au lieu de l'alliance Stinnes-Scheidemann [chef social-démocrate], front unique prolétarien; au lieu du gouvernement de Stinnes, gouvernement ouvrier». Thèses sur la question des réparations, cité dans «Storia della Sinistra Comunista», Ed. Il P. C. 1996, vol IV, p. 251.

Hugo Stinnes était un grand capitaliste financier et industriel dont l'influence était considérable auprès des dirigeants du pays, sociaux-démocrates y compris; il poussait à l'accentuation des politiques anti-ouvrières, avec notamment le retour à la journée de 10 heures de travail.

(4) Cité par Broué, «Révolution en Allemagne (1917-1923)», Ed. de Minuit 1971, p.623

(5) cf Broué, *ibidem*, p. 625.

(6) Selon Broué, *op. cit.* p. 584.

(7) Apprenant qu'une réunion internationale devait se tenir sur le thème du front unique, 22 représentants

de ce courant envoyèrent une lettre au CEIC; battus au congrès du parti l'année précédente, ils faisaient appel à l'Internationale de cette décision au nom du front unique: «Partisans du front unique tel qu'il est interprété par les thèses de l'Internationale Communiste, nous en appelons à vous avec le désir sincère d'en finir avec tous les obstacles mis à l'unité de ce front à l'intérieur du Parti communiste de Russie» (...). «Les forces coalisées de la bureaucratie du parti et des syndicats abusent de leur pouvoir et ignorent les décisions de nos congrès ordonnant l'application des principes de la démocratie ouvrière. Nos fractions, dans les syndicats, et même dans les congrès sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection de leurs comités centraux» etc.

Le Bureau Politique du parti russe déclara «être d'avis que les membres du Parti ont le droit de se plaindre de lui à l'organe supérieur de notre organisation, l'Internationale Communiste. Il est prêt à soumettre à la Conférence ou à une commission désignée par elle tous les documents concernant la réalité des faits indiqués dans la lettre des 22 (...)»

Remarquons que la question du Front Unique portait sur la question de l'attitude à avoir par rapport aux partis et organisations non communistes, non révolutionnaires, et aux prolétaires qui suivaient ces organisations, et cela dans des pays capitalistes où la classe dominante bourgeoise menait une attaque d'ampleur contre le prolétariat; c'était un énorme contresens politique que d'évoquer cette tactique pour répondre aux problèmes de la situation en Russie et encore plus à ceux de la vie interne du parti!

Une commission composée de Zetkin (Allemagne), Cachin (France) et Terracini (Italie), après les avoir entendus de même que Trotsky, rejeta la plainte de l'Opposition Ouvrière.

Ce fut la dernière fois que l'Internationale ait eu à s'occuper des affaires internes du parti russe. Lors des luttes internes en 1926 la direction stalinienne du parti interdit aux dirigeants de l'opposition de porter la question devant l'Internationale, qui théoriquement aurait dû être l'instance suprême du mouvement commu-

niste mondial; Staline tenta de dissuader Bordiga d'évoquer le sujet en disant que les militants oppositionnels auraient à essayer des repréailles s'il le faisait...

(8) Toutes les citations d'interventions ou de textes produits à cet Exécutif Elargi sont tirées de la brochure: «Compte-rendu de la Conférence de l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste», Librairie de l'Humanité, 1922. Feltrinelli Reprint. Disponible sur internet à: <http://ia802702.us.archive.org/24/items/compterendudelac00comm/compterendudelac00comm.pdf>

(9) La délégation italienne était dirigée par Terracini, membre du Comité Exécutif du Parti. Bordiga était resté en Italie, non seulement à cause de l'évolution de la situation dans le pays, mais aussi pour préparer le deuxième Congrès du PC d'I qui devait se tenir peu après, du 20 au 24 mars 1922.

(10) cf G. Brandler, «Les conditions du développement de l'Internationale Syndicale Rouge», *L'Internationale Communiste* n°20 (avril 1922).

(11) «Die Tätigkeit der Exekutive und des Präsidiums der E.K. der Kommunistischen Internationale vom 13. Juli 1921 bis 1. Februar 1922», Petrograd 1922, p. 375-386. Cité dans «Storia della Sinistra Comunista», tome IV, Ed Il P.C., Milan 1996, p. 252.

(12) Manifeste de juillet 1921, cf «Storia della Sinistra Comunista», ibidem, p. 124.

(13) Cité dans Corrado Basile - Alessandro Leni, «Amadeo Bordiga Politico», Ed. Colibri 2014, p. 417. Fortichiari ne faisait pas partie du courant originel de la Gauche Communiste Abstentionniste, mais il ne suivit pas la trajectoire politique des gramscistes. Lorsqu'il fut pressenti par l'Internationale pour faire partie de la nouvelle direction du parti autour de Gramsci, en remplacement de la direction de gauche, il démissionna en effet du Comité Exécutif en solidarité avec Bordiga et ses camarades.

(14) Selon Broué, op. cit., p. 627.

(15) Rosmer (qui était présent) écrit que le délégué italien (par erreur il parle de Togliatti) «résista aux attaques qui l'assaillaient de toutes parts; La délégation russe fit, contre lui, donner Lounatcharsky; il n'était encore jamais intervenu dans les Con-

grès de l'Internationale Communiste, mais il parlait italien avec aisance et put ainsi s'adresser aux Italiens dans leur langue. [Terracini] y resta insensible». cf Alfred Rosmer, «Moscou sous Lénine», Ed. Pierre Horay, Paris 1953, p. 207.

(16) Comme nous l'avons écrit dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste» (Textes du PC International n°7, p. 61), le fait que le PC en Italie ait connu précisément ce sort et que Terracini lui-même en soit resté membre, n'est qu'une preuve supplémentaire de l'**impersonnalité** des processus historiques. Membre fondateur du groupe de l'*Ordine Nuovo* de Gramsci, Terracini suivit la trajectoire politique de ce dernier: la première période de militantisme dans le parti en parfaite cohérence avec la Gauche fut suivie d'une autre où, sous la pression de l'Internationale, Gramsci, Togliatti, Terracini et cie s'en détachèrent avant d'adopter des positions de plus en plus éloignées du marxisme.

(17) cf K. Marx, «Salaire, prix et profits», ch. 15.

(18) Sur le Congrès de Marseille, voir le n° précédent de cette revue.

(19) Ce télégramme disait: «Nous confirmons le mandat rejetant la proposition qui tend à accepter l'invitation de l'Internationale de Vienne à une conférence générale. Gardez intacte notre formule d'invitation des organisations syndicales de toute nuance et proposez en outre que chaque organisme central syndical y envoie une représentation proportionnelle de toutes ses fractions politiques (...) L'acceptation de cette proposition facilitera à l'Internationale Communiste le travail indépendant pour l'unité de front. Au cas où elle serait rejetée, la responsabilité en retomberait sur les socialistes». Pour Zinoviev cette proposition n'était pas sérieuse, c'était «un jeu de cache-cache» et le PC d'I se tenait «un pied dans le front unique et un pied en l'air».

(20) Cette déclaration fut lue par Cachin, qui était tout sauf un modèle de militantisme communiste! Le fait que la délégation italienne n'ait pas su ou pu se passer du soutien embarrassant des Français fait partie des faiblesses dont nous avons parlé.

Amadeo Bordiga

La tactique de l'Internationale Communiste

(Il Comunista n° 11, 13, 15, 19,25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922)

Dans une lettre au CEIC du 28/1/1922, Amadeo Bordiga écrivait, au nom du Comité Exécutif du PC D'Italie:

«Nous complétons notre réponse à vos deux lettres du 28 décembre 1921. Nous avons reçu le matériel que vous nous avez envoyé et nous sommes sur le point de le publier sur notre presse, après quoi, nous le publierons en brochure. Pour ce qui est de notre participation au Comité Exécutif élargi (dont nous ne connaissons pas encore la date), nous avons désigné la délégation dont nous vous communiquons les noms: Gramsci [qui finalement n'ira pas], Terracini, Roberto et Ambrogi. Nous avons consacré à la question une longue réunion de notre Exécutif à laquelle ont participé les camarades Gennari et Gramsci (1).

Nous sommes d'accord avec tout ce que vous dites dans la lettre du 28 sur la tactique du front unique en Italie. Par contre nous ne partageons pas vos points de vue sur la tactique appliquée en Allemagne et sur son extension à l'échelle internationale.

Nous nous limitons à vous signaler qu'une action

revêtant un caractère d'entente cordiale avec les sociaux-démocrates à l'étranger (en Italie on ne pourrait même pas y songer) créera un malaise certain dans notre parti, qui aujourd'hui, comme vous l'avez reconnu, se meut unanimement sur la voie correcte d'une tactique marxiste. Nous avons répondu aux préoccupations sur un tournant de l'Internationale et, si vous avez lu les articles écrits sur cette question [il s'agit de la série publiée ci-dessous], vous verrez que, tout en exposant notre point de vue, je me suis efforcé d'éliminer toute impression qu'on rectifie le tir vers la droite, et d'éviter toute opposition superficielle et légère à la politique de l'Internationale. Si les symptômes d'une telle orientation, même en apparence, devenaient plus sensibles, un mécontentement évident éclaterait sans aucun doute.

Après vous avoir signalé cette situation, il ne nous reste plus qu'à vous répéter encore une fois notre esprit de discipline sans réserve aux décisions de l'Internationale, laissant à notre délégation la tâche de contribuer de la façon la plus large aux travaux communs».

I

La tactique adoptée par le mouvement communiste dans la phase actuelle de la crise mondiale suscite de toutes parts un vif intérêt. Il serait bon d'éclaircir quelque peu le problème, tant pour rassurer les camarades qui paraissent s'inquiéter des signes d'un changement supposé dans l'attitude de l'Internationale, que pour réfuter - et c'est très facile - des adversaires qui tentent de spéculer sur une révision qui rapprocherait les méthodes des communistes de celles des opportunistes de toute espèce, que nous avons toujours durement stigmatisés et combattus. Nous exposerons donc d'une part l'état de la question dans les débats et dans les travaux préparatoires de l'Internationale et la signification véritable des propositions tactiques énoncées, d'autre part le point de vue de notre parti sur ce sujet.

Il faut dire tout d'abord que le problème est, du point de vue international, à l'étude et en discussion,

et que la décision incombera au Comité Exécutif Elargi qui se réunira à Moscou le 12 février; quant à l'opinion du C.C. de notre parti, on peut la déduire des thèses sur la tactique qu'il a adoptées et qui contiennent les éléments d'une contribution organique à la solution du problème actuel de la tactique. Il n'est pas exclu que le point de vue du parti italien puisse différer de celui d'autres partis communistes, mais cela ne veut pas dire que les sottises proférées par les opportunistes à ce propos ne puissent et ne doivent pas être réfutées par nous. Nous montrerons justement comment l'ignorance et l'hypocrisie de ces messieurs se montrent dans tout leur ridicule, quand ils s'efforcent d'afficher un puritanisme de commande ou quand ils confondent les résultats de la magnifique expérience du mouvement communiste avec un repli et un hommage aux insanités qu'ils remâchent depuis des années, condamnés qu'ils sont par leur sottise et leur impuissance à voler à ras de terre et à poursuivre leur triste

besogne qui consiste à faire de la publicité pour les diffamations inventées par les milieux contre-révolutionnaires.

Le troisième congrès de l'Internationale Communiste (2) ne s'est pas prononcé sur le problème tactique du front unique prolétarien proposé par les partis communistes sur la plateforme de revendications immédiates et contingentes. La discussion du congrès sur la tactique a été caractérisée par un aspect plutôt négatif: la critique de l'action de mars (3) en Allemagne et de ce qu'on appelle la tactique de l'offensive.

A partir du jugement sur cette action et sur son résultat, le congrès a formulé une série de conclusions sur les rapports entre le Parti communiste et la masse du prolétariat, qui dans leur esprit de clarification, sont le patrimoine commun de tous les communistes marxistes, si elles sont correctement et heureusement appliquées. Aller vers les masses, tel est le mot d'ordre du IIIe Congrès, mot d'ordre qui réfute les insinuations de tous les opportu-

nistes: le point de vue magnifiquement réaliste de la Troisième Internationale n'a rien de commun avec un illusionnisme révolutionnaire qui confierait le renouvellement de la société à l'action volontariste et romantique d'une élite de héros exemplaires par leur abnégation. Le parti communiste sera l'état-major de la révolution s'il sait rassembler autour de lui l'armée prolétarienne que les développements réels de la situation conduisent à une lutte générale contre le régime présent. Le parti communiste doit avoir autour de lui la plus grande partie du prolétariat. Certes ces notions peuvent être admises par des éléments ne possédant pas la dialectique profonde qui caractérise le marxisme tant dans sa critique que dans ses applications pratiques; de tels éléments peuvent exister même dans les rangs de l'Internationale Communiste, mais sûrement pas parmi ses dirigeants, même si certains considèrent sottement ceux-ci comme des hommes de droite; or ce sont précisément de tels éléments qui peuvent arriver à des conclusions erronées, qui sont les seules en cause si l'on parle d'un tournant vers la droite et d'un repli sur des positions dépassées.

Il faut avoir les masses et il faut garder le parti communiste intact, apte à la lutte révolutionnaire, à l'abri de l'infection social-démocrate et centrisme: ce sont deux conditions qu'il est peut-être, ou sûrement, difficile de réaliser parce qu'il est terriblement difficile de résoudre les problèmes dont sortira la transformation de tout un monde, mais ce sont deux conditions qui ne sont pas contradictoires. Aussi serait-ce une folie que de donner une interprétation platement démocratique à l'expression de Lénine: «Nous devons avoir la majorité du prolétariat», pour se hâter de modifier les bases du parti communiste et d'en altérer le caractère et la fonction, condition sans laquelle il est impossible d'y inclure aussitôt la majorité des masses.

Le contenu indubitablement marxiste de la pensée de l'Internationale est juste le contraire: la conquête des masses et la formation de partis vraiment communistes sont deux conditions qui, loin de s'exclure, coïncident parfaitement, et c'est pourquoi en développant sa tactique en vue d'encadrer de larges couches du prolétariat, l'Internationale ne renie pas, mais au contraire développe rationnellement et utilise le travail de scission qu'elle a accompli dans le mouve-

ment politique prolétarien, qui devait être débarrassé des traîtres et des parasites.

Une autre idée fondamentale mise en lumière par le troisième Congrès remonte elle aussi aux sources les plus authentiques de notre pensée marxiste et de notre expérience révolutionnaire, et elle n'a pu paraître nouvelle qu'à des gens qui comprennent l'action révolutionnaire à peu près comme ceux qui, estimant que la masturbation est le seul moyen sûr de se préserver des maladies vénériennes, et voulant sauver les organes de la reproduction, renoncent pour cela à leur fonction et à leur raison d'être. Cette idée fondamentale est que le parti révolutionnaire doit participer aux mouvements des différents groupes de la classe laborieuse pour la défense de leurs intérêts contingents. Le rôle du parti consiste à réaliser la synthèse de ces mouvements initiaux dans l'action générale suprême pour la victoire révolutionnaire: or ce n'est pas en méprisant ces impulsions primordiales et en s'en désintéressant de façon puérile que l'on peut atteindre ce résultat, mais en les secondant et les développant dans leur processus réel et nécessaire, en les harmonisant pour les faire converger dans l'action générale révolutionnaire.

C'est ici qu'apparaît dans tout son éclat le contenu dialectique de notre méthode qui trouve la solution des contradictions existant entre les stades successifs d'un processus dans leur développement fécond et qui, voyant le chemin de la révolution dans sa vie et sa dynamique propres, ne craint pas d'affirmer que le lendemain niera le jour présent, sans cesser pour autant d'en être le fils, ce qui veut dire davantage que le successeur. Un tel travail comporte des dangers évidents: les communistes estiment unanimement que pour les surmonter il fallait justement constituer de vrais partis révolutionnaires, exempts de toute tare opportuniste. La formule par laquelle l'Internationale Communiste écrasera le réformisme vaut bien davantage qu'un digne refus de mettre le pied sur le terrain foulé par l'adversaire. «Vous avez donc la recette», semblent demander d'un air incrédule les spirituels champions de la gauche «intransigeante» du parti réformiste italien. Eh bien, on peut leur répondre que nous sommes en train de la mettre au point, et que pour l'instant nous avons établi quel doit être le premier et le plus important des ingrédients: la

liquidation de l'équivoque centrisme et serratiste (4).

Tous les éléments de la discussion émergeront de plus en plus clairement de la préparation des débats de notre congrès sur le problème de la tactique, et on pourra voir la preuve que dans ces principes tactiques fondamentaux il n'est rien que le plus orthodoxe et le plus extrémiste d'entre nous ne puisse approuver.

Pour en revenir à notre exposé de la tactique de l'Internationale, nous rappelons que la tactique du «front unique», si elle n'a pas été codifiée par le troisième congrès, est pourtant apparue pour la première fois avant même ce troisième congrès, dans la fameuse «lettre ouverte» (5) du parti communiste allemand à toutes les organisations politiques et économiques du prolétariat pour une action commune visant à la satisfaction d'une série de revendications reflétant des problèmes d'intérêt immédiat des masses. Aujourd'hui le parti allemand paraît disposé à aller plus loin, à poser le problème sur le plan de la politique de gouvernement et à envisager l'attitude à avoir devant la formation d'un gouvernement ouvrier sur une base parlementaire: nous en parlerons dans la suite de cet exposé.

Mais en attendant les décisions de l'Internationale Communiste, dont il ne fait pas de doute qu'elles préciseront heureusement le sens et les limites de cette solution, et avant d'indiquer dans quel sens nous-mêmes nous la comprenons et même, nous pouvons le dire, dans quel sens nous nous efforçons de la mettre en pratique dans l'action de notre parti, nous voudrions nous référer au texte du discours prononcé par le camarade Zinoviev à une réunion de l'Exécutif de l'Internationale, le 4 décembre 1921, sur le sujet qui nous occupe: c'est sur ce discours du président de l'Internationale lui-même que nous nous fonderons pour démontrer qu'on ne peut à aucun titre parler d'atténuation ni de rectification de tir, ni de la moindre contradiction entre l'orientation actuelle et toute la glorieuse tradition communiste mondiale.

Le camarade Zinoviev examine avant tout l'état de la question dans les différents partis de l'Internationale, puis il explique le sens de la formule du front unique en rapport avec les aspects de la situation actuelle dans le monde entier, afin d'établir sur quelle base il faut étudier l'application de cette tactique à

La tactique de l'Internationale Communiste

l'échelle internationale.

Des déclarations de Zinoviev on peut déduire de manière évidente que toutes les considérations d'ordre tactique qui sont faites en ce moment se fondent sur les principes de base du communisme qui ont inspiré le renouvellement de l'Internationale. Aujourd'hui plus que jamais, tous les militants communistes affirment la nécessité d'avoir comme organe de lutte un parti communiste centralisé et homogène et pour atteindre ce but ils sont prêts à prendre les mesures les plus sévères de discipline organisationnelle - plus que jamais ils affirment que la lutte armée révolutionnaire et la dictature du prolétariat constituent la seule voie révolutionnaire, plus que jamais ils sont convaincus que nous sommes en train de traverser une crise révolutionnaire de la société capitaliste. Comment le parti communiste pourra-t-il insérer sa lutte pour la dictature prolétarienne dans le développement de cette crise, c'est un problème auquel nous pourrions trouver et proposer différentes solutions, mais ce but reste pour nous tous l'objectif unique et direct de nos efforts.

Quelle que soit la tactique que nous proposerons - dit Zinoviev - la condition primordiale pour l'appliquer efficacement est de sauvegarder l'indépendance absolue de nos partis. Nous ne proposons donc pas de fusions. Et on verra que nous ne proposons pas non plus de blocs ni d'alliances. Il s'agit d'éliminer patiemment le simplisme de certains jugements et de mettre en lumière les cas où ce simplisme dissimule une coupable et insidieuse duplicité, en lui opposant la loyauté de nos méthodes pourtant complexes dans leurs moyens comme dans leurs buts.

Zinoviev va plus loin et répond directement aux spéculations des opportunistes sur certaines des affirmations communistes. Loin de regretter les scissions de naguère, nous serions prêts à en faire d'autres, si c'était nécessaire. Ce sont en effet des scissions qui ont augmenté notre liberté d'action, car elles nous ont permis d'affronter les tournants les plus difficiles de la situation sans jamais perdre de vue que notre but était la Révolution, alors que les opportunistes l'ont plus de cent fois vendue à la bourgeoisie, tout en s'abritant derrière les déclarations de droiture et de farouche indépendance verbalement les plus extrémistes.

Loin de modifier le point de vue communiste sur l'usage de la force armée et militaire dans les batailles révolutionnaires, le discours de notre camarade revendique l'action de mars en Allemagne comme une véritable action révolutionnaire, qui sera féconde en résultats. Toute la façon dont il la considère et tous les développements dont il la dit susceptible prouvent que le souci qui inspire Zinoviev est de hâter et de favoriser la préparation de la lutte suprême pour la dictature du prolétariat: utiliser pour cela le mouvement spontané même de la grande masse des travailleurs qui n'aperçoivent pas encore clairement l'objectif final ne signifie pas qu'on renonce à flétrir comme traîtres au prolétariat ceux qui répandent l'illusion qu'il existe d'autres voies pour l'émancipation des travailleurs. Nous continuons, dit Zinoviev, la tâche de cristallisation de nos partis, où le mensonge social-démocrate ne peut avoir droit de cité, et nous n'avons pas la moindre intention de renoncer à critiquer les opportunistes des diverses internationales jaunes. Et il affirme clairement que la situation actuelle, caractérisée par l'offensive capitaliste, présente des caractères révolutionnaires évidents, de sorte que la proposition d'une tactique défensive de tout le prolétariat ne signifie en aucun cas que nous renoncions à la lutte révolutionnaire pour nous contenter de conserver les conditions actuellement imposées au prolétariat, mais au contraire que nous nous proposons de greffer sur ce problème immédiat une nouvelle contre-offensive des masses, qui les placera directement sur la voie de l'action que les partis communistes, et eux seuls, ont toujours soutenue. Ce n'est pas pour rien que messieurs les réformistes gradualistes et unitaires s'opposent aujourd'hui à nos modestes «revendications immédiates» et sabotent le front unique des masses: ils savent que si nous voulons tout cela, c'est que nous tendons par là à développer notre programme en réduisant en poussière leurs méthodes et leur organisation pacifiste et défaitiste.

Il ne suffit pas de démontrer que Zinoviev déclare adhérer à ces positions qui nous sont communes: nous pouvons et nous devons - et ce sera l'objet d'un prochain article - montrer qu'il a le droit de le déclarer et que les déductions qu'il en tire sont parfaitement cohérentes et logiques même si

celles que nous proposons quant à nous sont différentes dans les détails d'application.

II

Dans l'article précédent nous avons insisté sur le fait que les initiatives tactiques que l'Internationale Communiste envisage actuellement et qui se résument dans la formule du front unique prolétarien n'entraînent de la part de leurs promoteurs aucune renonciation aux directives fondamentales données jusqu'ici par le mouvement communiste et qu'il a toujours opposées aux manoeuvres équivoques des sociaux-démocrates et des centristes.

Nous l'avons prouvé à partir des paroles mêmes de Zinoviev et il ne serait pas difficile d'en faire autant à partir des déclarations explicites des camarades qui ont avancé les propositions apparemment les plus risquées, comme par exemple la centrale du parti allemand et de la *Rote Fahne*.

Nos adversaires pourraient cependant objecter que ces déclarations verbales de fidélité aux principes n'ont d'autre but que de dissimuler une conversion à droite, mais que les propositions tactiques dont nous nous occupons sont elles-mêmes en contradiction avec les directives suivies jusqu'ici par l'Internationale Communiste et avec son attitude passée envers les partis sociaux-démocrates. Mais cela non plus n'est pas vrai et même si du point de vue communiste et dans nos propres rangs on pense que ces propositions, ou du moins certaines de leurs applications, doivent être repoussées, personne n'a le droit d'affirmer que nous nous trouvons devant une crise de principes dans le mouvement communiste mondial et une révision fondamentale de la méthode suivie jusqu'ici.

Avec la somme énorme d'élaborations théoriques et pratiques que la Troisième Internationale a à son actif, la méthode révolutionnaire est sortie pour toujours du stade embryonnaire, du domaine des déclarations abstraites et du simplisme, pour affronter directement l'épreuve de la formidable complexité du monde réel.

Les problèmes tactiques doivent être compris dans un sens plus concret que lorsque le seul critère des attitudes à adopter était l'effet de propagande et d'agitation qu'elles pouvaient avoir sur les masses;

aujourd'hui qu'il est question d'agir directement sur les événements, la façon dont cette influence joue acquiert une grande complexité, et elle peut dépasser les contradictions apparentes, qui était d'ailleurs parfaitement contenue dans la dialectique marxiste.

Hier, il s'agissait simplement de critiquer la réalité capitaliste; nous sommes aujourd'hui à un stade plus avancé où il s'agit de la détruire; bien s'adapter à la réalité voulait dire renoncer à l'action limitée seule permise afin de la dépasser; aujourd'hui, s'adapter à la réalité peut vouloir dire la saisir à pleines mains pour la soumettre – et pour la vaincre. La lumière éblouissante d'un phare suit une belle ligne droite et perce les ténèbres, mais elle est arrêtée par le plus fragile écran; la flamme du chalumeau oxydrique glisse docilement sur le métal, mais c'est pour le ramollir et le vaincre en continuant victorieusement sa route...

Il n'y a pas de marxiste qui ne doive être d'accord avec Lénine quand il dénonce comme une maladie infantile un critère d'action qui s'interdit certaines initiatives possibles pour la simple raison qu'elles ne sont pas assez rectilignes et conformes au schéma formel de nos idéaux sans fausses notes et sans déformations inesthétiques. Le moyen peut avoir des aspects contraires à la fin en vue de laquelle on l'utilise, tel est le fond même de notre pensée critique: pour une fin élevée, noble, séduisante, le moyen peut apparaître mesquin, tortueux, vulgaire. Ce qui compte, c'est de pouvoir calculer son efficacité, et celui qui le fait en ne considérant que les formes extérieures descend au niveau d'une conception subjectiviste et idéaliste des causalités historiques de style quaker, en ignorant les ressources supérieures de notre critique, qui aujourd'hui devient une stratégie, et qui vit des géniales conceptions réalistes du matérialisme de Marx.

Ne savons-nous pas peut-être que la dictature, la violence et la terreur apparaissent comme les moyens spécifiques pour arriver à faire triompher un régime social de paix et de liberté? N'avons-nous pas précisément fait place nette des ridicules objections libérales et libertaires qui prétendent que notre méthode est condamnée par son caractère extérieur de violence à fonder de ténébreuses et sanguinaires oligarchies?

De même qu'il n'existe pas d'argu-

mentation sérieuse qui puisse exclure l'utilité d'employer les mêmes moyens d'action que la bourgeoisie pour abattre la bourgeoisie, de même ne peut-on pas nier a priori qu'il soit possible d'abattre les sociaux-démocrates en adoptant les moyens tactiques des sociaux-démocrates.

Nous ne voulons pas être mal compris et nous nous réservons d'exposer notre pensée par la suite; d'ailleurs pour en comprendre la structure, il suffit d'étudier nos thèses sur la tactique. Quand nous disons que le champ des initiatives tactiques possibles et admissibles ne peut être limité par des considérations inspirées d'un simplisme faussement doctrinaire, établissant des parallèles formels et métaphysiques et préoccupé de la pureté et de la droiture comme fins en soi, nous ne voulons pas dire que le domaine de la tactique doive être illimité et que toutes les méthodes soient bonnes pour arriver à nos fins. Ce serait une erreur de confier la difficile solution de la recherche de moyens adéquats à cette simple condition: avoir l'intention de s'en servir dans des buts communistes. On ne ferait que répéter l'erreur qui consiste à prendre pour quelque chose de subjectif un problème qui est en réalité objectif, en se contentant du fait que ceux qui choisissent, disposent et dirigent les initiatives sont décidés à lutter pour les buts communistes et à se laisser guider par eux.

Il existe - et il faut le perfectionner toujours plus - un critère, non pas infantile, mais profondément marxiste, qui permet de tracer les limites des initiatives tactiques; ce critère n'a rien de commun avec les préjugés et les a priori d'un faux extrémisme, mais il rejoint par un autre chemin l'utile prévision des rapports bien autrement complexes qui relient les expédients tactiques auxquels on a recours aux résultats qu'on en attend et qui en découlent par la suite.

Zinoviev dit que c'est justement parce que nous avons des partis forts et libres de toute influence opportuniste que nous pouvons nous risquer à adopter des tactiques qui deviendraient dangereuses si notre préparation et notre maturité étaient moins grandes. Il est sûr que le fait qu'une tactique soit dangereuse ne suffit pas à la condamner. Il s'agit d'un élément unilatéral d'appréciation: il s'agit en réalité d'évaluer la nature du risque par rapport aux bénéfices possibles? Mais d'autre part à mesure que la capacité d'initiative du parti révolu-

tionnaire grandit, la maturité des situations tend en général à lui faire porter son effort dans une direction toujours plus précise, en faisant apparaître plus clairement l'objectif de l'action.

En jugeant les propositions tactiques qui sont présentées aujourd'hui, il faut donc se garder d'un simplisme hâtif. Or il est simpliste de dire qu'en proposant une action commune au parti indépendant et au parti social-démocrate, le parti communiste allemand renie la raison de la scission d'avec l'un et l'autre parti par laquelle il s'est formé. Pour peu qu'on considère la chose de plus près, on s'apercevra d'une foule de différences et d'aspects nouveaux qui sont plus importants en réalité que ce rapprochement formel.

Avant tout, Zinoviev remarque judicieusement qu'une alliance n'est pas la même chose qu'une fusion. S'être séparés de certains éléments politiques sur le plan de l'organisation peut permettre de faire plus facilement un travail donné avec eux.

Et puis il y a ceci: la proposition de front unique n'est pas la même chose qu'une proposition d'alliance. Nous savons quel est le sens ordinaire d'une alliance politique: de part et d'autre on sacrifie et on passe sous silence une partie de son propre programme pour pouvoir se rencontrer sur une position intermédiaire. La tactique du front unique telle que nous, communistes, nous la comprenons, ne contient au contraire aucune renonciation de notre part. Celle-ci ne subsiste que comme danger possible: nous pensons que ce danger devient prépondérant si la base du front unique est transférée du terrain de l'action directe du prolétariat et de l'organisation syndicale au terrain parlementaire et gouvernemental, et nous dirons pour quelles raisons, qui sont en rapport avec le développement logique de cette tactique.

Le front unique prolétarien ne veut pas dire un vulgaire comité mixte de représentants de divers organismes en faveur duquel les communistes renonceraient à leur indépendance et à leur liberté d'action en échange d'une certaine influence sur les mouvements d'une masse plus grande que celle qui les suivrait s'ils agissaient seuls. Il s'agit de bien autre chose.

Nous proposons le front unique parce que nous sommes sûrs que la situation est telle que les mouvements d'ensemble de tout le prolétariat,

La tactique de l'Internationale Communiste

quand il se pose des problèmes qui n'intéressent pas seulement une catégorie ou une localité, mais qui les intéressent toutes, ne peuvent se faire que dans un sens, c'est-à-dire dans le sens même que nous leur donnerions s'il dépendait de nous de diriger tout le prolétariat. Nous proposons la défense des intérêts immédiats et des conditions qui sont faites aujourd'hui au prolétariat contre les attaques du patronat, parce que cette défense, qui n'a jamais été en contradiction avec nos principes révolutionnaires, ne peut se faire qu'en préparant et en menant l'offensive dans tous ses développements révolutionnaires, tels que nous les concevons.

Dans une telle situation - et nous ne revenons pas ici sur les considérations qui montrent qu'elle présente des possibilités de développements révolutionnaires, en liaison avec les manifestations économiques et politiques de l'offensive capitaliste -, nous pouvons offrir aux autres contractants un accord où nous ne prétendons pas qu'ils acceptent, par exemple, la méthode de la lutte armée ou de la lutte pour la dictature du prolétariat; et si nous ne prétendons pas cela, ce n'est pas parce que nous nous sommes aperçus qu'il vaut mieux renoncer à tout cela pour l'instant et nous contenter de moins, mais parce qu'il est inutile de formuler de telles propositions quand nous savons que la plateforme du front unique consiste en de modestes revendications qui n'impliquent pas la mise en œuvre de ces méthodes.

Pour peu qu'on approfondisse la valeur dialectique de cette situation, on verra que toutes les objections d'une intransigeance simpliste s'écroulent d'elles-mêmes. Une alliance avec les défaitistes et avec les traîtres à la révolution, pour la révolution? s'écrie stupéfait le communiste du type Quatrième Internationale (6) ou le maquereau centriste du type Internationale Deux et Demi. Mais nous ne nous arrêtons pas à cet exercice terminologique.

Nous ne disons pas non plus: nous sommes des communistes à toute épreuve, nous savons ce que nous faisons, chacun de nos actes ne peut s'inspirer que des buts révolutionnaires et nous pouvons traiter même avec le diable. Mais nous répondons par un examen critique de la situation et de ses développements possibles, qui nous tranquillise sur la crainte que les choses puissent se passer comme le

veut... le diable.

Le courant de la gauche marxiste a toujours soutenu l'intransigeance, et il avait mille raisons de le faire quand les réformistes proposaient des alliances avec certains partis bourgeois. Cette alliance aurait eu en effet l'immuable résultat de paralyser le développement organique d'un parti capable de propagande révolutionnaire et, par la suite, de préparation et d'action révolutionnaires; ses résultats auraient effectivement tracé devant le prolétariat une route qui tout en étant une impasse, aurait mobilisé toutes ses énergies pour la consolidation du régime bourgeois. Il ne s'agit pas aujourd'hui de nier cette intransigeance. Avant tout, même d'un point de vue formel, ce n'est pas la même chose de collaborer avec des partis bourgeois et de collaborer avec des partis qui recrutent leurs adhérents dans le prolétariat, à la condition implicite qu'ils renoncent à faire bloc avec la bourgeoisie. Et puis ce n'est même pas une collaboration que l'on veut établir avec de tels partis, mais un type de rapports bien différents - il n'est pas question que le parti communiste déplace son attention et son effort de ses objectifs révolutionnaires propres sur d'autres objectifs plus modérés, en se berçant de l'illusion que les contre-révolutionnaires de la social-démocratie pourraient, par une conversion à gauche, viser à leur tour ce but mi-réformiste et mi-révolutionnaire; mais nous avons la conviction que nous devons continuer à lutter pour le programme communiste, et que les opportunistes continueront à travailler pour la contre-révolution, pour créer une situation d'où sortira la lutte dans un sens communiste de tout le prolétariat, quand les opportunistes auront été définitivement démasqués pour avoir été confrontés à leurs propres promesses de conquêtes graduelles et pacifiques.

Définir les limites précises de la tactique du front unique est donc un problème délicat pour les communistes. Il faut parvenir à la mettre en pratique et il faut garantir qu'elle ne perde pas les caractères qui la rendent non seulement compatible avec notre but final, mais spécifiquement indiquée pour travailler à atteindre ce but dans une situation comme celle que nous connaissons actuellement. Sur tout ceci, on doit et on peut discuter, après avoir fait justice aussi bien des craintes de certaines vieilles filles puritaines, que de la stupide satisfaction de

prostituées archi-expérimentées qui vont prophétisant à autrui une fin semblable à la leur.

III

Avant d'en venir à la partie finale de cet article, où nous exposerons notre propre position, nous ne voudrions pas clore l'analyse, du point de vue d'autres camarades et organes de l'Internationale Communiste avant d'avoir dit quelque chose de l'esprit qui anime certains documents publiés récemment: un nouvel article de Radek, Les tâches immédiates de l'Internationale Communiste, qui complète son autre écrit, Face aux nouvelles luttes, ainsi que deux documents officiels, le manifeste de l'Internationale Communiste et de l'Internationale des Syndicats Rouges aux ouvriers de tous les pays, et les thèses adoptées par le Comité Exécutif à la séance du 28 décembre, qui seront reproduites intégralement dans notre presse.

Encore une fois, ce qui est à la base de toutes les discussions et de toutes les décisions sur la tactique à suivre, ce n'est nullement un repli par rapport aux positions sur lesquelles l'Internationale se bat. Plus que jamais, il s'agit d'ouvrir la voie à la victoire de la révolution prolétarienne sous la seule forme qu'elle peut avoir: le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le problème consiste à amener sur le terrain de la lutte pour la dictature des forces telles qu'elles puissent avoir raison de toutes les ressources défensives et contre-révolutionnaires de la bourgeoisie mondiale. Ces forces ne peuvent être trouvées que dans les rangs de la classe laborieuse, mais pour vaincre l'adversaire capitaliste il faut concentrer sur le terrain révolutionnaire l'effort de tout le prolétariat.

Tel a toujours été le but fondamental du parti de classe selon le point de vue marxiste. Il s'agit de réaliser une unité effective et non pas mécanique, il s'agit d'obtenir l'unité pour la révolution et non pas l'unité pour elle-même. On peut atteindre ce but en suivant la voie sur laquelle, après la guerre, s'est résolument engagée la l'Internationale: -rassembler dans les rangs des partis communistes les éléments qui ont conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire, des éléments susceptibles de ne pas se laisser détourner par la réalisation d'objectifs partiels et limités, et décidés à

ne collaborer en aucun cas avec des fractions de la bourgeoisie. Une fois qu'ils se sont placés sur cette plateforme initiale et qu'ils ont fait justice des diverses dégénérescences du mouvement, ces éléments constituent le noyau autour duquel se réalise l'unité effective des masses, par un processus progressif dont la rapidité et la facilité dépendent de la situation objective et de la capacité tactique des communistes.

Radek, dans ses articles, ne met pas le moins du monde tout cela en doute. Les moyens tactiques qu'il préconise sont de nature, dit-il, étant donnée la situation actuelle, à pousser de larges couches du prolétariat à la lutte pour la dictature révolutionnaire. Nous avons vu que la situation générale est caractérisée par l'offensive capitaliste contre les conditions de vie des ouvriers, parce que le capitalisme sent qu'il ne peut pas éviter la catastrophe à moins d'aggraver le degré d'exploitation du prolétariat. En même temps qu'il pourra écraser économiquement les masses au moyen d'armes économiques et politiques, le capitalisme amorcera une tentative de réorganisation, mais par là-même, en accentuant les caractères de l'impérialisme industriel, il ira vers le gouffre d'une nouvelle guerre. Tel est le jugement unanime des communistes sur la situation; il conclut donc à la nécessité urgente d'un sursaut révolutionnaire du prolétariat et c'est pour le hâter, et seulement pour cela, qu'il veut trouver les moyens d'utiliser les développements d'une telle situation dans un sens révolutionnaire. C'est pourquoi, nous l'avons vu, une lutte économique même purement défensive du prolétariat pose le problème de la destruction du capitalisme.

Pourquoi hier n'était-il pas révolutionnaire de demander une forte augmentation de salaires, alors qu'il est révolutionnaire aujourd'hui de demander qu'ils ne soient pas diminués? Parce que cette action pouvait être menée en ordre dispersé, par des groupes locaux et professionnels limités d'ouvriers, tandis que l'action qui s'impose aujourd'hui et qui est la seule possible à moins que le prolétariat ne renonce à toute forme d'association et de mouvement organisé, exige que toutes les forces ouvrières entrent en lutte simultanément, au-dessus de toute division de catégories et de localités, et même, peut-on dire, à l'échelle mondiale.

La vieille unité formelle et fédéra-

liste de la social-démocratie traditionnelle, qui cachait mal sous une vaine rhétorique sa division en groupes d'intérêts et en mouvements sans unité, et la division même en partis prolétariens nationaux, est en train de céder la place, dans cette période décisive de l'évolution capitaliste, à la véritable unité de mouvement de la classe ouvrière, unité qui mène irrésistiblement à cette centralisation harmonieuse du mouvement prolétarien mondial à laquelle l'Internationale Communiste a déjà donné un squelette, son organisation unitaire, et une âme, la conscience théorique de la révolution. Il y a encore une division du prolétariat sur le plan des idées, des opinions politiques, mais il y aura une unité d'action. Prétendons-nous que l'unité de doctrine et de foi politique doive, pour on ne sait quelle raison abstraite, précéder l'unité d'action? Non, car nous renverserions la méthode marxiste que nous défendons et qui nous apprend que de l'unité effective de mouvement créée par la dissolution du capitalisme ne pourra sortir finalement qu'une unité de conscience et de doctrine politique.

Par ce moyen réaliste, l'union de tous les travailleurs dans l'action concrète, nous obtiendrons également l'union des travailleurs dans la profession de foi politique, dans la foi politique communiste, au lieu du mélange informe des tendances politiques actuelles. C'est-à-dire qu'ultérieurement nous aurons une unité d'action même sur les revendications révolutionnaires du communisme.

Nous voulons tous faire tous les sacrifices nécessaires pour lancer la situation sur cette pente favorable. Il s'agit, tout en nous y préparant, d'avoir compris à fond cette situation, et d'avoir bien en vue l'ensemble de ses phases successives. Radek en arrive à proposer le front unique du prolétariat non seulement pour les problèmes de la résistance à l'offensive capitaliste, mais également pour le problème du gouvernement. Il se réfère à la situation du prolétariat allemand. Il y a en Allemagne une situation économique particulière, non parce qu'une barrière la sépare du reste du monde, mais justement parce que la situation des pays allemands constitue l'épicentre de la crise mondiale en marche.

Prenons par exemple le gigantesque problème des réparations à payer aux vainqueurs. La classe productrice allemande fournit un effort incalcula-

ble pour amonceler des produits à lancer sur les marchés étrangers afin de réaliser la valeur de l'indemnité à verser à l'Entente, mais ce résultat lui-même s'obtient au prix d'une exploitation sans nom du prolétariat. Le gouvernement allemand, quel qu'il soit, doit affronter ce problème gigantesque: trouver des milliards pour les réparations. C'est sur la solution de ce problème que repose tout le fragile édifice de la reconstruction capitaliste que l'on s'efforce de réaliser. Radek est convaincu que si un Gouvernement ouvrier se formait sur le mot d'ordre: *ce sont les capitalistes allemands qui doivent payer, et non les travailleurs et les autres couches sociales les plus misérables*, cela déterminerait une telle situation que l'unique issue possible serait la lutte du prolétariat allemand pour la dictature et le sabotage du programme mondial de la bourgeoisie.

Cette nécessité de la situation n'est ressentie par les ouvriers allemands que sous son aspect immédiat, du moins pour ceux qui restent partisans des puissants partis sociaux-démocrates parlementaires. C'est pourquoi le prolétariat pousse ceux-ci au pouvoir. S'ils le prennent, le problème de la guerre civile se posera. S'ils ne le prennent pas, les masses les abandonneront. Mais ils pourraient trouver une voie de salut pour leur opportunisme en arguant du fait que les Communistes les empêchent d'accomplir ce geste audacieux et se fabriquer ainsi un alibi pour collaborer avec la bourgeoisie. Radek pense qu'il serait bon de leur ôter cet alibi. Nous lui laissons la responsabilité de son opinion, mais nous insistons sur le fait que même les camarades allemands qui suivent cette tactique n'ont pas perdu de vue la réalisation du but final communiste. Et par là-même nous voudrions atteindre un autre objectif: encourager beaucoup de nos camarades, en particulier parmi les plus jeunes et les plus audacieux, à mépriser la paresse du simplisme qui se retranche derrière un préjugé ou une phrase toute faite sans pénétrer la complexité des raisons tactiques qui naissent aujourd'hui de l'étude des situations, car ainsi ils se privent du moyen le plus efficace d'intervenir dans ce débat et dans ce formidable travail de préparation pour éviter qu'il ne tombe dans la trappe toujours ouverte de l'opportunisme véritable.

Pour en venir enfin aux documents officiels de l'Internationale, nous nous

La tactique de l'Internationale Communiste

contentons de noter que le manifeste n'est adressé ni aux partis ni aux organisations syndicales des autres Internationales, mais au prolétariat de tous les pays. Le fait même que l'on invite à participer au front unique également des travailleurs adhérant aux syndicats chrétiens et libéraux montre la différence qui existe entre les deux conceptions: personne en effet ne penserait à un front unique avec des partis chrétiens et libéraux.

Quant aux thèses du Comité Exécutif, si elles évitent pour l'instant de donner un encadrement théorique général de la question, elles établissent certains points fondamentaux d'une importance capitale: indépendance organisationnelle de nos partis communistes, mieux encore, liberté absolue de critique et de polémique active - au moment même où ils prennent l'initiative du front unique - à l'égard des partis et des organisations des Internationales numéros Deux et Deux et demi; liberté d'agir «dans le domaine des idées», pour défendre notre programme bien précis; unité d'action de tout le front prolétarien.

Cette apparente contradiction ou cet apparent changement de positions n'est ni une nouveauté ni une conclusion insolite. Le parti doit en avoir une vision sûre et complète: celle-ci doit être importée dans les masses avec infiniment de précautions et de sens de la mesure, en en diffusant les caractères saillants et en en développant le mécanisme au fur et à mesure que les faits eux-mêmes le mettront à nu.

Si l'on part de cette alternative superficielle: ou la scission ou l'unité, il est inévitable que les masses imaginent que les deux directions sont opposées. Mais en réalité il n'en est pas ainsi. L'unité des travailleurs et la séparation d'avec les éléments dégénérés et surtout les chefs qui ont trahi sont au contraire deux conquêtes parallèles: nous, nous le savons depuis longtemps, les masses, elles, ne le verront qu'au terme du mouvement. L'essentiel est que celui-ci soit orienté vers la lutte, vers la résistance aux diktats capitalistes.

Liberté et indépendance d'organisation et de discipline internes, de propagande, de critique; unité d'action, voilà ce que les partis communistes doivent proposer et réaliser pour vaincre.

Cette opposition formelle n'est rien d'autre que celle qui a inspiré depuis toujours notre mot d'ordre: prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

C'est en vertu de ce mot d'ordre que nous avons démasqué comme des traîtres ceux qui ont divisé le prolétariat dans la guerre, ceux qui le divisent tous les jours dans l'action syndicale en évitant que les mille conflits, les mille agitations suscités par les événements actuels ne se fondent en un mouvement unique. Cette opposition n'est rien d'autre que le principe qui nous porte à la sélection politique la plus sévère, en même temps qu'à l'unité d'organisation syndicale. Cette conception et cette tactique, le parti les contrôle sur les résultats de tous les jours, car la réussite de sa lutte contre l'opportunisme réformiste italien est le fils de cette position tactique qui, après la scission politique de Livourne, nous a fait rester obstinément dans l'organisation syndicale, bien qu'elle fut dirigée par les réformistes dont nous étions séparés dans le but de les combattre efficacement.

Le problème doit donc être considéré sur deux plans. L'Internationale Communiste ne revient pas aujourd'hui sur son oeuvre d'hier, mais au contraire elle en recueille les fruits sur cette voie qui mène à un double résultat: avoir à la tête du prolétariat un mouvement politique révolutionnaire, et rassembler autour du drapeau de ce mouvement tout le prolétariat.

IV

Dans les articles précédents nous nous sommes proposés d'exposer dans ses grandes lignes l'état de la question du «front unique», tel qu'il ressort des documents officiels de l'Internationale Communiste et des déclarations de certains partis et camarades communistes sur lesquelles on discute beaucoup, actuellement. En même temps, nous nous sommes efforcés de montrer à nos lecteurs la méthode qui doit être adoptée quand on discute de ces questions si l'on veut être à la hauteur de l'expérience théorique et tactique de l'I.C. et dépasser pour toujours la paresse mentale du simplisme et la stérilité pratique d'une action guidée par des préjugés formels. Avec cet exposé, nous avons voulu revendiquer le droit de ces camarades de développer leurs plans tactiques et d'être jugés tout autrement que ne le font les opportunistes méprisants qui attendent, mais en vain, que les communistes abandonnent le contenu fermement et solidement révolutionnaire de leur pensée et de leur action. Nous

donnerons maintenant brièvement notre avis, un peu plus qu'à titre personnel puisque nous nous référons aux discussions exhaustives du Comité Exécutif de notre Parti sur ce sujet, lorsqu'il a formulé le mandat des camarades qui le représenteront à l'imminente réunion de Moscou. Ce n'est un mystère pour personne que la thèse que les communistes italiens défendront sera sensiblement différente et si l'on veut reprendre la vieille expression - plus «à gauche» que celle par exemple présentée par Radek et soutenue par les camarades d'Allemagne; c'est pourquoi nous demandons à tous les camarades et en particulier aux plus jeunes et aux plus généreusement «extrémistes», de réfléchir à ceci: la contribution de notre parti dans la discussion d'un problème aussi ardu aura un poids d'autant plus grand que nous aurons mieux fait la preuve que notre divergence ne vient pas d'une incompréhension particulière, mais d'un examen conduit dans une connaissance parfaite des données de la question et tenant compte de tous les éléments sur lesquels s'appuient les conceptions des autres camarades, sans nous retrancher derrière un absurde refus de certaines conclusions qui ne réussiraient à convaincre personne. Et nous réaffirmons devant quiconque ce qui est une donnée de fait irréfutable, à savoir qu'il n'y a pas le moindre danger que l'Internationale abandonne le moins du monde la plateforme du marxisme révolutionnaire d'où elle a lancé aux masses du prolétariat international son cri de guerre de 1919 contre le régime capitaliste et tous ses partisans et complices.

Nous rappelons aux camarades la vision de la situation présente sur laquelle nous sommes tous d'accord et qui se résume ainsi: la présente phase de crise du capitalisme ne peut avoir pour résultat qu'une vaste offensive bourgeoise. Nous donnons également pour acquise définitivement, et dès le moment où nos conclusions tactiques se sont fondées sur la méthode marxiste, la thèse selon laquelle l'agitation et la préparation révolutionnaires communistes se font surtout sur le terrain des luttes du prolétariat pour ses revendications économiques. C'est cette conception réaliste qui explique la tactique de l'unité syndicale, aussi fondamentale pour nous communistes, que notre séparation impitoyable sur le terrain politique d'avec tout ce qui peut ressembler à l'opportunisme.

C'est ainsi que la tactique que notre Parti applique actuellement en Italie dans sa campagne pour le front unique de tous les travailleurs contre l'offensive patronale se révèle opportune et fort bien venue. Front unique, dans ce cas, cela veut dire action commune de toutes les catégories, de tous les groupes locaux et régionaux de travailleurs, de tous les organismes syndicaux nationaux du prolétariat; et bien loin de signifier un mélange informe de méthodes politiques différentes, il s'accompagne de la plus efficace conquête des masses à la seule méthode politique qui puisse les émanciper: la méthode communiste. La théorie et la pratique se rencontrent pour confirmer qu'il n'est nullement gênant ou contradictoire que la plate-forme d'agitation des masses soit faite de revendications économiques parfaitement concrètes et contingentes, et qu'on propose comme forme d'action un mouvement d'ensemble de tout le prolétariat sur le terrain de l'action directe et guidé par ses organisations de classe, les syndicats. Ce qui résulte directement de tout ceci, c'est l'intensification de l'entraînement moral et matériel du prolétariat à la lutte contre l'Etat bourgeois et de la campagne contre les mauvais conseillers opportunistes de tous bords.

C'est que, mises à part les variantes applicables aux situations différentes dans lesquelles les Partis et les syndicats ouvriers se trouvent dans les différents pays, une tactique ainsi définie n'a rien qui compromette les deux conditions fondamentales et parallèles du processus révolutionnaire, à savoir d'une part l'existence et le renforcement d'un solide parti politique de classe, fondé sur une claire conscience de la voie de la révolution, et d'autre part le concours toujours plus grand des grandes masses, poussées instinctivement à l'action par la situation économique, dans la lutte contre le capitalisme à laquelle le parti fournit une direction et un Etat-Major.

Les différentes tactiques en discussion ont donc un but commun: hâter et faciliter la victoire du prolétariat dans sa lutte pour abattre le pouvoir bourgeois et instaurer sa dictature. Mais quand on examine la portée et l'efficacité en vue de ce but commun de tactiques comme celles qu'a proposées le Parti Communiste d'Allemagne et que Karl Radek a exposées dans ses articles, on doit constater que les données du problème et donc les conclusions auxquelles on doit aboutir

changent radicalement car ces tactiques incluent l'emploi du mécanisme politique de l'Etat démocratique aux fins de l'action prolétarienne.

Le tableau que Radek nous présente est fondé sur des analogies évidentes avec la situation d'offensive capitaliste dont nous sommes partis pour définir notre tactique du front unique syndical. Le prolétariat voit s'aggraver au maximum son exploitation du fait que la situation générale pousse irrésistiblement le patronat à agir et à faire pression sur lui. Nous autres communistes et les camarades qui sont avec nous, nous savons bien qu'il ne peut y avoir d'issue définitive que dans la destruction violente du pouvoir bourgeois, mais les masses, du fait de leur niveau de conscience politique limité et de leur état d'esprit encore influencé par les chefs sociaux-démocrates, ne voient pas la révolution comme une issue immédiate et ne se lancent pas sur la voie révolutionnaire, même si le Parti Communiste veut leur en donner l'exemple. Les masses pensent et croient qu'une action donnée du pouvoir d'Etat pourrait résoudre le pressant problème économique, et donc elles désirent un gouvernement qui, par exemple en Allemagne, déciderait que le paiement des réparations doit peser sur la classe des grands industriels et des propriétaires, ou bien elles attendent de l'Etat une loi sur la durée du travail, sur le chômage, sur le contrôle ouvrier. Comme dans le cas des revendications à obtenir par l'action syndicale, le Parti Communiste devrait épouser cette attitude et cette poussée initiale des masses, s'unir aux autres forces ouvrières qui se proposent ou prétendent se proposer ce programme d'amélioration au moyen de la conquête pacifique du gouvernement parlementaire, pousser le prolétariat sur la voie de cette expérience pour profiter de son inévitable échec afin de provoquer la lutte du prolétariat sur le terrain du renversement du pouvoir bourgeois et de la conquête de la dictature.

Nous pensons quant à nous qu'un tel plan se base sur une contradiction et qu'il contient pratiquement les éléments d'un échec inévitable. Il est sûr que le Parti Communiste doit se proposer d'utiliser également les mouvements non conscients des grandes masses et que, quand il se trouve en présence de tendances générales à des moyens d'action autre que ceux qui caractérisent sa théorie et sa pratique propres, il ne peut s'adonner à

une propagande négative purement théorique. Mais cette utilisation n'est bénéfique que si, tout en se plaçant sur le terrain des grandes masses et en travaillant ainsi à l'un des deux facteurs essentiels du succès révolutionnaire on est sûr de ne pas compromettre l'autre facteur non moins important, c'est-à-dire l'existence et le renforcement progressif du parti et de l'encadrement de cette partie du prolétariat qui a déjà été amenée sur le terrain d'action du parti.

Pour évaluer si ce danger existe ou non, il faut tenir compte du fait que, comme hélas une longue et douloureuse expérience nous l'enseigne, le parti, en tant qu'organisation et le degré de son influence politique ne sont pas des résultats intangibles, mais subissent toutes les influences du cours des événements.

S'il arrivait un jour, après une série plus ou moins longue d'événements et de luttes, que les masses ouvrières arrivent finalement à la conscience confuse que toute tentative de révolte est inutile si on n'affronte pas directement l'appareil d'Etat lui-même, mais qu'au cours des phases précédentes l'organisation du Parti Communiste et des mouvements qui l'appuient (comme l'encadrement syndical et militaire) ait été gravement compromise, le prolétariat se trouverait privé des armes mêmes de sa lutte: il lui manquerait la contribution indispensable de cette minorité qui possède la claire vision des tâches à accomplir et qui, du fait qu'elle l'a possédée et gardée présente à l'esprit depuis longtemps, s'est donnée tout un entraînement et un armement, au sens large du mot, indispensables à la victoire de la grande masse.

Nous pensons que c'est ce qui arriverait - prouvant du même coup la stérilité de plans tactiques tels que ceux que nous sommes en train d'examiner - si le Parti Communiste prenait principalement et avec éclat des positions politiques de nature à annuler ou à invalider son caractère intangible de parti d'opposition vis-à-vis de l'état et des autres partis politiques. Nous croyons pouvoir démontrer par des arguments d'ordre critique et pratique que cette thèse n'a rien d'abstrait et ne relève pas du désir d'enfermer ce problème si complexe dans des schémas arbitraires, mais répond à une appréciation concrète et exhaustive du problème.

L'attitude et l'activité d'opposition politique du Parti communiste

La tactique de l'Internationale Communiste

ne sont pas un luxe théorique, mais, comme nous le verrons, une condition concrète du processus révolutionnaire.

En effet activité d'opposition veut dire propagande constante en faveur de nos thèses qui affirment l'insuffisance de toute action de conquête démocratique du pouvoir et de toute lutte politique enfermée dans les limites de la légalité et de la non-violence - fidélité à cette propagande dans la critique continuelle et dans l'indépendance totale à l'égard des gouvernements et des partis légaux - formation, préparation et entraînement d'organes de lutte que seul un parti antilégalitaire comme le nôtre peut construire, en dehors des mécanismes de défense de la bourgeoisie et en opposition à eux.

Cette méthode relève de la théorie en ce sens que la conscience théorique doit nécessairement être possédée par une minorité dirigeante, et elle relève de l'organisation en ce sens que, dans la mesure où la majeure partie du prolétariat n'est pas mûre pour une lutte révolutionnaire, il est indispensable de former et d'instruire les cadres de la future armée révolutionnaire.

C'est pourquoi, fidèles à la plus lumineuse tradition de l'Internationale Communiste, nous ne jugeons pas les partis politiques selon le même critère que les organisations économiques syndicales, c'est-à-dire selon la façon dont ils se recrutent et la classe qui fournit ce recrutement, mais selon leur attitude envers l'Etat et son mécanisme représentatif. Un parti qui s'enferme volontairement dans les limites de la légalité, c'est-à-dire qui ne conçoit pas d'autre action politique que celle qu'on peut développer, sans utiliser la violence civile, dans les institutions de la constitution démocratique bourgeoise, n'est pas un parti prolétarien, mais un parti bourgeois; et en ce sens pour qu'on puisse formuler ce jugement négatif, il suffit simplement qu'un mouvement politique (comme le mouvement syndicaliste ou démocrate) tout en se situant hors de la légalité refuse d'accepter l'idée que le prolétariat révolutionnaire doit se constituer en Etat, c'est-à-dire le principe de la dictature. Nous ne faisons qu'énoncer ici la plate-forme défendue par notre parti: front unique syndical du prolétariat, opposition politique incessante envers le gouvernement bourgeois et tous les partis légaux.

Quant aux développements de notre organisation, nous les renvoyons au prochain article.

Cependant nous voulons ajouter que si la collaboration parlementaire et gouvernementale sont complètement exclues dès l'instant où l'on adopte une telle plate-forme, nous ne renonçons pas pour autant, comme nous le montrerons, à une utilisation bien meilleure et bien moins risquée des revendications que les masses sont poussées à porter devant le pouvoir d'Etat ou devant d'autres partis: on peut en effet défendre ces revendications de façon indépendante comme des résultats à atteindre par l'action directe, la pression externe et la critique même de la politique du gouvernement et de tous les autres partis, quand on en aura fait l'expérience.

V

Nous voudrions conclure ces quelques notes que nous avons rédigées pendant la discussion du problème de la tactique en tenant compte des éléments qui se présentaient au fur et à mesure et en exposant les arguments qui ont conduit le Comité Exécutif de notre Parti à prendre la position qu'on lui connaît. D'après lui, l'unité d'action du prolétariat doit être poursuivie et réalisée sur la base de la politique d'opposition à l'Etat bourgeois et aux partis légalitaires que le Parti Communiste doit mener sans trêve. La répétition de certains points essentiels, si elle n'améliore pas l'ordre de l'exposé, ne pourra du moins pas nuire au but qu'il se propose, à savoir attirer le plus possible l'attention des camarades sur les données délicates et complexes du problème qu'on discute.

On distingue couramment (et cette distinction est assez utile) des conditions subjectives et des conditions objectives de la révolution. Les conditions objectives consistent dans la situation économique et dans les pressions qu'elle exerce directement sur les masses prolétariennes; les conditions subjectives désignent le degré de conscience et de combativité du prolétariat et surtout de son avant-garde, le Parti Communiste.

Une condition objective indispensable est la participation à la lutte de la plus grande partie des masses, directement sollicitées par les poussées économiques, même si elles n'ont en majeure partie pas conscience de tout le développement de la lutte; une con-

dition subjective est l'existence, dans une minorité toujours plus étendue, d'une claire vision des exigences de développement du mouvement, accompagnée d'un entraînement à la lutte à conduire et à diriger dans les phases ultérieures. Nous admettons qu'il serait anti-marxiste, non seulement d'exiger que tous les travailleurs participant à la lutte aient une claire conscience de son développement et une volonté orientée vers ses buts, mais également de prétendre de chaque militant du Parti communiste pris individuellement qu'il atteigne un tel «état de perfection»: les conditions subjectives de l'action révolutionnaire consistent en effet dans la formation d'un organe collectif, comme le parti, qui est à la fois une école (au sens de tendance théorique) et une armée avec sa hiérarchie et son entraînement propres.

Mais ce serait selon nous retomber dans un subjectivisme non moins anti-marxiste, parce que volontariste au sens bourgeois, que de condenser les conditions subjectives dans la volonté éclairée d'un groupe de chefs qui pourraient lancer sur les voies tactiques les plus compliquées non seulement les forces encadrées dans le Parti, mais celles qu'il influence le plus directement, tout comme si le déroulement même de l'action et la méthode choisie pour la conduire n'exerçaient pas leur propre influence sur ces forces.

En réalité, le Parti n'est pas le sujet invariable et inaltérable que prétendent de subtils philosophes: il est à son tour un élément objectif de la situation. La solution du difficile problème de la tactique du Parti n'est pas non plus analogue à celles des problèmes de l'art militaire; en politique, on peut corriger, mais non manipuler à son gré la situation: les données du problème ne sont pas d'une part notre armée et de l'autre l'armée adverse, mais la formation de notre armée aux dépens des couches indifférentes et des troupes ennemies elles-mêmes et elle se réalise (et peut se réaliser aussi bien à l'avantage de l'ennemi qu'au nôtre) au cours des hostilités elles-mêmes.

Une excellente utilisation des conditions objectives révolutionnaires, qui ne risque nullement de compromettre les conditions subjectives, mais promet au contraire de les développer brillamment, consiste à participer et à susciter les actions de masses pour les revendications économiques défen-

sives que l'offensive patronale provoque, comme nous l'avons déjà dit, dans la phase actuelle de la crise capitaliste. En poussant ainsi les masses à suivre des impulsions qu'elles ressentent déjà clairement et fortement, nous les conduisons sur la voie révolutionnaire que nous avons tracée, sûrs que, le long de cette voie, les conditions subjectives contraires seront surmontées et que les masses y découvriront la nécessité de lutter pour la révolution intégrale, pour laquelle notre parti leur donne des instruments théoriques et techniques que la lutte aura perfectionnés et rendus plus puissants. La position politique indépendante de notre parti lui aura permis de mener à bien au cours de l'action la préparation théorique et matérielle qui a fait défaut dans d'autres situations qui poussaient cependant les masses à la lutte, parce qu'entre autres raisons, il manquait une minorité se distinguant par sa conscience révolutionnaire et sa préparation aux formes de lutte décisives.

Le but de la défense bourgeoise est d'opposer à la révolution prolétarienne des contre-conditions subjectives, de compenser la pression révolutionnaire que la misère et toutes les difficultés provoquées par la crise exercent sur le prolétariat en s'efforçant de soumettre son activité au monopole politique et idéologique de la classe dominante par l'intermédiaire des chefs ouvriers.

L'influence des partis social-démocrates emprisonne une grande partie du prolétariat dans l'idéologie bourgeoise et la prive d'idéologie révolutionnaire non tellement parce qu'elle incite les individus à adhérer à la conception ennemie, mais plutôt parce qu'elle les rend inaptes à agir collectivement dans le domaine politique selon des directives sûres et de façon organisée.

La bourgeoisie et ses alliés travaillent à répandre dans le prolétariat la conviction que pour améliorer son sort, il n'est pas nécessaire de se servir de moyens violents et que les armes de sa lutte consistent dans les organes représentatifs de la démocratie dont il devrait user pacifiquement dans le cadre de la légalité.

De tels raisonnements sont extrêmement dangereux pour le sort de la révolution, car il est sûr qu'à un certain moment leur inconsistance éclatera au grand jour sans que les masses deviennent pour autant capables de lutter contre l'appareil légal et étati-

que de la bourgeoisie par les moyens de la guerre révolutionnaire, ni de proclamer et de défendre la dictature de classe, seul moyen d'écraser la classe adverse. La répugnance et l'inexpérience du prolétariat à utiliser ces armes décisives tournent tout à l'avantage de la bourgeoisie: détruire dans le plus grand nombre possible de prolétaires cette répugnance subjective à porter à l'adversaire des coups décisifs en préparant idéologiquement et entraînant pratiquement à la guerre de classe tous les prolétaires sans exception, tel est notre but, mais on ne peut l'atteindre sans former et renforcer une organisation collective dont l'attitude et l'action constituent un point d'attraction pour le plus grand nombre possible de travailleurs afin que la déception qui dissipera inévitablement demain les illusions démocratiques puisse être suivie de leur conversion aux méthodes de la lutte révolutionnaire.

Nous ne pouvons pas gagner la majorité du prolétariat, car la majorité du prolétariat se trouve encore sur la plate-forme politique de la légalité et de la social-démocratie, a dit le Troisième Congrès, et il a eu raison; mais c'est justement pour cela que nous devons nous préoccuper d'adopter une tactique qui, au moment où les conditions économiques objectives suscitent les mouvements de grandes masses, accroisse progressivement l'effectif de cette minorité dont le noyau est constitué par le parti communiste et qui a centré son action et sa préparation sur le terrain de la lutte anti-légalitaire.

Du point de vue critique et des expériences pratiques réelles que nous possédons, rien ne s'oppose à ce qu'on passe de l'action du front des grandes masses pour des revendications que le capitalisme ne peut ni ne veut accorder et contre lesquelles il emploie la réaction ouverte de forces régulières et irrégulières, à l'action pour l'émancipation intégrale des travailleurs. En effet, ces actions sont devenues aussi impossibles l'une que l'autre sans la destruction de l'appareil de domination politique et militaire de la bourgeoisie, auquel les travailleurs se heurtent, alors que le Parti Communiste s'était déjà organisé pour l'affronter, encadrant une partie des masses qui n'ont jamais caché, au cours de la lutte, que c'était contre des forces de cet ordre qu'il fallait se battre et qui ont pris sur elles la première phase de la bataille, sous son aspect

d'action directe, de guérilla de classe et de conspiration révolutionnaire.

Au contraire tout nous conduit à condamner comme une chose parfaitement différente et d'effet contraire la tentative de passer du front des grandes masses pour une action qui, tout en ayant pour objectif des revendications immédiates et acceptables par la masse, se situe sur la plate-forme politique de la démocratie légale, à une action anti-légalitaire et pour la dictature prolétarienne. Ici il ne s'agit plus d'un changement dans le plan d'action, dans les forces en présence, dans les méthodes: une telle conversion tactique n'est possible, selon nous, que dans les plans de chefs militaires qui, ayant oublié la théorie marxiste, s'imagineraient agir avec des troupes possédant l'automatisme parfait des armées encadrées et entraînées depuis longtemps, et non avec les tendances et les capacités d'éléments en cours de formation, mais toujours prêts à retomber dans les incohérences des actions individuelles et décentralisées.

Le chemin de la révolution deviendrait une impasse si, pour constater que le décor bariolé de la démocratie libérale et populaire dissimule les solides bastions de l'Etat de classe, le prolétariat devait avancer jusqu'au bout sans songer à se doter des moyens capables d'écraser l'obstacle ultime et décisif avant que les troupes féroces de la réaction, armées de pied en cap, ne sortent de la forteresse de la domination bourgeoise pour se précipiter sur lui. Le parti est nécessaire pour la victoire révolutionnaire, parce qu'il est nécessaire que bien avant celle-ci, une minorité du prolétariat incite sans cesse les autres prolétaires à s'armer pour le combat suprême, tout en s'armant elle-même et en se préparant pour la lutte, qui est inévitable.

C'est pourquoi, pour remplir sa tâche spécifique, le Parti ne doit pas seulement démontrer par sa propagande et ses raisonnements que la voie pacifique et légale est une voie fautive, mais empêcher la partie la plus avancée du prolétariat de s'endormir dans l'illusion démocratique et l'organiser dans des formations qui, d'une part, commencent à se préparer aux exigences techniques de la lutte en réplique aux actions sporadiques de la réaction bourgeoise, et, d'autre part, s'habituent elle-mêmes, ainsi qu'une importante fraction des masses autour d'elles, aux exigences idéologiques et politiques de l'action décisive, en faisant une critique incessante des partis

La tactique de l'Internationale Communiste

sociaux-démocrates et en les combattant à l'intérieur du syndicat.

Dans certaines situations, l'expérience social-démocrate doit se produire et être utilisée par les communistes; mais cette «utilisation» ne résulte pas automatiquement de l'expérience et elle ne se produit pas subitement à son terme: elle résulte de la critique que le Parti Communiste aura menée sans trêve et pour laquelle il est indispensable que les responsabilités soient très nettement séparées. C'est pourquoi nous disons que le Parti Communiste ne peut jamais abandonner son attitude d'opposition politique à l'Etat et aux autres partis, car elle fait partie intégrante de la tâche de construction des conditions subjectives de la révolution qui est précisément sa raison d'être.

Un parti communiste qui s'unirait avec les partis de la social-démocratie pacifiste et légalitaire dans une campagne politique électorale, parlementaire ou gouvernementale ne remplirait plus la tâche du Parti communiste. A l'issue d'une telle parenthèse, les conditions objectives poseraient le dilemme fatal de la guerre révolutionnaire, la nécessité impérieuse d'attaquer et de détruire l'appareil de l'Etat capitaliste; subjectivement le prolétariat aurait perdu toutes ses illusions dans les méthodes pacifiques et légales, mais il manquerait l'élément de synthèse entre les conditions objectives et subjectives qui est la préparation indépendante du Parti communiste et de la minorité qu'il a su depuis longtemps rassembler autour de lui. Nous aurions une situation nullement différente de celle que le Parti socialiste italien, quand il était composé de tendances opposées, a connue plus d'une fois: les masses déçues par les méthodes réformistes et par leur échec attendent un mot d'ordre qui ne vient pas parce que les éléments extrémistes n'ont pas une organisation indépendante, ne connaissent pas leurs forces, partagent les responsabilités des réformistes dans le découragement général, parce que personne n'a pensé à tracer les lignes directrices d'une organisation qui puisse fonctionner,

lutter, se battre militairement quand le choc de la guerre civile devient inéluctable. C'est pour toutes ces raisons que notre Parti affirme qu'il ne faut pas parler d'alliances sur le terrain politique avec d'autres partis, même s'ils se disent «prolétariens», ni souscrire à des programmes impliquant une participation du Parti communiste à la conquête démocratique de l'Etat. Cela n'exclut pas qu'on puisse poser et envisager comme réalisables sous la pression du prolétariat des revendications qui seraient satisfaites par décisions du pouvoir politique de l'Etat (et que les sociaux-démocrates disent vouloir et pouvoir réaliser au moyen de celui-ci) car une telle action n'abaisserait nullement le niveau d'initiative de lutte directe atteint par le prolétariat.

Par exemple, parmi nos revendications pour le front unique à obtenir au moyen d'une grève générale nationale, il y a la prise en charge des chômeurs par la classe des industriels et l'Etat, mais nous refusons toute complicité avec la vulgaire duperie des programmes «concrets» de politique gouvernementale du parti socialiste et des chefs syndicaux réformistes, même si ceux-ci acceptaient d'en faire le programme d'un gouvernement «ouvrier», plutôt que du gouvernement de coalition dont ils rêvent dans une fraternelle connivence avec les partis de la classe dominante.

Entre lutter pour une revendication (que l'on pourrait, pour parodier d'anciens débats, appeler une «réforme») de l'intérieur de l'Etat ou de l'extérieur, il y a une différence formidable qui tient au développement de la situation: avec l'action directe des masses de l'extérieur, si l'Etat ne peut pas et ne veut pas céder, on débouche sur la lutte pour le renverser; et s'il cède ne serait-ce qu'en partie, on aura valorisé et exercé la méthode de l'action anti-légalitaire. Au contraire avec la méthode de la conquête de l'intérieur, même si elle échoue, conformément au plan que l'on nous propose aujourd'hui, il n'est plus possible de compter sur les forces capables d'attaquer l'appareil d'Etat, parce que leur processus de regroupement autour

d'un noyau indépendant aura été brisé.

L'action des grandes masses sur le front unique ne peut donc se réaliser que sur le terrain de l'action directe et par des accords entre les organisations syndicales de toutes les catégories, localités ou tendances; et l'initiative de cette agitation incombe au parti communiste, puisque les autres partis, en préconisant l'inaction des masses devant les provocations de la classe exploiteuse, et la diversion sur le terrain de la légalité gouvernementale et démocratique, démontrent qu'ils trahissent la cause du prolétariat; ils nous permettent ainsi de pousser au maximum notre lutte pour amener celui-ci à l'action sous la direction et avec les méthodes communistes que nous défendons aux côtés du plus humble groupe d'exploités qui réclament un morceau de pain et qui le défendent contre l'insatiable convoitise du patronat, mais toujours en opposition au mécanisme des institutions établies et à tous ceux qui se placent sur leur terrain.

(1) Le Comité Exécutif du parti était composé de 5 membres: Amadeo Bordiga, Bruno Fortichiari, Ruggero Grieco, Luigi Repossi et Umberto Terracini. Si certains étaient spécialisés dans des domaines particuliers (travail syndical, travail illégal, etc.), il n'y avait pas de hiérarchie formelle entre ces militants dont Bordiga était cependant le dirigeant incontesté.

(2) Rappelons que le IIIe Congrès de l'I. C. s'était tenu six mois auparavant (Juin 1921).

(3) Pour ce qui est de l'«action de mars» (la *Marzaktion*), c'est-à-dire les combats révolutionnaires en Allemagne en mars 1921, voir PC n° 101.

(4) Serrati était le chef du courant majoritaire, dit «maximaliste», du Parti Socialiste Italien.

(5) Cette «Lettre ouverte» datait du début de 1921, après la fusion du KPD avec la majorité de l'USPD («Socialistes Indépendants»).

(6) C'est-à-dire «ultra-gauche».

Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou

Le «résumé» que nous publions ci-dessous avait été élaboré lors de la réunion du Comité Exécutif du PC d'I préparant le départ pour Moscou de la délégation italienne à l'Exécutif Elargi de février-mars; dans sa lettre au CEIC du 28 janvier 1922 (voir la présentation de la série d'articles

sur la tactique de l'Internationale Communiste), Bordiga avait annoncé que la délégation défendrait les orientations qui s'y trouvent. Il semble cependant, à la lecture du compte-rendu de l'Exécutif, que Terracini et Roberto aient pris quelques libertés avec ces dernières.

1. ANALYSE DE LA SITUATION MONDIALE ACTUELLE.

Elle confirme que nous sommes en présence d'une grande crise du régime capitaliste. Mais nous sommes aussi en présence d'une tentative des classes dominantes pour reconstituer l'économie bourgeoise et leur domination en prévenant la catastrophe révolutionnaire. Cette tentative de surmonter l'anarchie économique s'accomplit conformément à l'évolution dans un sens monopoliste et impérialiste du capitalisme dans sa phase la plus moderne. Elle s'appuie sur les grandes associations industrielles soutenues par les Etats capitalistes et elle avance fatalement sur la pente des rivalités croissantes pour la conquête des marchés, jetant les bases d'une nouvelle guerre. Mais le débouché des marchés disponibles est insuffisant pour permettre la reprise d'un rythme productif capitaliste suffisant pour réparer les énormes pertes de richesse causées par la guerre; l'effort bourgeois se tourne donc vers un autre objectif, qui est une condition de son succès: baisser le prix du travail humain, intensifier l'exploitation des travailleurs. Par conséquent la situation se caractérise par une offensive bourgeoise pour s'assurer le contrôle du prolétariat. Son objectif n'est pas de briser les organisations de combat révolutionnaire, elle vise le mécanisme même de résistance prolétarienne syndicale. Les manifestations de l'attaque sont économiques (dénoncia-

tion des contrats et des pactes de travail afin de réduire les salaires et d'augmenter le temps de travail, licenciements, lock-outs) et politiques (réaction étatique avec persécutions policières et judiciaires contre les travailleurs, action des organisations bourgeoises armées paramilitaires). Le résultat de cette attaque, si elle n'est pas arrêtée par les forces prolétariennes est évidemment non seulement l'abandon par le prolétariat de toute offensive révolutionnaire, mais la liquidation de toute forme d'organisation économique et la suppression du droit d'association et de grève.

2. LA PLATE-FORME DE L'I.C. ET LA SITUATION ACTUELLE.

Le fait que dans les pays où n'a pas eu lieu la victoire du prolétariat avec la proclamation de sa dictature et le début de la réorganisation économique par le pouvoir prolétarien, la bourgeoisie se lance dans cette attaque, démontre l'exactitude de la conception de l'IC sur l'alternative ouverte par la fin de la guerre: dictature capitaliste ou dictature prolétarienne, monopole impérialiste de l'économie bourgeoise ou centralisation de l'économie mondiale entre les mains du prolétariat arrivé au pouvoir. Il confirme aussi que la seule voie qui conduise le prolétariat au pouvoir passe par la démolition de l'appareil politique du pouvoir bourgeois. Même la justesse de l'attitude de l'Internationale envers les sociaux-démocrates ainsi que

de sa constitution du point de vue organisationnel, sont confirmées par la situation actuelle et son évolution. Les sociaux-démocrates et les opportunistes de toute espèce affirment que le prolétariat peut se libérer de son exploitation grâce à des conquêtes graduelles qui modifieraient peu à peu le régime bourgeois en utilisant le système de représentation politique démocratique, sans qu'il y ait besoin d'une lutte révolutionnaire contre l'appareil du pouvoir bourgeois. Face à la guerre qui brisait ces illusions de progrès pacifique, l'opportuniste a prêché au prolétariat la solidarité nationale. Face aux poussées offensives du prolétariat après la guerre, il a soutenu la renonciation à la violence et à la dictature comme forme du pouvoir prolétarien, allant jusqu'à s'allier avec la bourgeoisie pour défendre le régime démocratique. Dans la situation actuelle d'offensive bourgeoise, bien que l'on assiste à la faillite de la conception de conquêtes économiques graduelles, il prône la passivité et l'acceptation des exigences capitalistes, se faisant complice de la destruction des organisations syndicales prolétariennes. C'est la confirmation de la position fondamentale de l'IC selon laquelle il faut éliminer des partis politiques révolutionnaires, comme tendance et comme regroupement, les éléments qui renient l'emploi de la violence et la dictature révolutionnaire, puisque l'action de ces éléments est, dans toutes les situations, une complicité avec les plans d'exploitation et de

Résumé du PC d'I sur la tactique de l'IC

domination de la bourgeoisie contre l'oeuvre idéologique et matérielle de préparation révolutionnaire du prolétariat.

3. DÉVELOPPEMENT DU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE PROGRAMME ET DANS L'ACTION DE L'I.C.

La scission avec laquelle le mouvement politique du prolétariat mondial s'est guéri de la dégénérescence poussée à son comble dans la période de guerre, constitue le point de départ d'un processus qui, dans la conception de l'I.C., conduit jusqu'à la victoire révolutionnaire du prolétariat mondial. Le parti de classe qui regroupe dans une organisation disciplinée et centralisée, consciente des conditions de lutte, la partie la plus avancée du prolétariat; qui a tiré des luttes pour les intérêts immédiats la conscience et la décision de l'action pour l'objectif révolutionnaire final, étend progressivement son influence sur les masses, accueillant dans son organisation les éléments les plus éprouvés, et autour de lui, des couches plus larges qui suivent ses directives et ses mots d'ordre, jusqu'à ce qu'il réussisse à vaincre les forces opposées de la résistance bourgeoise et du défaitisme opportuniste, conduisant le prolétariat à la prise du pouvoir. Les partis politiques du prolétariat se sont séparés de l'opportunisme non parce qu'ils croyaient qu'une minorité éclairée et héroïque était l'instrument insuffisant de la lutte révolutionnaire, mais parce que cette épuration était la condition indispensable pour préparer tout le prolétariat à la lutte révolutionnaire.

Du point de vue marxiste, l'existence du parti de classe, qui ne comprend qu'une partie du prolétariat, est un facteur indispensable de la révolution, parce que cette dernière a besoin d'une conscience théorique et d'un état-major; mais tout aussi indispensable est l'action des grandes masses, poussées à agir par l'aggravation de la situation économique et guidées par le parti révolutionnaire. L'existence du parti permet de donner une conscience à la réaction de la majorité du prolétariat contre les conditions économiques que lui inflige le capitalisme. Etant donné cette vérité élémentaire, l'influence du parti sur les masses ne s'obtient pas à travers une propagande abstraite des principes, mais par la participation effective à toutes les luttes des groupes ouvriers

particuliers, pour fonder sur l'expérience de ces luttes le prosélytisme des éléments politiquement conscients mais aussi l'encadrement des mouvements des couches plus larges qui sont poussées instinctivement à agir par les besoins économiques.

Comme la crise capitaliste devient plus aiguë, et que la possibilité de satisfaire les exigences immédiates des masses par l'application dans la pratique du programme réformiste de concessions limitées et transitoires et par des actions qui ne conduisent pas les groupes ouvriers à s'affronter au régime capitaliste lui-même, devient toujours plus illusoire, il est possible dans une large mesure de réaliser la préparation révolutionnaire en regroupant autour d'un parti vraiment apte à la lutte, de larges couches des masses mises en mouvement par leurs conditions économiques. Par conséquent les mots d'ordre de l'IC: *se séparer des opportunistes et aller vers les masses*, ne sont pas contradictoires, mais au contraire se complètent logiquement.

4. UTILISATION DE LA SITUATION ACTUELLE POUR LA CONQUÊTE DES MASSES.

Toute la question doit être basée sur la double condition révolutionnaire que nous avons le devoir de défendre et de réaliser toujours mieux: existence d'un puissant parti communiste centralisé; mouvement d'ensemble du plus grand nombre d'exploités. Ce mouvement doit être utilisé pour conduire les masses à se rassembler autour du parti communiste, ce qui arrive dans la mesure où le débouché de l'action ne se trouve que dans la voie indiquée par le parti et aux exigences de laquelle celui-ci est lui-même préparé: lutte pour renverser le pouvoir bourgeois par l'insurrection armée. Le mouvement d'ensemble des grandes masses tend à ce débouché, mais il commence comme un mouvement pour des objectifs plus immédiats et plus évidents; il faut sans aucun doute agir pour en faciliter son démarrage sans attendre vainement pour l'initier que les masses aient pris conscience de tout son développement. Mais durant tout ce processus il faut faire en sorte que cette conscience ne soit pas compromise DANS LE PARTI; et que l'organisation de ce dernier se perfectionne dans le sens des exigences spécifiques de la lutte finale à laquelle il sait que le reste du prolétariat n'est pas encore préparé. Il faut, durant toute l'action, non

seulement garantir ces caractéristiques du parti, mais aussi celles des formes concrètes d'encadrement des masses qu'il doit réaliser. Non seulement les résultats acquis ne doivent pas être compromis, mais il doivent être étendus et consolidés dans tout le processus du mouvement. Dans l'examen de ce problème il faut avoir conscience que le parti et encore plus son encadrement, ne sont pas des entités subjectives étrangères aux influences de tous les reflets du processus, mais qu'ils en sont une partie inséparable et objectivement susceptible d'être modifié par lui.

Une première réalisation de cette double action dialectique du parti communiste nous est donnée par la tactique désormais indiscutable de l'unité syndicale. Autant le parti est strict dans la scission politique, autant doit être garantie l'existence d'un mouvement syndical unitaire. L'efficacité maximum de la préparation révolutionnaire est donnée par l'existence d'un parti politiquement indépendant, qui mène la lutte contre les opportunistes en participant au mouvement syndical où ceux-ci prédominent. L'unité syndicale, tout en assurant le contact avec les masses et la présence active du parti dans toutes les luttes qui l'intéressent, et donc l'oeuvre assidue de construction d'une influence du parti qui prend la forme concrète de «l'encadrement syndical communiste», permet de maintenir une distinction complète d'organisation interne et une opposition précise du parti communiste à toutes les autres méthodes politiques anti-révolutionnaires.

5. LE FRONT UNIQUE SUR LE TERRAIN SYNDICAL.

Le parti communiste se trouve face à des opportunistes qui affirment vouloir défendre les intérêts matériels des travailleurs tout en s'opposant au programme révolutionnaire. Etant donné que l'oeuvre de propagande et de persuasion théorique ne peut être efficace qu'auprès d'un cercle restreint, il est nécessaire de plonger dans le vif de l'action pour démontrer ce qu'il y a de mensonge, de fausseté et d'équivoque. Comme les travailleurs n'ont pas un degré de conscience collective et d'organisation suffisant pour se lancer à l'attaque révolutionnaire, la situation en arrive au point qui confirme les thèses communistes par le fait que la bourgeoisie est poussée à remettre en cause les acquis des travailleurs. Cette attaque est conduite

par la bourgeoisie sur tous les fronts selon un critère unitaire et général dans la mesure où y prennent part son appareil d'Etat et les milices politico-militaire que lui fournissent ses partis de classe (fascisme). Il en découle les conclusions pratiques suivantes: le prolétariat se convainc immédiatement que les revendications immédiates ne se présentent pas sous un aspect corporatif et local, mais intéressent tous les travailleurs au-delà des divisions professionnelles et géographiques, et que les chefs opportunistes, pour éviter la seule défense possible, à savoir l'action coordonnée de tout le prolétariat, proposent de céder aux exigences bourgeoises, c'est-à-dire renoncent à défendre les intérêts prolétariens. Dans cette situation, la tactique communiste la meilleure est la proposition que tout le prolétariat se range en défense d'une série de postulats pratiques qui équivalent au maintien des positions actuelles. Les meilleures conditions d'application de cette tactique sont les suivantes: on propose de faire une question de principe de la défense d'une série de revendications intéressant directement tous les travailleurs, et qui consistent à la conservation du statu-quo économique, et à la résistance à la réaction politico-militaire du fait qu'elles comprennent le droit d'organisation et l'intégrité des institutions prolétariennes.

- La proposition est exclusivement adressée à des organisations syndicales nationales du prolétariat, et pas à des partis politiques.

- La proposition n'émane pas du parti communiste, mais de la centrale de son encadrement syndical (Comité Syndical Communiste).

- Il est proposé de confier le mouvement d'ensemble des masses à un organisme nommé par des réunions extraordinaires des grandes organisations syndicales et dont font partie des représentants de tous les courants politiques qui y militent, non désignés par leur parti, mais par les syndicats, à condition que tout le monde accepte la proposition et ait voté pour elle.

Le parti s'engage – et l'on attend tacitement un engagement analogue des autres partis – à mettre à disposition toutes ses forces pour accomplir les actions décidées par cet organisme.

- Comme nous ne demandons à personne des engagements d'une autre nature, l'indépendance de notre organisation, la liberté de propagan-

de, de critique, de polémique, l'autonomie et l'élargissement de l'encadrement syndical communiste, restent assurés, et il en va de même pour l'encadrement militaire.

Pendant la durée de l'action, le parti reste libre d'en laisser la responsabilité à la majorité syndicale, ou d'en prendre la tête en cas de succès. Cela ne peut être un succès dans le sens de la lutte générale et révolutionnaire, pour laquelle le parti aura conservé et accru sa préparation: si cependant il y a un succès intermédiaire, il restera au parti le mérite de l'initiative. Si l'accord est repoussé par la majorité syndicale, on ne pourra accuser le parti d'avoir été trop exigeant, parce qu'il n'a avancé aucune condition que ne soit en parité avec tout autre parti participant à la lutte commune: en général ce seront ces derniers qui poseront comme condition préjudicielle à l'accord le respect de certaines de leurs positions préétablies, portant la responsabilité d'une rupture. Toute la tâche de la conquête des masses en sera facilitée.

6. REVENDICATIONS PROLÉTARIENNES ET POLITIQUE ENVERS L'ETAT.

Dans le cas considéré, la lutte pour les revendications immédiates qui intéressent les masses se déroule sur le terrain de l'action directe des organismes de classe. Sans vouloir établir de classifications absolues, ni oublier que dans la complexité des situations dans les divers pays et de leur évolution il peut se présenter des cas très variés et imprévus, prenons le cas où les revendications elles-mêmes sont ou semblent pouvoir être obtenues à travers la politique de l'Etat (questions fiscales, question des réparations en Allemagne, lois sur le travail et sur le contrôle dans les usines, etc). Nous pouvons avoir la proposition de constituer un front unique des partis ouvriers pour influencer directement, par la participation au mécanisme démocratoparlementaire, sur l'action de l'Etat de façon que celle-ci satisfasse les exigences des masses. La tactique du parti serait, dans ce cas, fondée sur la considération que même si un gouvernement ouvrier à base démocratique ne peut résoudre la question, étant donné que les masses n'ont pas la claire conscience de la nécessité de recourir à la lutte violente pour la dictature, il faudrait les aider à faire l'expérience de ce qui leur semble une solution évidente et pour laquelle ils

sont prêts à se mobiliser.

Il existe une différence profonde entre ces deux applications tactiques qui ne sont apparentées que d'un point de vue formel. Dans la première, il n'y a aucun renoncement et aucun danger que soit affaibli le degré de préparation révolutionnaire atteint par le parti communiste. Sur le terrain des luttes pour les exigences économiques immédiates, il n'est pas nécessaire, pour que celles-ci aient un effet révolutionnaire, que la grande masses ait conscience du développement ultérieure de la lutte tendant à dépasser le régime économique bourgeois; dans le même temps le parti communiste et les travailleurs qui sont influencés par lui, en participant à cette lutte, n'abandonnent ni leur orientation idéologique, ni leur entraînement organisationnel nécessaire pour ne pas perdre de vue le but final révolutionnaire, parce qu'ils savent, et comprennent toujours mieux au cours de l'action, que la satisfaction des revendications économiques désirées par les masses est en contradiction avec l'existence du pouvoir bourgeois dont l'intervention dans la lutte pousse les organes de combat du parti et du prolétariat à se renforcer et à se perfectionner.

Complètement différent est au contraire le cas des revendications basées sur la plate-forme de la politique parlementaire et étatique. Il faut dans ce cas considérer comment la préparation idéologique spéciale du parti communiste et son organisation d'organes spéciaux de lutte illégale du prolétariat tendent à vaincre une arme défensive de la bourgeoisie strictement liée à son arsenal offensif: l'illusion démocratique. Le régime libéral s'efforce de faire pénétrer parmi les prolétaires l'idée que l'existence du parlement est suffisante pour faire prévaloir n'importe quelle revendication, y compris des classes dominées, étant donné que toutes les classes auraient le même rapport avec l'Etat et la même possibilité de le diriger: cela rendrait inutile le recours à la violence dans les luttes et absurde la conception et la préparation de la dictature de classe. L'influence de cette arme défensive de la bourgeoisie, particulièrement dans les pays occidentaux, est telle qu'elle continue à jouer un rôle très important y compris quand la bourgeoisie, comme dans le cas de l'offensive fasciste soutenue par tous les moyens par l'Etat, recourt à grande échelle à des méthodes extralégales et dictatoriales; il est extrêmement difficile de con-

Résumé du PC d'I sur la tactique de l'IC

vaincre les masses qu'il s'agit d'une simple division du travail bourgeois, et de les empêcher de tomber dans l'illusion qu'un gouvernement né sur une base parlementaire et composé de tels ou tels partis légaux, puisse éliminer ces formes illégales d'offensive anti-prolétarienne. C'est précisément parce que la propagande contraire du parti communiste n'est pas un simple processus d'éducation idéologique, mais se réalise dans l'action, qu'elle doit apparaître dans toute l'attitude pratique du parti. Il n'y a pas ici, comme dans les luttes syndicales, de rapport dialectique grâce auquel le dépassement d'une aspiration élémentaire des masses naît de l'obtention pratique de cette dernière, ou de la tentative de l'obtenir. Sur le terrain de l'attitude envers l'Etat, ce critère ne nous présente plus une voie logique et réelle de développement de la conscience et des organisations révolutionnaires, mais expose celles-ci à de graves dangers.

La garantie et le développement des facteurs révolutionnaires résident à l'inverse dans une attitude cohérente et continue du parti qui ne peut être que négative envers la fonction de l'Etat. S'il existe une conscience et une préparation technique révolutionnaires d'une minorité du prolétariat aux exigences spécifiques de l'action révolutionnaire décisive – violence, dictature –, c'est dans la mesure où elles se sont développées sur la base d'une opposition de principe et de fait au gouvernement bourgeois et à tous les autres partis politiques. Dans ce cas le critère pour déterminer l'attitude envers un parti n'est pas de savoir s'il recrute ses membres parmi la classe ouvrière, mais quelle est sa position sur la question du pouvoir. Dans la mesure où existent des partis et où le jeu de leurs rapports réciproques a une certaine efficacité, alors existe un certain degré de conscience des solutions du problème de l'Etat et de l'action à entreprendre envers lui. Le concept d'opposition politique devient pour l'action communiste aussi réel et concret que le concept fondamental selon lequel il ne peut y avoir de victoire révolutionnaire des masses sans l'apparition en leur sein d'une minorité organisée en parti ayant une vision claire du pouvoir et une attitude spécifique pour les formes de lutte que cette conscience lui fait prévoir comme inévitables.

Il faut donc repousser toute alliance avec d'autres partis politiques dont

le contenu soit une politique effective de l'Etat démocratique, même s'il a une influence directe sur la situation économique des masses, ou si les masses espèrent que cette influence se manifeste.

Il est tout à fait légitime d'envisager que l'on puisse et que l'on doit utiliser l'expérience d'un gouvernement social-démocrate pour faire comprendre aux masses la fausseté de l'espoir que ce gouvernement puisse mener une politique anticapitaliste sans guerre civile et dictature de classe. Mais cette expérience et ses conséquences ne peuvent être utilisées qu'à la condition fondamentale de l'indépendance politique du parti communiste par rapport à tous les partis qui y participent. La participation du parti communiste à cette expérience, en raison de ses conséquences sur l'idéologie de ses propres membres et sur la préparation pratique des organismes et systèmes de lutte qu'il est seul à pouvoir mettre sur pied pour éclairer et diriger les masses dans la phase suivante, donnerait des résultats analogues à celle d'une politique social-démocrate de tout le prolétariat que l'I.C. a vigoureusement dénoncée: ou le prolétariat échouerait à arracher la nécessaire majorité électorale, ou, s'il l'obtenait et qu'il constitue le gouvernement, il serait incapable de le diriger parce qu'il se heurterait à la révolte de tout l'appareil d'Etat bourgeois alors même qu'il aurait concentré toute ses potentialités politiques sur le terrain pacifique et légal de la conquête démocratique.

Enfin la participation du parti communiste à un bloc de partis ouvriers affaiblirait numériquement ce bloc parce que les éléments incertains de la petite-bourgeoisie semi-prolétarienne s'en retireraient, et cela dans tous les domaines: que ce soit celui de l'opinion publique ou celui des situations électorales et parlementaires; l'expérience n'en serait pas significativement accélérée mais retardée par cette tactique. En outre une partie du prolétariat tomberait dans le négativisme politique anarchiste et semi-anarchiste, condamné par toutes les phases de la lutte.

Les effets d'une telle politique seraient d'autant plus graves que le parti et son appareil syndical et illégal sont moins solides, et que plus longue serait la campagne pour essayer d'obtenir une influence sur les organes de l'Etat. La propagande des sociaux-démocrates qui ferait retomber sur le

parti la responsabilité de la défaite électorale du prolétariat, ne peut être un argument suffisant pour écarter ces raisons.

7. ACTIONS INDIRECTES ET CONTINGENTES PAR RAPPORT À LA POLITIQUE ÉTATIQUE.

Il ne faut pas exclure que le parti communiste formule et agite des revendications intéressant les masses qui apparaissent pouvoir être obtenues par des mesures étatiques, à condition cependant de chercher à les conquérir par une pression extérieure sur la classe bourgeoise à travers l'action directe des masses. Dans ce sens il est même possible de demander aux partis sociaux-démocrates qu'ils restent fidèles à leur promesses, en promettant de soutenir celles-ci par des moyens de ce type. On peut inviter les syndicats à formuler des revendications qui dépendent de l'Etat (par exemple l'imposition des capitalistes en Allemagne) en proposant qu'elles soient soutenues par une grève générale à laquelle le parti s'engage à prêter tout son concours. Dans ce cas il est possible d'utiliser la constatation de du caractère fallacieux de telles attentes de réalisations favorables au prolétariat, puisque la somme des énergies prêtes à mener la lutte contre l'Etat ne serait pas dévoyée par le développement de son application matérielle et idéologique. S'ils arrivent au pouvoir, les sociaux-démocrates sauront que ces points seront soutenues parmi les masses par le parti communiste avec un appui plus efficace que celui qui peut être obtenu sur le terrain légal, en orientant sur ce terrain toute l'attention et toute l'action ouvrières, c'est-à-dire en diminuant leur influence effective sur l'appareil d'Etat.

8. FRONT UNIQUE DANS LA DÉFENSE PROLÉTARIENNE.

Devant des situations de type du fascisme italien, l'éventualité d'une alliance politique avec les partis se disant opposés à cette offensive réactionnaire doit être fondée sur les prémisses suivantes. Le retour de cette situation à celle de la normalité et de l'ordre n'est possible que par l'établissement d'un contrôle de fer de l'Etat sur toutes les formes d'activité prolétariennes et par l'immobilisation de la classe ouvrière, autrement dit le véritable programme auquel aspire le

fascisme. La tendance instinctive des masses au retour à la «normale» doit être utilisée par la formation d'un encadrement capable de lutter contre les bandes fascistes. Un tel encadrement pratiquement ne servirait qu'à faire le jeu de la réaction légale s'il n'était pas complètement illégal, centralisé et contrôlé dans ses chefs et ses militants. Seule l'existence de cet encadrement peut préparer la victoire d'un «grand soir» spontané des masses contre les agresseurs et les oppresseurs. Un tel organisme ne peut avoir qu'un caractère de parti, et il serait absurde de penser qu'il puisse avoir comme base un comité composé des partis qui se prétendent prêts à l'action alors qu'ils sont habituellement inertes ou suspects. D'autre part, dès que commencerait à se dessiner la fin du désaccord formel entre le fascisme, action irrégulière de la bourgeoisie, et les actions légales de la police bourgeoise, les éléments non communistes s'opposeraient à toute préparation révolutionnaire et liquideraient l'organisation.

Ceci pourrait avoir lieu à la suite de changements parlementaires, comme à l'occasion d'un véritable accord entre gouvernement, fascisme et social-démocratie sur la base de la suppression de toute organisation pour la lutte quotidienne et le boycottage de tout mouvement dont le programme est opposé à l'ordre établi. Le parti communiste ne peut pas courir le risque d'être trahi et vendu et de perdre ainsi les acquis de son organisation militaire illégale, lente mais sûre, fondée sur l'armement et l'enrôlement de la partie

la plus large possible du prolétariat. On comprend que les anarchistes soient prêts à ce genre d'accord, étant donné l'inconsistance et l'improvisation de leur préparation à la guerre révolutionnaire, qu'ils attendent de réactions spontanées et non coordonnées des masses (1).

9. L'I.C. devrait diffuser auprès de tous les partis adhérents, se référant aux données du IIIe Congrès, des normes strictes d'activité limitées à ce domaine:

- Développer une propagande et une agitation propres surtout sur le terrain économique et des intérêts réels des masses.

- Constituer et développer son propre encadrement syndical.

- Formuler comme base d'agitation les revendications immédiates des masses sur la question de leur niveau de vie de façon à s'opposer aux attaques patronales.

Le développement tactique ultérieur doit être décidé, pays par pays, en accord entre la Centrale du parti communiste et le C.E. de l'I.C. qui a le droit d'établir une action inspirée des normes générales décidées par le Comité Exécutif Elargi et des conditions spéciales du pays.

10. LE FRONT UNIQUE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

Etant donné la situation internationale et le degré de formation de certains partis communistes et de l'émancipation des illusions démocratiques des travailleurs dans certains

pays occidentaux, il faut repousser la tactique d'accords politiques y compris seulement formels, entre l'I.C. et les autres Internationales politiques.

L'I.C. devrait prendre, le moment venu, l'initiative d'un front unique syndical, à travers un appel de l'I.S.R. à toutes les centrales syndicales nationales sur la base des revendications suivantes:

- Défense des contrats de travail (salaires, temps de travail, etc.)

- Liberté d'organisation et de grève, etc.

Cette tâche pourrait, pour commencer, se limiter aux centrales syndicales d'un groupe donné de pays. Même si dans les manifestes et appels publics on se contente de développer les aspects banals et extérieurs de la tactique du front unique, la réunion du C.E. élargi doit aboutir à un éclaircissement théorique et tactique complet des termes du problème, si l'on veut surmonter efficacement les objections du pire simplisme présent chez beaucoup de camarades, ou même revenir au simplisme encore pire de la démagogie opportuniste habituelle qui encourage parmi les masses et les militants l'apathie et l'absence de combativité, en parlant vaguement d'unité ouvrière assimilée à un rassemblement incolore où sombreraient toute clarté et toute force d'orientation.

(1) Ce passage se réfère directement à l'épisode des «Arditi del popolo».

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement «la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti». Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, «mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux» qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste.

INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009)

Au sommaire:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- Pour mettre les points sur les i! («Raddrizzare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- **Théorie et action dans la doctrine marxiste**
- **Pour mettre les points sur les i !**
- **L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme**
- **Le programme révolutionnaire immédiat**

33

«Communisme-ouvrier» ou démocratie petit-bourgeoise?

Le courant dit «communiste-ouvrier» a acquis depuis plusieurs années une certaine notoriété au niveau international; s'affirmant résolument communiste, anti-stalinien, critique des positions habituelles de la dite «extrême» gauche, trotskyste ou autre, on comprend que ce courant puisse séduire des militants ou des prolétaires à la recherche de positions vraiment révolutionnaires. Mais nous allons voir que sous un emballage qui peut sembler séduisant la marchandise proposée est frelatée.

Ce courant est aussi connu sous le nom de courant «hekmaliste»: Mansoor Hekmat (aujourd'hui disparu) en était en effet le dirigeant et théoricien et il est toujours revendiqué par les divers groupes de cette tendance. Nous nous référerons surtout au Parti Communiste-Ouvrier d'Iran (PC-OI), parce que c'est l'organisation la plus connue internationalement; présente dans l'émigration iranienne dans plusieurs pays elle publie des textes en plusieurs langues. Accessoirement, nous citerons les textes d'une organisation qui est dans son orbite, le groupe français «Initiative communiste-ouvrière», dont la publication s'intitule *Communisme-ouvrier* (1). Les textes ou déclarations de Mansoor Hekmat sont disponibles sur internet en persan, les plus importants étant traduits en anglais (2).

L'UNION DES MILITANTS COMMUNISTES

Selon les Hekmatistes, leur courant remonte au groupe «Union des Militants Communistes» fondée en décembre 1978, dans la période suivant la chute du Shah, par Hekmat et ses camarades. D'après Hekmat: «l'UMC entama une vigoureuse campagne théorique contre le nationalisme et les conceptions et théories populistes de la Gauche radicale. Elle déclara que la "bourgeoisie nationale" était un mythe, et le développement d'un capitalisme "national", "indépendant" une utopie réactionnaire.

Elle rejeta le concept de la révolution démocratique ayant pour tâche de résoudre la question agraire

et de développer les forces productives, et elle affirma que le but de la révolution actuelle devait être de créer les conditions nécessaires pour une mobilisation socialiste de la classe ouvrière et une marche ininterrompue vers la révolution socialiste» (3). L'UMC marquait donc une rupture avec les courants politiques dits révolutionnaires existant alors en Iran qui étaient profondément marqués par le stalinisme et le nationalisme et pour qui le soutien à la «bourgeoisie nationale» était un credo de base.

Mais à la lecture des thèses de Hekmat «La révolution iranienne et le rôle du prolétariat» (1978) adoptées par l'UMC, on voit que cette rupture était pour le moins incomplète.

La thèse 3, b affirmait: «*la révolution en Iran est démocratique puisque le système impérialiste dominant dans l'Iran dominé, a donné un contenu démocratique à la révolution iranienne, du point de vue des conditions objectives (exploitation économique intense et répression politique violente de la classe ouvrière et des autres classes travailleuses: paysans, petite-bourgeoisie urbaine, etc.) comme du point de vue des conditions subjectives (présence, à côté de la classe ouvrière d'autres classes – principalement les paysans – prêts, en raison de leurs conditions objectives d'existence sociale, à accepter les méthodes révolutionnaires de lutte contre le système existant)*».

Et la thèse 4: «*la révolution en Iran, dans sa signification pratique, ne peut être "directement" et immédiatement une révolution socialiste*». Par conséquent, l'objectif était

l'établissement d'une «république populaire démocratique» (4), c'est-à-dire, selon le marxisme, d'un régime qui restait **bourgeois**. Son refus de voir dans les Khomeinistes une expression de la «bourgeoisie nationale anti-impérialiste» qu'il faudrait soutenir, position de nombreux courants pseudo-socialistes en Iran (et hors d'Iran), n'allait donc pas jusqu'à rejeter une conception de la révolution «par étapes» (d'abord l'étape démocratique-bourgeoise, ensuite l'étape socialiste), directement héritée du stalinisme.

L'ANONYMAT DANS LE TRAVAIL DU PARTI

Un autre point qui est souligné par ses partisans est que Hekmat commença alors à publier ses articles sous son nom: «Jusque là, suivant une tradition de la gauche iranienne – écrit son biographe –, ses écrits avaient été publiés de manière anonyme. La publication d'articles portant la signature de l'auteur était l'un des résultats de la critique des pratiques de la gauche iranienne, dont les leaders avaient pour règle de rester anonyme» (5).

«Contrairement à l'anonymat bordiguiste, à la prééminence du parti sur l'individu jusqu'à l'absorption complète du premier dans le second – écrit un autre hekmaliste –, Mansoor Hekmat affirme la nécessité de figures politiques connues et identifiables: "Après tout, si vous voulez que les gens viennent avec vous, vous devez vous montrer à eux. Nous ne pouvons pas faire cela sans un nom, une identité et une image politique. Pour mobiliser 2.000.000 de personnes, il vous faut 10.000 personnes réelles, avec des identités et des visages connus, avec de l'influence et du respect parmi les gens" (...). C'est toute une conception du lien entre l'individu, le parti et la société qui est en jeu: "Dans la lutte, l'individu est important. L'individu est ce qui donne un visage aux syndicats, aux partis politiques et

aux mouvements; c'est ce qui les rend tangibles, accessibles aux gens. Quand vous recherchez une organisation, vous ne voyez pas seulement ses fonctions, son rôle, son programme et sa raison d'être, mais aussi les gens qui la font. C'est crucial pour créer un lien concret entre cette organisation et la société (...). Être cachés, sans visages, n'exister que dans les marges, ce ne sont pas les marques du communisme. (...) Pour les marxistes, apparaître comme des personnes réelles, c'est bien le socialisme; c'est la mission du socialisme; c'est le point de départ du socialisme. Tout le reste n'est pas le socialisme"» (6).

L'«anonymat bordiguiste» ne signifie pas que les militants sont «cachés et sans visage», c'est-à-dire clandestins! Sa fonction est la lutte contre le culte on ne peut plus bourgeois de l'individualisme dont la forme extrême est le culte du chef, le **culte de la personnalité**, dont les ravages ont été immenses dans le mouvement révolutionnaire prolétarien.

Historiquement lié au stalinisme, ce culte du chef se retrouve à des degrés divers dans tous les partis bourgeois, démocratiques ou dictatoriaux, mais aussi dans nombre de partis et organisations qui se prétendent révolutionnaires mais où les questions politiques cèdent le pas aux questions et aux affrontements de personnes. A l'inverse l'anonymat signifie donner la primauté au caractère collectif du travail du parti. Nul ne peut se servir du parti à des fins de carrière ou de prestige personnel (même si c'est seulement le prestige dans le cercle aujourd'hui très restreint du «milieu» révolutionnaire!). Les militants n'ont pas tous les mêmes capacités ni les mêmes possibilités de travail; mais tous donnent le meilleur d'eux-mêmes au parti, à cet organe collectif et impersonnel qui doit intégrer harmonieusement leurs efforts en dépassant les limites et les vicissitudes des individus, parce qu'ils savent collaborer ainsi au but historique grandiose qu'est l'émancipation du prolétariat, et par là, celle de l'humanité toute entière.

Le parti de classe ne doit ni ne peut fonder son influence auprès des prolétaires et gagner leur «respect», sur la popularité ou le prestige d'individus et de grands noms, y compris les plus renommés: cela ce n'est pas le socialisme, c'est l'**antithèse** du socialisme! Le parti ne doit et ne peut compter pour conquérir une influence que sur sa capacité théorique, politique et pratique à mener une activité conforme

dans tous les domaines aux intérêts prolétaires, sachant que cette «conquête» dépend de la capacité des travailleurs dans une période donnée à entrer en lutte pour défendre leurs intérêts.

LA FUSION AVEC KOMALA ET LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'IRAN

La crise des différentes organisations d'«extrême gauche» avec le reflux du mouvement social et la consolidation du nouveau pouvoir khomeiniste renforça l'audience de l'UMC. Elle entra en particulier en contact avec un groupe originellement de tendance «pro-albanaise» existant depuis plusieurs années au Kurdistan iranien: Komala. Ce groupe avait participé, parallèlement à son rival le PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, organisation des notables nationalistes kurdes), à la lutte armée après la chute du Shah pour conquérir un statut d'autonomie du Kurdistan.

Pendant toute une période le nouveau pouvoir central iranien ne réussira pas à établir son contrôle sur une zone aux mains des combattants de différentes organisations kurdes (Komala, PDKI, Moudjahidines du Peuple); de nombreux opposants au régime Khomeiniste, dont les militants de l'UMC, viendront s'y réfugier pour échapper à la répression de plus en plus forte dans les grandes villes.

Après l'éclatement de la guerre Iran Irak, Komala recevra une aide du régime de Saddam Hussein qui lui permettra d'installer des bases en Irak; mais une véritable guerre l'opposera au PDKI, ce qui facilita la victoire de l'armée régulière iranienne. Fin 1984, il n'y avait plus de «zones libérées» au Kurdistan iranien, même si des groupes de guérillas y existaient encore. Entre-temps, Komala avait commencé à réviser ses positions politiques lors de son congrès de 1981, permettant ainsi une convergence politique et un «travail commun» avec l'UMC (7). La fusion entre les deux organisations en 1983 aboutit à la constitution du Parti Communiste d'Iran, Komala en étant l'organisation au Kurdistan iranien et sa branche armée; le chef de Komala était nommé secrétaire général du nouveau parti.

Nous n'avons pas de documents sur les bases politiques et programmatiques de cette unification, mais ce que nous avons dit des thèses de l'UMC suffit pour comprendre que ces bases ne pouvaient être réellement marxistes. D'autre part toutes les divergen-

ces entre les deux organisations n'avaient probablement pas été affrontées et résolues: le fait même que Komala ait continué à exister comme une partie du PCI, indique que la création du nouveau parti relevait plus d'un compromis entre organisations que d'une véritable fusion.

Quoi qu'il en soit, les divergences au sein du PCI, tournant semble-t-il surtout autour de la question kurde (8), prirent un tour aigu en 1989, lorsque Hekmat démissionna de la direction du parti pour former une fraction

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original

Le parti que nous sommes sûrs de voir ressurgir dans un lumineux avenir sera constitué par une vigoureuse minorité de prolétaires et de révolutionnaires anonymes, qui pourront remplir différentes fonctions, comme les organes d'un même être vivant, mais qui seront tous, à la périphérie comme au centre, liés à la règle inflexible et impérieuse du respect de la théorie; de la continuité et de la rigueur dans l'organisation; d'une méthode précise d'action stratégique aux impératifs inviolables dont l'éventail des possibilités doit être tiré de la terrible leçon historique des ravages occasionnées par l'opportunisme.

Dans un tel parti finalement impersonnel, nul ne pourra abuser du pouvoir à cause précisément de la caractéristique inimitable qui le distingue de façon ininterrompue depuis son origine en 1848.

Cette caractéristique est celle de l'absence d'hésitation du parti et de ses adhérents à affirmer que la conquête du pouvoir politique et son exercice central est sa fonction exclusive, sans jamais et à aucun moment cacher ce but, jusqu'à ce que tous les partis du capital et de ses laquais petit-bourgeois aient été définitivement exterminés.

(Parti Communiste International R. G. de Parme, 1958, extraits)

«Communisme-ouvrier»

interne. Il fut réélu ensuite à la direction, mais les divergences aboutirent finalement à la rupture en 1991. Considérant que le nationalisme kurde était devenu dominant dans le PCI, Hekmat et ses camarades fondèrent alors le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran (9); en 1993 fut constituée sur des bases politiques et programmatiques identiques une organisation-soeur, le Parti Communiste-Ouvrier d'Irak par la fusion du «Courant Communiste» (groupe originellement lui aussi pro-albanaï) et de la «Ligue pour l'Emancipation de la classe ouvrière» issue du vieux Parti Communiste Irakien (10). C'est à partir de ce moment et dans la période qui suivit que Hekmat développa et précisa les conceptions particulières du dit «communisme-ouvrier».

Mais immédiatement après sa mort en 2002, une crise importante frappa le mouvement qui se réclamait de lui.

Dès cette année, le nouveau secrétaire-général du PC-OI avançait la perspective de la participation à un «gouvernement provisoire garantissant les libertés publiques» (11) – c'est-à-dire la participation à un gouvernement démocratique bourgeois, ce qui rencontra l'opposition d'autres dirigeants du parti. L'apparition d'une forte agitation en Iran en 2003 exacerbait les divergences jusqu'au point où une scission eut lieu dans le PC-OI; aucune des deux tendances qui s'affrontaient n'était hostile par principe à la participation à un tel gouvernement, mais les scissionnistes l'estimaient souhaitable comme un premier pas pour accroître la force du parti et éviter que l'effondrement éventuel du régime islamique ne débouche sur une situation à la libanaise (le «scénario noir»), à un moment où la révolution socialiste n'était pas encore possible; ils accusaient les autres de manquer de «volontarisme» (12).

Pour ces derniers, la participation à un gouvernement provisoire n'était pas à écarter en principe, mais elle n'était éventuellement possible que sur la base d'un rapport de forces déjà existant dans la rue, la perspective normale devant être l'«établissement immédiat du socialisme» (13); nous reviendrons sur cette dernière position. Les scissionnistes créèrent le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran-Hekmatiste. Ils reçurent l'appui du Parti Communiste-Ouvrier d'Irak dont une fraction s'en détacha alors pour constituer le Parti Communiste-Ouvrier de Gauche, lié au PC-OI.

Comme on le sait le régime islamique ne s'est pas effondré et aucune

des deux fractions, puis des deux partis, n'a eu l'occasion de mettre en pratique ses positions...

* * *

Cet exposé de la genèse et de la vie du courant hekmatiste est sans aucun doute schématique; mais l'histoire tourmentée de cette tendance montre déjà que ses prétentions à incarner un courant s'inscrivant dans la continuité historique des luttes communistes du prolétariat et ayant en outre découvert l'explication des défaites prolétaires et leur remède, sont à prendre avec des pincettes. Si nous considérons les textes théoriques du «communisme-ouvrier», nous y trouverons la clé d'une politique qui est en réalité non classiste mais **opportuniste**.

LE PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE-OUVRIER D'IRAN

Ce programme, rédigé par Hekmat en 1992 après la formation du PC-OI (14) est toujours revendiqué comme texte de base par les différents groupes qui se rattachent au communisme-ouvrier, en Irak en Iran et ailleurs; sa critique est donc instructive, comme nous le verrons à la lecture de sa partie théorico-politique générale

Le texte a été manifestement écrit en référence au Manifeste Communiste et l'on y retrouve d'ailleurs des phrases tirées de textes marxistes fondamentaux, mais la copie ne vaut pas l'original, tant s'en faut!

Reproduisons le premier paragraphe, «Un monde meilleur»:

«Changer le monde pour en créer un meilleur a été, tout au long de l'histoire de l'humanité, une aspiration profonde. Il est vrai que le monde d'aujourd'hui est dominé par des idées fatalistes, religieuses ou non, qui considèrent comme inévitable la sinistre situation actuelle de l'humanité. Néanmoins, l'action, la vie réelle des gens révèlent un espoir solidement ancré dans la possibilité d'un futur meilleur, et même de son inéluctabilité. Cet espoir que le monde de demain sera libéré des inégalités actuelles, des difficultés et des privations, l'idée que les gens pourront individuellement et collectivement influencer la forme du monde à venir, est profondément enracinée. C'est elle qui guide la vie et l'action d'un grand nombre de gens. Le communisme-ouvrier, avant toute chose, appartient à cet inébranlable espoir de personnes innombrables de généra-

tions successives, pour qui construire un monde futur meilleur de leurs propres mains est à la fois nécessaire et possible».

Au fond, tout est déjà dit là, et nous pourrions nous dispenser de pousser plus avant la lecture pour conclure que nous sommes en présence d'un écrit idéaliste, non marxiste: «la vie et l'action» des «gens» seraient «guidées» par une «idée»; en quelques phrases Hekmat a fait disparaître le matérialisme historique selon lequel c'est la lutte des **classes** (et non «l'action d'un grand nombre de **gens**») qui est le moteur de l'histoire de l'humanité et le matérialisme tout court pour qui ce n'est pas le monde des idées qui détermine l'action des hommes, mais au contraire leurs actions, sous le poids des déterminations matérielles, qui déterminent leurs idées.

Les conséquences de ce point de vue sont immédiates: si ce sont les idées qui sont déterminantes, alors la lutte d'idées devient prioritaire et, par exemple, on peut faire reculer la religion en menant une lutte «idéologique», y compris avec les associations bourgeoises athées; ou bien on peut expliquer les événements qui ont conduit à la dégénérescence de la révolution russe par le simple fait que les dirigeants bolcheviques n'auraient pas eu les idées claires sur ce qu'ils auraient fallu faire. Notons aussi en passant que cet espoir d'un futur meilleur est engendré par le capitalisme lui-même qui révolutionne constamment le procès de production en présentant cela comme une nouveauté et un progrès continu, et qu'il est claironné par les forces réformistes à son service qui prétendent que le capitalisme est réformable.

Mais on pourrait nous objecter que nous tirons trop vite des conclusions à partir de quelques phrases, soit écrites maladroitement, soit écrites de façon «populaire» pour toucher plus facilement les masses. A notre avis, s'agissant d'un texte jugé aussi important par les partisans du communisme-ouvrier, cet argument ne vaudrait rien. Mais poursuivons cependant la lecture du texte...

Les choses ne s'arrangent pas avec le paragraphe qui suit, intitulé: «Liberté, égalité, prospérité».

Le programme communiste-ouvrier reprend ainsi à son compte la devise de la révolution bourgeoise, en remplaçant seulement le dernier terme par «prospérité»! Marx et tous les marxistes à sa suite ont longuement expliqué que cette devise exprimait le programme bourgeois de mettre fin aux fonde-

ments inégalitaires et aux multiples entraves du système féodal qui bloquaient le développement capitaliste, la «fraternité» étant un idéal de paix et de concorde entre les classes qui, lui, ne pouvait jamais se concrétiser dans les nouveaux rapports de production. Le remplacement de «fraternité» par «prospérité» ne rend pas la devise moins bourgeoise, elle y ajoute seulement une touche à la saveur typiquement petite-bourgeoise (ce sont les petits-bourgeois qui aspirent à la prospérité dans le cadre du capitalisme).

Nulle critique marxiste donc dans ce paragraphe, mais ces quelques considérations: *«Au long de l'histoire de l'humanité, certaines idées sont devenues synonymes du bonheur humain et de progrès social, si bien qu'elles constituent aujourd'hui les principes essentiels du vocabulaire politique à l'échelle mondiale. Ces idéaux forment précisément les fondations intellectuelles du communisme-ouvrier. Le communisme-ouvrier est un mouvement pour changer le monde et bâtir une société libre, égale, humaine et prospère.»*

Retenons l'aveu: ces idéaux, intégralement **bourgeois**, sont les **fondements intellectuels** du communisme-ouvrier!

RÉFORMISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES

Le chapitre suivant, «lutte de classe, prolétariat et bourgeoisie», semble au premier coup d'oeil plus conforme aux positions marxistes classiques: l'auteur se souvient et dit que «l'histoire des sociétés est l'histoire de la lutte des classes», etc.

Mais les concepts apparaissent flous, et comme disait la grand-mère d'une responsable du PS, *«quand il y a du flou, il y a un loup»*. Dans de nombreux textes les communistes-ouvriers répètent que leur conception du rapport entre réforme et révolution est un des points qui les caractérise le plus. Voyons ce qu'en dit leur programme.

Selon Hekmat, la société actuelle est divisée en deux «camps». *«Le camp du prolétariat, des travailleurs, malgré la variété d'idées, de tendances et de partis en son sein, représente la volonté de changer le système en faveur des pauvres et des opprimés. (...) Le communisme ouvrier appartient au camp du prolétariat»*. Ainsi donc les différentes idées (sic!), tendances et partis présentes actuellement parmi les prolétaires, représenteraient toutes la «volonté» (re-sic!) de

changer le système? Les forces du collaborationnisme interclassiste qui sont prédominantes aujourd'hui dans le prolétariat, seraient surprises de l'apprendre!

Ce nous avons ici c'est une attitude bien précise vis-à-vis des partis et organisations réformistes, dont on nous dit qu'elles font partie du même camp que les communistes-ouvriers.

Lénine, lui, parlait de **«partis ouvriers bourgeois»**: ces organisations et partis sont «ouvriers» au sens où ils recrutent au moins une partie de leurs adhérents parmi les travailleurs, mais ils sont **politiquement bourgeois**, parce que fondamentalement leur action politique consiste à soutenir le pouvoir et l'ordre bourgeois. Ils ne font donc pas partie du même «camp» que le parti et les organisations de classe, mais ils appartiennent au camp ennemi; pour reprendre une autre formule utilisée par les bolcheviks, ils ne sont pas *«l'aile droite du prolétariat, mais l'aile gauche de la bourgeoisie»*; ou, mieux, ils sont *«les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie au sein du prolétariat»*. Tout le problème est alors de savoir comment arracher les prolétaires à l'influence de ces agents de la bourgeoisie: voir à ce propos, sur cette même revue, les brûlantes discussions sur la question du «Front Unique» qui ont eu lieu dans l'Internationale Communiste.

Qu'elle est la position effective du communisme-ouvrier par rapport à ces partis et organisations?

Le programme se garde bien de le dire ouvertement, mais on peut déjà constater qu'il ne reprend pas les thèses bolcheviques que nous venons de rappeler. Dans un discours prononcé lors de la première conférence des cadres du PC-OI (15), Hekmat affirmait: *«la question de la relation entre révolution et réforme, et donc [sic!] la relation entre les éléments révolutionnaires et les organisations en prise avec les réformes sociales est l'un des piliers de notre conception»*. Qu'est-ce à dire? *«Soutenir les syndicats et avoir des relations de proximité avec leur aile gauche, renforcer le mouvement ouvrier dans son ensemble contre la bourgeoisie, est une tâche d'une importance vitale. Mais nous devons scruter minutieusement, comme communistes ouvriers, les conceptions et la politique des organisations de la classe ouvrière et de leurs leaders»*.

Il faudrait donc soutenir – tout en les scrutant minutieusement! – les organisations existantes de la classe ouvrière et leurs leaders. Pourtant il

n'y a pas besoin de les scruter minutieusement pour comprendre que ces organisations (ce que Hekmat appelle le «mouvement ouvrier dans son ensemble») sont des **organisations de collaboration de classe**, qu'elles sont en définitive la **courroie de transmission** de l'influence bourgeoise au sein de la classe. Tel n'est cependant pas l'avis de Hekmat pour qui: *«les leaders radicaux des travailleurs aux USA, au Canada, en Allemagne, en Grande-Bretagne doivent également être confrontés avec les questions de savoir pourquoi ils ne sont pas communistes, pourquoi ils n'ont rien à dire et à faire en ce qui concerne les fondations économiques du système actuel (...). Nous ne critiquons pas l'isolationnisme sectaire de la gauche non-ouvrière juste pour ployer ensuite devant les attitudes corporatistes et isolationnistes des mouvements ouvriers réformistes, et de leur extériorité à la cause générale de la révolution sociale de la classe ouvrière»*. Mais ce sont les Communistes-Ouvriers qu'il faudrait confronter à la question de savoir comment ils s'imaginent que les organisations réformistes et leurs leaders – même «radicaux» – pourraient ne plus être réformistes, c'est-à-dire ne plus être des partisans du système capitaliste?

Le réformisme, ce n'est pas un ensemble de fausses idées, c'est une **force matérielle** dont la puissance, tirée du système capitaliste, donc tirée de l'exploitation de la force de travail salariée, lui permet de corrompre non seulement certains individus, certaines organisations, mais mêmes certains secteurs du prolétariat, ceux que le marxisme appelle l'**aristocratie ouvrière**. L'«extériorité à la cause générale de la révolution sociale», c'est-à-dire, quand on n'a pas peur des mots, la nature **contre-révolutionnaire** des organisations réformistes, tient donc à des causes matérielles aussi puissantes que le capitalisme lui-même. Quand on se prétend révolutionnaire, il faut sans relâche avertir les prolétaires que ces organisations et leurs leaders sont en réalité leurs **adversaires** qui feront tout pour les empêcher de prendre la voie de la lutte de classe, y compris en attirant sur eux la répression bourgeoise, comme ils l'ont déjà fait maintes fois dans le passé.

Hekmat fait une confusion volontaire entre **lutte pour des réformes** (mieux: des revendications immédiates, partielles, limitées, etc.) que, effectivement, les communistes ne doivent pas dédaigner, et attitude par

«Communisme-ouvrier»

rapport aux **organisations** réformistes, agents de la collaboration entre les classes et adversaires de la révolution. Ce sont deux choses absolument différentes, car c'est dans la lutte pour ces revendications que les communistes peuvent et doivent **combattre** les réformistes pour avoir la possibilité d'arracher les prolétaires à leur influence.

Les partis et organisations réformistes ne sont pas des partisans sincères mais bornés de la lutte ouvrière, ce sont des **adversaires** de celle-ci; ils essaient **toujours** de l'empêcher ou, si ce n'est pas possible, de la contrôler, de la dévier pour la faire avorter au plus vite.

Cependant, pour conserver leur influence, leurs adhérents et la justification de leur existence (y compris au yeux de la bourgeoisie!), ces organisations sont contraintes de faire mine de défendre les intérêts des travailleurs et de se prétendre leurs «représentants». Elles ne peuvent donc pas ne pas reprendre et défendre, au moins en paroles, certaines revendications prolétariennes; mais à la condition qu'elles soient compatibles avec les intérêts capitalistes et qu'elles puissent être obtenues par la voie du «dialogue social» et du compromis politique, la mobilisation ouvrière éventuellement organisée par elles servent alors essentiellement d'exutoire et secondairement de moyen de pression dans le cadre bien rodé de la collaboration entre les classes.

Si le programme du PC-OI évite de rappeler tout cela quand il débite ses banalités sur la lutte pour les réformes, ce n'est pas par hasard ou par manque d'informations. C'est parce que les «communistes-ouvriers» ne sont que l'un des ces partis «centristes», comme les appelaient les bolcheviks, pseudo-révolutionnaires incapables de rompre avec le réformisme, partis qui n'ont pas seulement «des relations de proximité avec [son] aile gauche», mais qui sont partie intégrante de cette aile gauche du réformisme!

* * *

Le 4e chapitre, «Le communisme-ouvrier», est un décalque confus du Manifeste Communiste. Sans nous livrer à une critique détaillée, relevons seulement la confusion la plus importante, qui revient très souvent dans les textes communistes-ouvriers: «*Le communisme-ouvrier est le mouvement **social** du prolétariat*» (souligné par nous).

Dans le discours cité ci-dessus,

Hekmat affirme que le marxisme est «un mouvement social»; et parlant du «*caractère social objectif du socialisme ouvrier*», il explique: «*Le socialisme ouvrier est un mouvement social qui existe de façon indépendante, et non un produit dérivé de l'activité des marxistes et des communistes. (...) Le socialisme est (...) un cadre pour une certaine lutte sociale qui existe inévitablement et indépendamment de la présence ou de l'absence d'un parti; c'est un mouvement social qui s'est poursuivi tout au long des XIXe et XXe siècles, et qui est encore aujourd'hui clairement observable. Il y a toujours une partie de la classe ouvrière qui ne se contente pas d'une lutte défensive, qui ne croit pas que (...), qui pense que (...), qui pense que (...), et finalement qui pense que (...). Ce n'est rien d'autre que la définition du socialisme ouvrier.*».

Ce fameux caractère social **objectif** serait en définitive de nature essentiellement **subjective**: la pensée d'une partie de la classe ouvrière! Un certain Marx disait: «*Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir **ce que** le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être*» («La Sainte Famille», ch. IV, 4)...

Continuons:

«*Mais derrière les activités des syndicats de droite, derrière les paroles des leaders syndicaux, quelques naïves [sic!] ou timides [re-sic!] que soient leurs déclarations, on peut reconnaître certains faits qui montrent l'existence d'une tendance socialiste et d'une lutte socialiste de la classe ouvrière.*».

Les bonzes syndicaux vendus au capitalisme exprimeraient donc d'une certaine façon l'existence d'une tendance et d'une lutte socialiste de la classe ouvrière?

«*Le socialisme ouvrier est la tendance au sein de la classe qui crée des leaders [sic! toujours l'accent sur les personnalités et les chefs...] radicaux et maintient la pression constante sur les leaders non radicaux. Reconnaître et mettre l'accent sur l'existence d'un réel mouvement socialiste au sein de la classe ouvrière elle-même, quelque soit l'expression intellectuelle [sic!] qu'il a trouvé à chaque période est l'une des caractéristiques importantes de notre courant politique. (...) Le parti que nous formons aujourd'hui (...) est formé dans la tradition de la lutte des travailleurs pour l'égalité économique dans la*

société [re-sic!], une lutte qui a constamment existé dans le capitalisme – et c'est là que le parti communiste-ouvrier d'Iran trouve sa force» (16).

Reprenons: il existerait en permanence dans la classe ouvrière un mouvement social aspirant **intellectuellement** au socialisme (ou, ce qui est l'inverse, à l'égalité économique *dans la société bourgeoise!*) sous des expressions diverses (on retrouverait sa trace jusque dans les organisations réformistes, qui seraient alors une de ses expressions): le communisme-ouvrier, le marxisme; le PC-OI se serait fondé sur la base de ce mouvement social, de cette tradition de lutte pour l'égalité économique. Ce que nous avons là, c'est une pure profession de foi **spontanéiste** et **immédiatiste**.

En réalité, selon le marxisme authentique (et non le marxisme transformé en bouillie de Hekmat), il existe en permanence une **lutte des classes** dans cette société car c'est le capitalisme qui produit l'antagonisme social. Cette lutte est tantôt sourde, tantôt ouverte, elle connaît des hauts et des bas; dans les périodes de prospérité économique et dans les pays les plus riches, la bourgeoisie qui mène en permanence de façon tout-à-fait consciente et scientifique cette lutte, réussit à obtenir et à maintenir pendant un temps plus ou moins long, une véritable **paix sociale**. Les antagonismes sociaux n'ont pas disparu pour autant, mais ils ne se manifestent que de façon indirecte par des actes qui sont classés dans la rubrique «faits divers», «problèmes de société», etc. Dans ces périodes où la domination de la contre-révolution paraît totale, **il n'existe pas** de mouvement social aspirant au socialisme; dans ces périodes, les révolutionnaires sont réduits à des petites minorités à contre-courant, isolées et incomprises y compris des prolétaires.

Vouloir fonder un parti sur la base de l'existence d'un mouvement social au sein de la classe, c'est-à-dire selon Hekmat, sur la base de ce que «pensent» ou «expriment» les prolétaires à un moment donné, signifie inévitablement se mettre à la remorque de l'état d'esprit contingent des prolétaires, état d'esprit qui change selon les situations. Il est alors naturel que ce parti puisse avoir une «proximité» avec les réformistes, ces gardes-chiourme de l'ordre bourgeois, parce qu'ils jouissent à un moment donné d'une influence prépondérante parmi les travailleurs... Le véritable parti communiste, lui, est étranger à cet opportunisme: il ne doit et ne peut se fonder

que sur les bases non contingentes du bilan **historique** des luttes de classe, de la théorie et du programme marxistes (programme spécifiquement politique et non mouvement social!) qui en synthétisent les leçons et tracent la voie de l'émancipation prolétarienne future. Avec la pleine conscience que cela implique, dans certaines périodes plus ou moins longues et dans certaines circonstances, d'être à **contre-courant**, de rester **isolés** des grandes masses vaincues par l'ennemi de classe, déboussolées par la puissance de sa machine de propagande et désorientées par les faux partis ouvriers vendus à l'ennemi.

Ce parti est alors par exemple capable de ne pas succomber aux idéaux de liberté et d'égalité et de comprendre leur nature bourgeoise (les communistes ne luttent pas pour l'égalité économique des travailleurs avec les non-travailleurs, pour leur liberté face à la bourgeoisie, mais pour la suppression des classes et du mode capitaliste de production); tout en sachant que, comme disait Engels dans l'Anti-Dhring, la revendication d'égalité est une façon déformée pour les prolétaires de revendiquer l'abolition des classes sociales.

LA RÉVOLUTION DANS UN SEUL PAYS ET LE PASSAGE IMMÉDIAT AU SOCIALISME

Un autre point saillant du programme souvent mis en avant par les hekmatistes est la notion de passage immédiat au socialisme, à l'inverse de la thèse 4 de l'UMC que nous avons citée en préambule plus haut: «*L'objectif immédiat du Parti communiste-ouvrier est d'organiser la révolution sociale de la classe ouvrière. Une révolution qui mette à bas toutes les relations capitalistes d'exploitation et mette fin à l'exploitation et aux privations. Notre programme est l'établissement immédiat de la société communiste*» (17).

Il faut d'abord remarquer que cette affirmation est en contradiction avec la deuxième partie du programme où toute une série de réformes politiques et sociales longuement et minutieusement énumérées sont présentées comme étant des revendications «immédiates». Alors l'objectif immédiat est-il la révolution sociale ou la démocratisation de l'Etat actuel? Cette deuxième partie du programme explique: «*aussi longtemps et partout où prévaut le capitalisme, le Parti communiste-ouvrier lutte également pour les réformes les plus profondes et les*

plus avancées au niveau politique, économique, social et culturel, qui élèvent le niveau de vie du peuple [sic!] et les droits politiques et civiques au plus haut niveau possible. Ces réformes, avec la force et l'unité gagnée dans la lutte pour leur réalisation, facilitent à la classe ouvrière l'attaque finale contre le système capitaliste.»

Les réformes, qui seraient réellement capables d'augmenter le niveau de vie du peuple (de quelles classes du peuple?), seraient la préparation de la révolution: c'est ce que disaient autrefois les réformistes pour justifier leur abandon d'une politique révolutionnaire. Selon le marxisme, la lutte pour les revendications immédiates du prolétariat (ou les réformes répondant aux besoins de celui-ci), doit être «l'école de guerre du communisme»; les communistes doivent toujours rappeler que les revendications ou réformes obtenues ne peuvent être que précaires, qu'elles risquent toujours d'être remises en cause, et qu'elles ne doivent jamais faire perdre de vue la lutte plus générale et révolutionnaire pour le renversement du capitalisme. A la lecture du programme hekmatiste, on a l'impression est que les grandes phrases sur la révolution immédiate n'y servent qu'à justifier la possibilité d'une pratique réformiste...

Revenons à la thèse du passage immédiat au socialisme; d'apparence on ne peut plus radicale, elle constitue une rupture ouverte avec les positions matérialistes marxistes. Nous allons le voir en examinant un autre texte de Hekmat: «L'expérience de la révolution ouvrière en Union soviétique. Esquisse d'une critique socialiste» (18); nous n'avons pas ici la place d'en faire la critique d'une façon aussi approfondie qu'il le faudrait, aussi nous contenterons-nous d'en relever les traits les plus significatifs.

Après avoir réfuté, avec raison, l'explication selon laquelle la victoire de la contre-révolution a été causée par la bureaucratisation de l'Etat, la dégénérescence du parti, etc., Hekmat affirme qu'il faut chercher la cause ailleurs. Selon lui, après la victoire de la révolution en 1917: «*la construction du socialisme en Russie, au véritable sens marxiste du terme, n'était pas seulement possible, mais nécessaire pour continuer et consolider la révolution.*» «*La Russie arriérée de la fin du XIXe siècle pouvait devenir capitaliste ou socialiste*»; «*étant donné les conditions de la Russie, ces deux alternatives étaient historiquement réalisables.*» C'est parce que les

bolcheviks n'ont «*pas construit une société socialiste en Union soviétique*» que la contre-révolution a triomphé. Hekmat repousse les conceptions «*qui fondent leur analyse sur une «impossibilité» de la transformation économique de la société russe après la prise du pouvoir par les ouvriers, qu'elle soit associée à la «nécessité de la révolution mondiale» ou au «retard» de la Russie, parce que ces perspectives nient la raison d'être de la révolution ouvrière en Russie.*»

Répétons: si une **transformation socialiste** n'était pas possible dans le pays, alors la révolution ouvrière n'avait pas lieu d'être. On voit tout de suite l'essentiel: pour Hekmat la révolution ouvrière est un phénomène purement **national**.

Les Mencheviks qui partageaient la même position, disaient: puisque la révolution à venir ne peut être que bourgeoise, alors le prolétariat doit laisser la bourgeoisie la diriger. Les bolcheviks disaient: le prolétariat doit tendre à prendre la tête de la révolution, non pour instaurer le socialisme ce qui est matériellement impossible, mais pour assurer la victoire de la révolution anti-féodale en Russie et pousser à la révolution ouvrière, socialiste, dans les pays capitalistes développés d'Europe.

Cette vision internationale de la révolution est complètement étrangère à Hekmat qui défend ce qu'on pourrait appeler la thèse de «**la révolution dans un seul pays**»: la question se résume à ce qui était possible en Russie, et selon lui deux alternatives étaient possibles pour la «*modernisation*» du pays, l'alternative prolétarienne et l'alternative bourgeoise.

Sous l'impulsion de la social-démocratie (c'était alors le nom du parti de classe révolutionnaire) «*le prolétariat a rejeté les convictions qu'il partageait avec l'opposition moderniste [bourgeoise – NdLR] et acquis ses propres idées d'une perspective indépendante*»; mais, nous dit-il, si cette séparation s'est «*produite complètement sur le terrain idéologique et politique, elle ne s'est pas produite de la même façon dans la réflexion économique, à savoir en ce qui concerne les perspectives économiques de la société russe post-tsariste. Il n'y eut aucune polémique avant la révolution de 1917 visant à clarifier ce qu'on attendait de l'économie post-révolutionnaire.*»

La social-démocratie russe souffrait d'une «*incompréhension*» des tâches économiques socialistes parce que sa critique du capitalisme por-

«Communisme-ouvrier»

taient essentiellement sur l'anarchie dans la production: L'«*avant-garde ouvrière*» n'avait pas «*une vue économique alternative et [n'était pas] immunisée contre la perspective bourgeoise en matière de développement économique*». «*Ce n'est que lorsque le cours de l'économie russe en a fait une question urgente que se sont posés les éléments communs entre les vieux idéaux de la bourgeoisie anti-tsariste russe (modernisme, industrialisation...) et les attentes de l'avant-garde ouvrière (qui ne les avaient pas jusqu'ici critiquées)*. Au moment historique décisif des années 20, ces éléments communs ont bloqué la marche en avant de la révolution prolétarienne sur le terrain économique et ont mené cette révolution sur le chemin du développement capitaliste en Russie». «*Le parti ouvrier, n'ayant pas une vision claire de la transformation révolutionnaire des rapports de production (...) s'est replié sur les terrains d'entente en matière de positions économiques avec la perspective bourgeoise*».

Toute cette analyse révèle une incroyable ignorance des discussions et des polémiques enflammées au sein du mouvement socialiste russe et international sur la possibilité de l'instauration du socialisme en Russie; et cela pas seulement à l'époque de Lénine mais y compris dans la période précédente: apparemment Hekmat ne sait rien des travaux et des conclusions de Marx et Engels à ce sujet, puisqu'il écrit que dans le Manifeste Communiste et l'Idéologie allemande, Marx «*avait établi la faisabilité de la construction du socialisme 60 ans avant que [le dirigeant bolchevik] Zinoviev ne la nie pour la Russie*».

Signalons d'abord que Marx et Engels n'ont jamais parlé de «construction» du socialisme, expression stalinienne datant de l'époque où en Russie on construisait réellement... le **capitalisme** d'Etat. Le socialisme est d'abord **destruction**: destruction du capitalisme pour que puissent s'épanouir les nouveaux rapports de production entre les hommes et les nouvelles formes de production; mais pour que le capitalisme puisse être détruit, il faut qu'il soit d'abord devenu le mode de production dominant, qu'il ait pris la place du ou des modes de production pré-capitalistes!

La question de la possibilité du passage au socialisme en Russie a été une des questions centrales à résoudre pour la constitution des premiers groupes marxistes dans ce pays. Le courant «populiste», socialiste pe-

tit-bourgeois, estimait que la Russie se trouvait dans une situation exceptionnelle: elle pouvait directement aller au socialisme sans passer comme en Europe par le capitalisme, en s'appuyant sur les traditions communautaires existant dans la «commune» rurale russe.

Sur la base d'une étude approfondie de la structure économico-sociale du pays, Marx était arrivé à la conclusion qu'il était théoriquement possible que la commune russe, où subsistaient encore des formes de communisme primitif, joue ce rôle, permettant à la Russie de faire un **bond** par dessus le capitalisme; mais la condition était que la révolution russe donne le signal de la révolution prolétarienne européenne, directement socialiste, qui fourniraient les forces productives nécessaires à ce gigantesque bond historique.

Quelques années plus tard, Marx et Engels concluaient qu'en raison de la dégénérescence accélérée de la commune et du développement des formes mercantiles bourgeoises, cette possibilité n'existait plus; il n'y avait plus d'«exceptionnalité» russe, il n'était plus possible d'éviter le passage au **capitalisme**: dès lors «*la Russie ne peut accélérer [NB: accélérer, pas instaurer!] le cours vers le socialisme, saisir l'occasion que les révolutions anti-féodales donnent historiquement au prolétariat que sur la seule base de l'appui d'une révolution sociale triomphante en Europe*» (19).

Hekmat prétend faire une analyse matérialiste, mais il ne se soucie pas d'analyser les conditions économiques et sociales de la Russie tsariste pour déterminer si elles permettaient le passage au socialisme: il régresse ainsi non seulement par rapport à Marx et Engels, mais même par rapport aux populistes qui, s'ils en tiraient des conclusions fausses, fondaient au moins leur perspective sur des structures sociales existantes (la commune rurale).

En outre, son analyse se déroule, comme nous l'avons déjà noté, dans un cadre exclusivement **national**, celui de l'histoire de la seule société russe: il ne soupçonne pas que la perspective marxiste est **internationale**, tant au niveau des orientations politiques que sur le plan de l'analyse économique. Il est donc parfaitement incapable de comprendre que la révolution russe a été la conjonction de deux révolutions (ou plus): la révolution nationale anti-tsariste, bourgeoise, dont le protagoniste était essen-

tiellement la paysannerie (classe totalement absente dans son analyse) et qui mûrissait depuis longtemps dans les entrailles du pays; et la révolution prolétarienne, socialiste, dont le protagoniste était la classe ouvrière et dont l'arène était internationale; le débile capitalisme russe était le «maillon faible» de la chaîne capitaliste internationale, brisé par la vague révolutionnaire après les terribles épreuves de la guerre mondiale.

Arrivé à la tête du mouvement révolutionnaire, le prolétariat devait mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout, en étroite alliance avec la paysannerie; mais pour ce qui est de la révolution socialiste, dans laquelle il n'était possible, sur le terrain économique, de faire que les quelques pas permis par le degré du développement capitaliste antérieur, le prolétariat russe ne pouvait compter que sur la victoire de ses frères de classe européens.

Le sort de la révolution prolétarienne en Russie était donc indissolublement lié au sort de la révolution prolétarienne internationale pour laquelle il fallait tout faire: «*la perspective d'avenir à laquelle tout devait être subordonné, était l'extension de la révolution et de la dictature communistes au-delà des frontières russes. La politique d'administration de la Russie, même s'il s'agissait d'une gestion précaire, intermédiaire, était correcte, car un principe fondamental bien connu de la perspective communiste mondiale était que l'économie russe ne pourrait pas aller vers le socialisme en même temps que la plus grande partie de l'Europe, mais seulement à sa suite. La pratique économique du parti avait une consigne simple: attendre dans la forteresse du pouvoir conquis; elle n'avait pas celle de transformer, et encore moins la consigne idiote qui prévalut: construire*» (20).

Toute cette tragique problématique sur laquelle s'est finalement brisé le pouvoir prolétarien en Russie est absolument ignorée par Hekmat. La «**construction du socialisme dans un seul pays**», de surcroît arriéré et largement féodal où le prolétariat ne constitue qu'une petite minorité, est possible et même nécessaire, affirme-t-il: «*l'instauration du socialisme est la tâche immédiate et essentielle de toute classe ouvrière qui parvient à conquérir le pouvoir politique dans un pays*».

On pourrait lui demander pourquoi il faut une période de transition, que le marxisme définit comme dictature du prolétariat, si l'instau-

ration du socialisme est immédiatement possible?

En fait pour notre auteur, faux marxiste et vrai idéaliste, peu importe les conditions matérielles indispensables pour ce passage au socialisme, peu importe si un pays est majoritairement paysan et encore à un stade pré-capitaliste; peu importe la nécessité que la révolution ait triomphé «*au moins dans les principaux pays du monde et que les prolétaires y aient concentré entre leurs mains au moins les forces productives les plus importantes*» (Marx, Engels, «Adresse du CC de la Ligue des communistes», 1850).

Non, ce qui est déterminant ce sont les idées, les libres «choix», la volonté d'aller dans un sens ou dans un autre. L'«insuffisance théorique» des bolcheviks qui – c'est ballot! – n'avaient pas réfléchi à «*la question spécifique des rapports de production et des formes économiques à établir en Russie*» (comme si ces rapports pouvaient s'établir à volonté!), a ainsi fait qu'ils se sont laissés subjugués par la «*pensée bourgeoise*» et qu'ils ont fait le «*choix de l'option bourgeoise de développement pour la société russe*».

Et les forces d'opposition au stalinisme qui étaient convaincues de «*la nécessité de la révolution mondiale et de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays*» n'avaient, de ce fait, pour Hekmat rien d'internationalistes: leur «*refus de prolonger la révolution dans l'économie équivalait à empêcher les ouvriers russes de pouvoir être des internationalistes actifs et efficaces*».

C'est logique: s'il était réellement possible d'instaurer le socialisme en Russie, les opposants doivent être dénoncés comme des ennemis du prolétariat au même titre que les Staliniens qui avaient «choisi» la voie bourgeoise de développement du pays.

Résumons. Pour les Hekmatistes, le socialisme peut être **immédiatement** instauré dans un seul pays, même arriéré, indépendamment de la victoire de la révolution dans d'autres pays, indépendamment donc de la révolution internationale.

C'est une position qui n'a rien de marxiste: envisageant la révolution prolétarienne comme un phénomène essentiellement national, elle est à la fois non matérialiste, volontariste, et d'essence nationaliste. L'internationalisme ce n'est pas seulement, comme le dit Hekmat: «*croire dans le caractère international de la classe ouvrière et défendre partout la révo-*

lution ouvrière (...) en raison de son caractère de classe»; l'internationalisme, c'est comprendre que le destin des prolétaires et de leurs combats de tous les pays sont étroitement dépendants les uns des autres, se conditionnent entre eux; si le prolétariat doit d'abord attaquer et vaincre sa propre bourgeoisie, la révolution communiste a par définition un caractère **international**; se concrétisant dans la victoire dans un pays ou un autre, elle sera en définitive victorieuse ou vaincue au plan international.

Il ne peut être question pour elle de coexistence pacifique avec l'ordre capitaliste, seulement de périodes de trêve, et toute victoire dans un pays n'est que temporaire: ce n'est pas pour une autre raison que le Manifeste communiste a mis en avant l'impératif: **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!**

Le prolétariat arrivé au pouvoir doit bien entendu mettre en oeuvre immédiatement toutes les mesures concrètement possibles pour commencer à déraciner le capitalisme et aller vers la transformation socialiste de la société: si un pays a atteint un degré de développement capitaliste suffisant, rien n'interdit en théorie la transformation socialiste de son économie.

Mais le prolétariat ne doit pas s'imaginer que cette transformation puisse être rapide et facile, et à plus forte raison immédiate et complète; les économies des divers pays sont aujourd'hui tellement liées entre elles qu'on ne peut envisager l'instauration du socialisme qu'à l'échelle internationale; et surtout il ne doit pas s'imaginer que les bourgeoisies nationales et internationales le laisseront tranquillement oeuvrer à l'instauration du socialisme.

C'est pourquoi sa tâche immédiate la plus importante est de fournir tous les efforts pour étendre la révolution aux autres pays, pour soutenir les prolétaires qui y luttent, pour attiser en un mot la révolution internationale. Sinon la défaite, sous une forme ou sous une autre, est à la longue inévitable.

Lénine écrivait que le pouvoir prolétarien en Russie pouvait tenir 10 à 20 ans à condition de maintenir de bons rapports avec la paysannerie (la majorité de la population), en attendant la victoire des révolutions prolétariennes en Europe.

Durant cette période, où l'arriération économique et sociale (et pas seulement le degré d'industrialisation comme se l' imagine Hekmat) interdisait de songer à instaurer le socialis-

me, le pouvoir devait orienter le développement du capitalisme (base nécessaire de toute future transformation socialiste) dans le sens du capitalisme d'Etat. La situation était extraordinairement difficile, car le parti prolétarien avait ainsi à gérer et à contrôler des formes capitalistes. On sait ce qu'il advint: c'est le capitalisme qui finalement prit le contrôle de l'appareil d'Etat et du parti, trouvant dans la fraction stalinienne son instrument et dans la théorie du socialisme dans un seul pays, son drapeau.

A l'inverse de ce qu'affirme Hekmat, la solution à ce drame ne pouvait pas être nationale, mais internationale: le destin du prolétariat et de la révolution en Russie dépendait du prolétariat européen.

Or si ce dernier mena de dures et grandes luttes dans le premier après-guerre, il n'eut pas la force de renverser le pouvoir bourgeois (sinon de façon transitoire comme en Hongrie) et par la suite il eut les plus grandes difficultés à rompre avec les forces réformistes et à s'organiser solidement sur des bases de classe; ces difficultés furent accrues par les orientations tactiques de plus en plus élastiques que prit l'Internationale Communiste en cherchant à accélérer artificiellement la maturation des situations.

Notre parti a souvent répété que la plus haute conquête de la révolution d'Octobre a été la constitution de cette Internationale qui renouait avec le programme et la praxis révolutionnaires trahis par les partis de la IIe Internationale. Et parmi les leçons les plus importantes pour l'avenir à tirer de cette révolution, il y a le bilan de la constitution de cette Internationale, et celui de son action avec ses limites, ses faiblesses et ses erreurs. Qu'a à nous dire Hekmat à ce sujet? Rien...

Ou plutôt si: l'insistance des bolcheviks sur la révolution internationale (la révolution en Allemagne) «*était une des raisons de l'absence d'avancée concrète (...)* en matière de transformation économique en Russie même. Les bolcheviks remettaient leur propre travail dans l'attente de cette révolution allemande (...). On comprend pourquoi à rebours de ces attentes traditionnelles dans le parti, la ligne stalinienne ait ciblé sa propre perspective dans le socialisme dans un seul pays». Hekmat l'a découvert: la révolution russe a finalement échoué parce que les bolcheviks étaient **trop** internationalistes!

Nous voyons à quel point est peu

«Communisme-ouvrier»

fondée la prétention de Hekmat à se situer dans la continuité révolutionnaire marxiste. Sa thèse de l'instauration immédiate du socialisme dans un cadre national qui pourrait paraître très radicale aux yeux d'un lecteur inattentif, n'est en fait que l'écho des «constructions» du «socialisme dans un seul pays» de matrice stalinienne ou maoïste. Ce texte ainsi que le programme que nous avons rapidement passé en revue montrent que Hekmat et ceux qui s'en réclament, sont, quelles que soient leurs affirmations, étrangères aux véritables positions communistes. Nous allons en trouver la confirmation dans les faits.

LE COMMUNISME-OUVRIER À L'ÉPREUVE DES FAITS

Un texte que nous avons cité plus haut affirme que les militants communistes-ouvriers ne regardent pas «le marxisme et ses différents textes théoriques comme les religieux la Torah, la Bible ou le Coran» (21): autrement dit, pour eux le marxisme et ses textes théoriques n'ont qu'une valeur relative, et il n'est donc pas bien grave de ne pas y être fidèles. Mais en réalité les libertés prises à l'égard du marxisme ont inévitablement des conséquences cruciales sur la politique et l'activité. Le marxisme, les textes théoriques, ne sont pas un luxe ou une activité réservée à des «spécialistes es-marxisme»: ils sont la boussole indispensable pour s'orienter dans l'action quotidienne, pour analyser les situations et définir les lignes politiques et les directives d'action pratique. Le mépris de la théorie est toujours la caractéristique des «concrétistes» et des «praticiens» qui opposent leur supposée capacité à mener un «travail de masse» à l'activité des «rats de bibliothèque». Nous ne décrivons pas ici les attaques de ce genre qu'ont essuyées Marx, Lénine ou Bordiga, rappelant seulement la formule de Lénine: «sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire».

Leurs déclarations marxistes ou «radicales» fondant comme neige au soleil, les communistes-ouvriers se sont ralliés sans hésiter aux mouvements réformistes petits-bourgeois apparus ces dernières années. Nous allons le voir en prenant quelques exemples significatifs.

LA «RÉVOLUTION» EN IRAN

Le PC-OI analysa les grandes manifestations populaires en Iran en

juin 2009 contre le régime comme étant le début de la révolution. Quelques mois plus tard, en décembre 2009, alors que les manifestations étaient réprimées dans le sang, il publia en conclusion de son 7e Congrès un «Manifeste de la révolution Iranienne». Le texte déborde des poncifs bourgeois les plus éculés:

«La révolution iranienne [...] est une voix qui crie Liberté, Égalité, Identité humaine. La révolution iranienne est, d'abord et avant tout, contre le pouvoir religieux et islamique. Elle est profondément laïque et s'oppose au pouvoir de l'ignorance, de la superstition et du clergé. Par cela, elle poursuit, par une voix radicale, les tâches inachevées ou oubliées de la Révolution Française. La révolution en Iran est pour la liberté. La réalisation de la plus radicale et humaine définition de la liberté individuelle, civile, culturelle et politique est la tâche immédiate de la génération Twitter et Facebook qui surgit dans la révolte. Elle n'accepte aucune restriction dans la liberté d'expression, d'assemblée, de grève et d'organisation ou d'autres libertés politiques» (...) «c'est une révolution humaine pour le règne de l'humain». On y apprend que la révolution «se lève pour une culture globale, humaine et moderne. Dans ce sens, la comparaison la plus proche de la révolution iranienne sont les mouvements pour les droits civiques des années 1960 et 1970 aux États-Unis et en Europe Occidentale, avec cette différence que cette révolution, avec Marx, va plus loin que la «société civile» et vise une «société humaine» ou une «humanité sociale».

Alors que la révolution serait en marche selon le PC-OI, le manifeste ne parle pas du fameux passage immédiat au socialisme; il ne s'y trouve rien sur la lutte de classe, rien sur le renversement du capitalisme, rien sur les tâches précises du prolétariat pour la prise du pouvoir, etc. Mais à la place, des références (creuses) à la révolution française bourgeoise de 1789, et aux luttes pour les droits civiques! A un moment qui serait, selon lui, décisif, le PC-OI abandonne toutes ses velléités marxistes pour montrer un visage intégralement petit-bourgeois...

«OCCUPY» 2011

Depuis le mouvement «Occupy» aux États-Unis en 2011, le PC-OI a fait sien le ridicule slogan: «tout le pou-

voir aux 99%!» qui remplace les divisions de classe et la lutte des classes par une «lutte» de la quasi-totalité de la population contre une poignée de milliardaires. Mais si ces fameux 1% étaient éliminés, la structure capitaliste de la société ne serait en rien modifiée et pas davantage l'appareil d'Etat, etc.; le capitalisme serait toujours présent, comme dans les pays de capitalisme d'Etat, la classe ouvrière serait toujours exploitée, etc. Ce n'est plus seulement le passage immédiat au socialisme qui disparaît dans la prose du PC-OI, mais le prolétariat!

Dans son appel pour le premier mai 2012, où le PC-OI appelait les manifestants à se «tenir prêts à la prise du pouvoir par les 99%» (!), il avançait les mots d'ordre «d'abolition de l'Etat des 1%» et de «pouvoir direct d'assemblées générales du peuple». La déclaration du 8e Congrès du PC-OI (22/3/2012), celle-ci à destination des militants, était tout aussi fantastiquement optimiste sur la portée du mouvement Occupy et du printemps arabe («la tempétueuse année 2011 restera dans l'histoire humaine comme le début d'une vague globale de révolutions du 21e siècle pour l'émancipation de l'humanité», «cette vague révolutionnaire globale a d'ores et déjà (...) changé le rapport des forces politique et idéologique en faveur de la révolution, avec des changements encore plus grands à venir», etc.). Elle était cependant un peu plus précise puisqu'elle évoquait la destruction de l'appareil d'Etat et l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie; mais elle restait en fait tout aussi **interclassiste**:

«la victoire de ce mouvement mondial pour la libération humaine doit nécessairement passer par l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie à travers le monde (...). La première condition de la victoire du peuple est la destruction totale de la machinerie d'Etat de la bourgeoisie, depuis son armée jusqu'à sa bureaucratie, et l'instauration du pouvoir des conseils et autres organes du pouvoir populaire direct». «En Occident aussi il n'y a pas d'autre voie vers la libération que, comme premier pas, l'expropriation de la dictature du capital et du règne des banques et du 1%, qui est exercé au nom de la démocratie et du parlement, et en laissant la vie des gens entre leurs propres mains, dans leur propre pouvoir direct» (22)

La dictature du prolétariat est

évidemment un concept qui ne peut qu'être passé sous silence si l'on reprend la thèse petite-bourgeoise de l'union des 99; et il vaut mieux taire que la prise du pouvoir, non par le «peuple» ou «les gens», mais par le **prolétariat**, passe nécessairement par le recours à l'**insurrection violente**, quand on cherche une audience dans ces milieux foncièrement pacifistes et réformistes...

LE COUP D'ETAT EN EGYPTTE

Nous avons déjà eu l'occasion d'épingler leur prise de position lors du renversement du gouvernement Morsi par les militaires égyptiens; dans sa déclaration de juillet 2013, le PC-OI affirmait que ce renversement était en réalité l'oeuvre de millions de manifestants qui avaient «directement exercé leur volonté» (par l'intermédiaire de l'armée!). Affirmant que ce renversement «portait un coup fatal au mythe du pouvoir des urnes», il prétendait qu'il s'agissait d'une «avancée historique de la révolution égyptienne», d'«un nouveau pas en avant pour le peuple égyptien, le Moyen-Orient et le monde entier», d'«un tournant historique qui porte le nom de révolution égyptienne», etc. (23). Il suffit de jeter un coup d'oeil sur ce qui s'est passé en Egypte depuis lors, pour constater qu'il aurait été impossible de se tromper davantage! Il ne s'agit pas d'une petite (!) «erreur» accidentelle, qui pourrait donc être facilement rectifiée, mais de la conséquence d'un alignement pur et simple sur des mouvements interclassistes et réformistes. Croire et faire croire que le «peuple» («les 99%», «les gens») pourrait «prendre le pouvoir» et l'«exercer directement» relève de la propagande petite-bourgeoise la plus stupide; mais c'est surtout **égarer** les prolétaires alors qu'une organisation communiste digne de ce nom doit sans relâche les appeler à l'organisation indépendante de classe et à la rupture avec l'interclassisme qui les paralyse. Les communistes-ouvriers du PC-OI se rangent ainsi du côté des forces, prétendument de «gauche» «communistes» ou «ouvrières», qui s'**opposent** dans les faits au retour du prolétariat sur son terrain de classe, le seul lui donnant la possibilité de lutter réellement et de vaincre.

LA GRÈCE DE TSIPRAS

Après la victoire électorale de Sy-

riza en Grèce, le PC-OI envoya le 2/2/15 une lettre publique de félicitations à Tsipras, le premier ministre nouvellement élu. On pouvait y lire «votre victoire est un coup contre l'austérité et un grand pas en avant pour le peuple de Grèce. Mais ses effets se feront ressentir au-delà. C'est un retour prometteur de la gauche radicale au centre de la scène politique et l'émergence d'un nouveau communisme politique protagoniste qui aura un impact décisif sur la situation politique en Europe et dans le monde. Nous voyons déjà les effets positifs de votre victoire en Espagne avec Podemos et ce n'est que le début. (...) Vous êtes au début d'une lutte longue et difficile qui ne peut être gagnée qu'en s'appuyant sur le peuple et «le pouvoir de la rue» qui a déjà été le facteur décisif de votre victoire. Dans ce parcours et à chaque pas en avant, le peuple du monde, les 99%, sont avec vous et vous soutiennent» (24)...

Quelques mois plus tard, le PC-OI, était un peu revenu de son enthousiasme; et, à la veille du référendum de juin sur les exigences de la Troïka, il se sentait obligé de répondre à «certains critiques de Syriza à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce [qui] disent que les négociations avec les créditeurs et le référendum n'ont aucun intérêt, et [que] la solution est la révolution contre le capital». Il concédait qu'il n'y avait aucun doute que la solution est la révolution contre le capital, «ou plus précisément, l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, les 1%». Mais, voilà, «la révolution ne tombe pas du ciel. Les luttes de classe doivent s'amplifier et s'approfondir et se polariser sur l'existence même du capital» (25); il faut passer de la critique de l'austérité à la critique du capitalisme. «Seul un parti communiste radical et agissant peut et doit être la force pour mettre en avant [la perspective de l'expropriation de la classe capitaliste]. Le gouvernement de Syriza n'est pas cette force». Enfin, pourrait-on penser, un langage clair, appelant aux luttes de classes, que le PC-OI avait malheureusement oublié lorsqu'il félicitait Tsipras!

Mais devant la question politique précise: quelle attitude prendre par rapport au référendum?, cette clarté supposée disparaît aussitôt et on s'aperçoit de quelle «lutte» il s'agit: «le référendum de ce dimanche, exactement comme l'élection de Tsipras il y a 6 mois, est un maillon dans la

chaîne de la lutte qui s'approfondit entre les deux camps du travail et du capital en Grèce».

Plus question de dénoncer le *mythe du pouvoir des urnes*, les élections font maintenant partie de la lutte! Et pour enfoncer le clou: «Le référendum lui-même pourrait fournir les conditions pour le développement d'une telle force». Les élections peuvent servir à la constitution d'une «force radicale»: Que prétend d'autre toute la pseudo extrême-gauche électoraliste? Opportunisme quand tu nous tiens...

LE COMMUNISME-OUVRIER ET LA LUTTE CONTRE LA RELIGION OU L'AVEU SANS FARD DE L'INTERCLASSISME

Nous avons gardé le meilleur, ou plutôt le pire, pour la fin: la lutte contre la religion. L'idéologie religieuse tenant comme on le sait une place prépondérante dans l'idéologie et la propagande bourgeoises en Iran et dans toute la région, c'est donc un thème important pour tout parti se voulant révolutionnaire. Mais ce n'est pas un problème nouveau pour le mouvement ouvrier marxiste; depuis toujours il a une position bien précise à ce sujet: rejet de toute alliance avec des secteurs bourgeois sous le prétexte de lutte contre l'«obscurantisme», dénonciation de l'anticléricalisme bourgeois comme diversion à la lutte de classe, compréhension que le recul de l'influence réactionnaire de la religion sur les masses prolétariennes ne peut être obtenu principalement par une lutte d'idées, par la propagande anti-religieuse, mais fondamentalement par le développement des luttes ouvrières (26). La position des communistes-ouvriers est exactement l'inverse: alliance avec les bourgeois démocrates, voire même des gouvernements bourgeois!

Le Parti Communiste-Ouvrier d'Irak avait ainsi envoyé une lettre à Raffarin, alors premier ministre, pour le féliciter de la promulgation d'une loi interdisant le port du voile dans les écoles (27)! Le PC-OI n'est peut-être pas allé jusque là, mais sa ligne est la même: il n'a jamais hésité à s'allier à des bourgeois, y compris de droite, au nom de la lutte contre l'Islam.

Par l'intermédiaire de ces dirigeantes et dirigeants, il a, en France, participé à plusieurs manifestations et réunions avec les anciennes mi-

«Communisme-ouvrier»

nistres Corinne Lepage (centriste) et Yvette Roudy (PS), comme lors de la réunion de la «coordination féministe et laïque» du 5/2/04 pour soutenir la loi contre le voile (28), du rassemblement devant l'ambassade du Canada en 2005 (parmi les personnalités y appelant se trouvaient aussi Elisabeth Badinter, grande bourgeoise héritière d'une des plus grandes fortunes de France, Fadela Amara, la présidente de Ni Putes Ni Soumises qui n'était pas encore ministre, etc) (29) ou, en avril 2006, de la réunion organisée par Corinne Lepage et Catherine Fourest (chroniqueuse radiophonique spécialiste de la dénonciation des femmes voilées) contre l'intégrisme au «Cercle Républicain» (30).

En mars 2006 il signait un «manifeste des 12»: «Ensemble contre le nouveau totalitarisme», aux côtés de Bernard-Henri Lévy, Philippe Val (ancien directeur de Charlie-Hebdo proche de Sarkozy), Catherine Fourest et autres (31). En 2009 il participait aux «Rencontres Laïques Internationales», un colloque organisé par l'Union des Familles Laïques avec la collaboration du «Grand Orient de France» (principale organisation de Francs-Maçons en France) et d'autres organisations laïques bourgeoises (32), etc.

On voit que c'est une pratique tout sauf récente ou accidentelle. A la critique d'un groupe trotskyste britannique qui reprochait au PC-OI, en plus de sa signature du «Manifeste des 12», sa participation lors de l'affaire des caricatures de Mahomet, à une «Marche pour la liberté d'expression» à Londres aux côtés notamment d'un groupe d'extrême-droite anti-ouvrier, sa dirigeante Maryam Namazie répondait que cette critique était du «purisme» ne faisant «que perpétuer l'impuissance de la gauche en lui donnant l'excuse dont elle a besoin pour tourner le dos aux luttes politiques qui se déroulent autour de questions cruciales concernant le destin de la société».

Mais c'est un autre militant du PC-OI qui mettait les points sur les i: «Selon le Manifeste [des 12 – NdLR] (...) le véritable conflit se déroule entre, d'un côté, la liberté et, de l'autre, l'islamisme (...). Pouvons-nous nous allier avec des «ennemis de classe» afin de combattre pour la liberté, ou devons-nous combattre sous le drapeau indépendant de la classe ouvrière?

(...) Mansoor Hekmat, le fondateur de notre parti et de notre cou-

rant en Iran et en Irak, s'est battu pour que l'acceptation de notre programme ne soit plus une condition pour adhérer à notre parti [!]. En même temps il a suscité la création de plusieurs organisations pour défendre la liberté des femmes, les droits des réfugiés, etc. Tous, y compris nos «ennemis de classe» [!!], étaient les bienvenus dans ces organisations s'ils voulaient lutter pour des droits particuliers! (...) est-il impossible d'organiser une coalition avec des personnes de différentes classes pour des campagnes spécifiques? Non, je pense que c'est possible» (33) Splendide profession de foi opportuniste!

Seuls d'incorrigibles démocrates peuvent s'imaginer que le véritable conflit se déroule entre la «liberté» (Lénine dirait: Liberté pour qui? Pour quelle classe?) et l'Islamisme: le véritable conflit se déroule dans les domaines les plus variés et même si c'est très souvent de façon... voilée, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toutes les questions, cruciales ou non, qui se posent dans la société, et tout particulièrement sur tous les problèmes qui peuvent intéresser plusieurs classes, comme la question féminine, les libertés politiques, l'oppression et la répression, les problèmes sociaux les plus divers, les communistes doivent toujours combattre l'interclassisme, insister sans relâche sur la nécessité de l'indépendance de classe du prolétariat. Participer à une coalition avec ses ennemis de classe, même si c'est soi-disant pour des objectifs limités et temporaires, c'est pour le prolétariat, la classe exploitée et écrasée, se livrer pieds et poings liés à eux. Jamais, sous aucun motif et dans aucune circonstance, il ne doit s'allier à ses ennemis de classe, s'il ne veut pas être leur victime consentante!

Ceux qui prétendent le contraire, ceux qui appellent sous différents motifs à l'union avec d'autres classes, ceux qui voient dans le rappel de l'indépendance de classe un purisme impuissant, ceux qui présentent comme objectifs de lutte les poncifs bourgeois les plus trompeurs, ceux qui reprennent et diffusent en un mot les positions les plus néfastes pour la lutte ouvrière, peuvent bien se dire «communistes-ouvriers»: ils ne sont en réalité rien d'autre que des démocrates petits-bourgeois foncièrement **anti-ouvriers**.

Sa «proximité» non seulement avec des forces réformistes, mais directement avec des forces bourgeois-

ses, explique sans doute l'importance des moyens dont dispose le PC-OI, probablement la seule organisation dans le monde se disant révolutionnaire à avoir une chaîne de télévision par satellite (34)! Il est d'autant plus important de lui arracher son masque pseudo-communiste.

Pour les militants prolétariens d'avant-garde en Iran, en Irak ou ailleurs, le retour au programme révolutionnaire marxiste et la reconstitution du parti de classe internationaliste et international ne passe pas par le prétendu communisme-ouvrier!

(1) www.communisme-ouvrier.info. Officiellement ce groupe déclare ne pas avoir de lien privilégié avec l'un ou l'autre des partis hekmatistes existants, mais il semble cependant plus proche du PC-O d'Iran.

(2) Voir Marxists.org et hekmat.public-archive.net/. Sur ce dernier site, il y a aussi des traductions en arabe, turc et kurde. Cependant de nombreux textes ne sont pas traduits, que ce soit parce que les responsables du site ne sont pas d'accord avec eux, ou parce qu'ils les jugent de peu d'intérêt pour le lecteur non iranien.

C'est par exemple le cas du texte: «En opposition à l'avortement» qui n'existe qu'en persan. Hekmat y affirme que l'avortement est un «acte méprisable et nous devons comprendre que nous parlons d'un acte haineux contre l'humanité» et qu'il n'est pas d'accord que l'avortement libre et gratuit soit un droit des femmes: «la femme qui détruit un embryon ne fait que succomber à la violence inhérente à cette société», etc.

Répondant à l'argument selon lequel beaucoup de monde est favorable au droit à l'avortement, il dit: «beaucoup de gens font des heures supplémentaires, mais je ne suis pas prêt à mettre les heures supplémentaires dans notre programme. Je suis pour l'interdiction des heures supplémentaires». Hekmat manifeste ici une incompréhension assez sidérante de ce que signifie cette revendication, surtout pour les femmes prolétaires (selon lui, ce sont au contraire les bourgeoises qui y sont le plus intéressées, la situation de la classe ouvrière n'étant pas modifiée dans les pays où le droit à l'avortement a été reconnu), et des luttes qui ont été menées pour l'obtenir. Le Programme de 1992, tout en affirmant que le PC-OI «est contre l'avortement», revendique cependant sa légalisation.

(3) cf «L'Unity of Communist Militants», bataillesocialiste.wordpress.com/2007/11/27/lunity-of-communist-militants-1979-1983/

(4) Les Thèses se terminaient par les slogans suivants qui synthétisent bien le caractère fondamentalement populiste, interclassiste, du texte en dépit de ses références à la classe ouvrière: «En avant pour l'unité du mouvement de la classe ouvrière. En avant pour la constitution du parti communiste d'Iran. Victoire pour la lutte anti-impérialiste du peuple d'Iran pour une République démocratique populaire!»

(5) cf «L'Unity...», op. cit.

(6) cf «Communisme-ouvrier, conseils et partis», www.communisme-ouvrier.info/?Communisme-ouvrier-conseils-et. L'article cité de Hekmat est «Parti et société».

(7) cf «Komala», fr.wikipedia.org/wiki/Komala Nous nous référons aux articles publiés sur Wikipedia car ils sont à l'évidence rédigés par des militants des divers groupes.

(8) Ibidem. Komala existe toujours aujourd'hui, mais, d'après cet article, il se définirait comme social-démocrate, aspirerait à adhérer à l'Internationale socialiste et rechercherait le soutien financier des Etats-Unis.

(9) Il semble que la guerre des Etats-Unis contre Saddam Hussein ait contribué à cette séparation. Komala avait alors ses bases en Irak et le secrétaire général du PCI proposait que le parti soutienne l'UPK (l'Union Patriotique du Kurdistan, l'organisation traditionnelle de la bourgeoisie kurde d'Irak) qui cherchait l'appui des Américains dans la lutte contre Bagdad; mais les Etats-Unis laissèrent les troupes de Hussein écraser la révolte kurde. cf «Komala», op. cit.

Selon ce même article, au sein du PCI, «ce n'est donc pas réellement une scission qui s'opère, mais un retrait à l'amiable, qui évite des affrontements». Tout autre chose qu'une «lutte principielle» contre le nationalisme...

(10) cf «Parti Communiste-Ouvrier d'Irak», fr.wikipedia.org/wiki/Parti_communiste-ouvrier_d'Irak

(11) cf «Parti Communiste-Ouvrier d'Iran Hekmatiste», fr.wikipedia.org/wiki/Parti_communiste-ouvrier_d'Iran_-_Hekmatiste.

Le texte préconisait que le PC-OI présente, dans l'hypothèse, qui leur semblait alors plausible, de l'effondrement du régime islamique, «un plan pour une transition pacifique et démocratique vers un système désiré par le peuple et réduisant la possibi-

lité du scénario noir»: «un plan incluant un gouvernement provisoire + une assemblée constituante + un référendum peut être acceptable pour le parti». Dans l'éventualité de la constitution d'un gouvernement provisoire, le parti «ne devrait pas revendiquer le renversement violent de ce gouvernement», mais «annoncer», si un certain nombre de points étaient établis «qu'il participerait à ce gouvernement ou constituerait lui-même un tel gouvernement», etc. cf WPI briefing n° 158, 29/9/2004.

(12) cf «Parti Communiste-Ouvrier d'Iran Hekmatiste», op. cit.

(13) A la question: quel est le problème avec les perspectives et les solutions que préconisent les scissionnistes, c'est-à-dire «que le parti puisse aussi arriver au pouvoir au moyen de la négociation et de la diplomatie. Le PC-OI n'a-t-il pas réfléchi au fait qu'il pourrait devoir se joindre à un gouvernement de coalition qu'il n'aime pas?», Hamid Taghvaei, le dirigeant du parti, répondait: «Bien sûr, c'est possible. Ce n'est pas une zone interdite pour nous. Le parti peut, suivant son analyse et le rapport des forces, participer à un gouvernement de coalition. Toutefois c'est une chose différente de faire de cela la base de votre ligne de Parti et de votre stratégie». Le PC-OI admettait donc la possibilité d'une alliance de gouvernement avec des partis bourgeois, selon la situation et le rapport de forces: que faisait d'autre en 1917 le parti menchevik, pour cette raison combattu et dénoncé comme traître au socialisme par les bolcheviks? cf «Documents on the Split of Worker-communist party of Iran & Iraq», WPI briefing n°153 (n° spécial sur la scission), 6/9/2004.

On retrouve peut-être une allusion à cette question du gouvernement provisoire dans un texte plus récent d'un auteur hekmatiste français: «Pourquoi nous nous définissons nous comme communistes-ouvriers?»: «En nous définissant comme communistes-ouvriers, nous affirmons donc également notre volonté, non pas de construire un cercle de spécialistes es-marxistes, mais un mouvement et un parti réellement implantés dans la société et dans la classe ouvrière, et par là-même, capable de prendre le pouvoir et de changer la société et le monde. Nous tenons d'ailleurs à ce dernier aspect: trop souvent l'extrême-gauche a tendance à considérer le pouvoir comme quelque chose qui serait "haram"... ce qui revient à le laisser à telle ou

telle fraction de la bourgeoisie». cf www.communisme-ouvrier.info/?Pourquoi-nous-nous-defineissons

On voit mal qui est visé ici, sinon ceux qui rappellent que pour le marxisme, participer à un gouvernement bourgeois est «illicite» (haram)!

(14) cf Mansoor Hekmat, https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1994/07/hekmat_19940700.htm

(15) Discours prononcé le 1/5/1992. cf www.communisme-ouvrier.info/?Les-caracteristiques-fondamentales

(16) Ibidem.

(17) cf «Un Monde meilleur», op. cit.

(18) cf Mansoor Hekmat, «L'expérience de la révolution ouvrière en Union Soviétique. Esquisse d'une critique socialiste», Marxists.org.

(19) cf «Les grandes questions historiques de la révolution en Russie», Programme Communiste n°96. Nous renvoyons le lecteurs à nos nombreux travaux de parti sur ce thème.

(20) cf Struttura Economica e Sociale della Russia d'Oggi, cité dans «Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise», P.C. n°96.

(21) cf.communisme-ouvrier.info/?Pourquoi-nous-nous-defineissons

(22) cf http://worker-communistpartyofiran.blogspot.fr/2012/04/may-1st-reclaim-world-for-99.html

(23) cf communisme-ouvrier.info/?L-avancee-historique-de-la. Il s'y trouvait aussi des louanges à l'égard du «magnifique mouvement Tamard», l'organisation qui a préparé le renversement de Morsi, en commençant par une campagne de pétitions. Il n'y avait pas besoin d'attendre les révélations sur le fait que les services secrets avaient participé à la création de cette organisation, financée en outre par des capitalistes, pour comprendre que son activité était au service de l'ordre bourgeois. Le PC-OI ne semble toujours pas l'avoir compris car il n'a pas rectifié sa position, ni d'ailleurs rien publié d'autre à notre connaissance sur les événements en Egypte.

(24) cf http://worker-communistpartyofiran.blogspot.co.uk/. Le PC-OI avait aussi, conformément à son habitude, lancé début mars une campagne de pétitions «en solidarité avec le peuple de Grèce»: «Nous, population de Grèce, d'Europe et du monde, nous disons à la BCE, au FMI et aux autres bailleurs nationaux et internationaux: le peuple de Grèce ne vous doit rien! Abolition de la dette!». La pétition est

«Communisme-ouvrier»

la pratique typique de ceux qui croient à la force de l' «opinion publique» ou tout simplement qui veulent se donner bonne conscience sans avoir à entrer en lutte. Dans ce cas-ci la correspondance est parfaite entre une pratique impuissante et un thème creux... cf <http://www.communisme-ouvrier.info/?En-solidarite-avec-le-peuple-de> (25) Ibidem.

(26) Nous renvoyons le lecteur à notre brochure: «La laïcité, un principe bourgeois», brochure Le Proletaire n°31, ainsi qu'aux multiples articles que nous avons publiés à ce sujet.

(27) cf <http://solidariteirak.org/spip.php?article5>. Rappelons que le PC-O d'Irak avait scissionné d'avec le PC-OI (PC-O d'Iran).

Le PC-O d'Irak a une ligne politique interclassiste bien ancrée. Il a constitué il y a quelques années le Congrès Irakien des Libertés, une association se présentant au-dessus des classes et des partis dont l'objectif est l'instauration d'un régime démocratique (donc bourgeois) en Irak; il dirige un syndicat à qui la centrale syndicale américaine pro-impérialiste AFL-CIO a accordé le statut d'organisation sympathisante; sa dirigeante Yanar Mohammed a obtenu en 2008 la reconnaissance des impérialistes américains sous la forme du prix Eleanor Roosevelt (du nom de l'épouse d'un ancien président des Etats-Unis) pour le droit des femmes dans le monde, décerné par une ins-

titution liée au Parti Démocrate américain, et du Prix Gruber pour le droit des femmes, attribué par une fondation créée aux îles Caïmans par ce financier milliardaire de Wall Street (ces prix étant richement dotés, selon la page wikipedia au nom de Y. M.), etc.

Récemment il a appelé à la formation d'une «force armée pour affronter à la fois l'État islamique, la politique des USA et celle des pays de la région». Cette «force armée communiste» n'aura pas pour but la prise du pouvoir par le prolétariat, mais la création d'«une atmosphère [!] propice à la prise du pouvoir et à la restauration de l'humanité» et «pour retrouver l'espoir pour la classe ouvrière et les masses laborieuses». Il ne s'agit donc pas de défendre par les armes une politique prolétarienne de classe, mais de «défendre chaque pouce de l'esprit humain, mettre au centre la volonté des masses à s'autodéterminer» pour une «politique humaine, contre les forces obscures». cf solidariteirak.org/spip.php?article866

Sans commentaires...

(28) cf <http://bu-fonds-spe.univ-angers.fr/images/meeting-de-la-coordination-f%C3%A9ministe-et-la%C3%AFque-le-5-f%C3%A9vrier-2004>

(29) cf http://libertefemmepalestine.chez-alice.fr/Charria_Canada.html

(30) cf <http://www.prochoix.org/>

[cgi/blog/index.php/2006/04/04/460-conference-le-6-avril-sur-la-liberte-d'expression-face-a-l'intimidation-integrisme](http://www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2006/04/04/460-conference-le-6-avril-sur-la-liberte-d'expression-face-a-l'intimidation-integrisme)

(31) cf <http://www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2006/03/01/412-manifeste-des-douze-ensemble-contre-le-nouveau-totalitarisme>

(32) cf http://www.laicite-republique.org/2e-rencontres-laiques_964.html. Etaient présents aussi Brard, le maire PCF de Montreuil et d'autres organisations qui ont donné les preuves de leur hostilité à l'égard des prolétaires immigrés. Rappelons que dans ses premières années, l'Internationale Communiste combattait la Franc-Maçonnerie comme étant, avec la Ligue des Droits de l'Homme, une organisation bourgeoise de collaboration de classe particulièrement dangereuse parce qu'elle cherchait à attirer les dirigeants ouvriers. Mais c'était avant l'apparition du communisme-ouvrier!

(33) cf <http://www.mondialisme.org/spip.php?article850>

(34) Selon la page Wikipédia, le PC-OI disposait d'une radio (*radio Internationale* à partir de 1999) qui émettait «à partir de la Russie, puis de la Norvège et enfin des États-Unis d'Amérique». Il est difficile d'imaginer qu'on puisse émettre à partir de ces pays sans accord avec leurs gouvernements... Aujourd'hui sa chaîne de télé par satellite, *New Channel TV*, émet 24h sur 24.

«Il Comunista» organo del partito comunista internazionale

No 140-141, Novembre 2015

● No alla solidarietà nazionale. Sì alla solidarietà di classe! ● Attentati a Parigi. Il capitalismo è il responsabile. Guerra di classe contro il capitalismo! ● Turchia: non le elezioni e gli appelli alla pace, ma solo la guerra di classe potrà mettere fine allo sfruttamento, all'oppressione e alla repressione! ● Siria. No all'intervento militare di qualsiasi imperialismo in qualsiasi parte del mondo! Per una opposizione di classe a ogni intervento militare imperialista! ● La Grecia ha dimostrato una volta di più che è impossibile lottare contro gli attacchi capitalisti attraverso la via elettorale e riformista ● Alcuni dati sulla Grecia e sul suo indebitamento ● Filo del tempo. Socialismo e nazione ● Introduzione all'opuscolo: «La Siria nella prospettiva marxista. Dalla colonizzazione francese alla guerra civile» ● Introduzione all'opuscolo: «Partito e «questione sindacale»» ●

Spagna, uno sciopero esemplare. I lavoratori di Movistar dimostrano che è possibile lottare contro le condizioni di sfruttamento imposte dalla borghesia e non essere sconfitti se si utilizzano mezzi e metodi di classe! ● Il «nuovo» modello contrattuale peggiora le condizioni operaie più del «vecchio»

No 139, Giugno 2015

● Solo la loro unione di classe darà una prospettiva di vita ai proletari migranti e ai proletari autoctoni ● Il mito della Resistenza partigiana tiene accesa la fiamma del nazionalismo, del sostegno al potere della classe dominante borghese, sotto il cui giogo è prigioniera la classe del proletariato, in pace come in guerra. ● Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 24-25 gennaio 2015: La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale sarà la trasformazione socialista dell'economia / Quadro generale delle contraddizioni interimperialistiche a seguito della crisi 2007-2008 ● La grande bestemmia del «socialismo in un solo paese» ● Come ti massacrano Lenin ● Partito e

«questione sindacale» ● La teoria marxista della moneta (5). Il credito bancario, o il credito alla terza potenza ● La banca centralizza il capitale denaro, depositato o circolante che sia (K. Marx, "Il Capitale") ● Per un doveroso chiarimento



El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 8 - Octubre-noviembre-diciembre de 2015

••• Cuarenta años de paz ••• Omnia sunt communia ••• Sobre la crisis prolongada de la clase proletaria y sobre las posibilidades de su reanudación ••• La policía asesina en Salou a un inmigrante. Mossos de Esquadra asesinos ! Ayuntamiento, Generalitat y Estado culpables! ••• Grecia demuestra una vez más que es imposible luchar contra los ataques capitalistas por la vía electoral y reformista ••• La «Izquierda de la Izquierda griega» y el referéndum ••• Algunas cifras sobre Grecia y su endeudamiento

No 7 - Julio-Septiembre de 2015

••• ¡ Comienza el circo electoral ! La democracia contra el proletariado ••• La regeneración democrática y la represión... más democrática aún ••• Una aclaración necesaria ••• Próxima publicación de "Razones de nuestro abstencionismo" ••• Nueva edición del partido: "Terrorismo y comunismo" de L. Trotsky ••• La lucha de clase contra la explotación capitalista es vital tanto para defender las condiciones de existencia del proletariado en todos los países del mundo como para lanzar, mañana, la lucha decisiva contra el poder político de las clases dominantes burguesas y liquidar el régimen de esclavitud salarial impuesto y mantenido con la fuerza del capitalismo. ¡Este es el verdadero significado del Primero de Mayo proletario, internacionalista y de lucha! ••• Grecia: ¡Contra las ilusiones reformistas! ¡Por la lucha independiente de clase! ••• Continúa la masacre de migrantes ahogados en el Mediterráneo. Tremenda demostración de que los gobiernos burgueses de todos los países, democráticos o autoritarios, no resolverán nunca las causas de estas tragedias. ¡Es el capitalismo el que debe ser sepultado! ••• Orientaciones Prácticas de Acción Sindical (III) ••• Huelga de los trabajadores de Movistar. ¡Es posible luchar contra las condiciones de explotación que impone la burguesía! ¡Es posible vencer si se utilizan medios y métodos clasistas!

No 6 - Marzo de 2015

••• Sobre el periodo actual y las tareas de los revolucionarios ••• A 80 años de la insurrección proletaria de 1934 ••• Diccionario mínimo ••• Ébola en España ••• ¡ Abajo la guerra imperialista en Irak y Siria! ••• ¡ Abajo la Union Sacrée! ¡ Abajo la República burguesa! ¡No a las guerras de religiones, no a la democracia imperialista, Sí a la guerra anticapitalista! ••• Ferguson, USA: Un episodio de la guerra entre las clases ••• Crimen policial en Sivens (Francia) ••• Orientaciones prácticas de acción sindical (II)

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

«el programa comunista»

Revista teórica

No 51 - Abril de 2015

••• El capitalismo mundial en la antesala de una nueva crisis ••• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924)- (Fin). (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1º de mayo de 1967) ••• Notas de lectura: Italia 1919-1920. Los dos años rojos, o cómo «Lutte Ouvrière» reescribe la historia ••• Notas de lectura: "Bordiga más allá del 'mito'. El valor y los límites de una experiencia revolucionaria" ••• Pequeño diccionario de clavos revisionistas. ACTIVISMO. Battaglia Comunista nº 6 (20 de marzo - 3 de abril de 1952) ••• Tesis sobre la «cuestión china» (1964) ••• Tesis y Adiciones sobre los Problemas Nacional y Colonial. Tesis suplementarias sobre la cuestión nacional y colonial. II Congreso de la Internacional Comunista (Moscú, julio de 1920)

No 50 - Septiembre de 2013

••• Presentación ••• Bajo el mito de la Europa unida se incuban los antagonismos entre las potencias imperialistas y maduran, inexorablemente, irremediables enfrentamientos que llevan hacia la tercera guerra mundial si la revolución proletaria no lo impide ••• La «cuestión china» (II) ••• Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo: La doctrina del diablo en el cuerpo ••• Las dos caras de la revolución cubana ••• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (2) (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

No 49 - Septiembre de 2011

••• Presentación ••• Las revueltas en países árabes y el imperialismo ••• Crisis capitalista, luchas obreras y partido de clase ••• León Trotsky: Informe sobre la crisis económica mundial y las tareas de la Internacional Comunista ••• La «cues-

tion china» ••• Hace cuarenta años moría Amadeo Bordiga ••• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (1) (Informe a la Reunión General del Partido, en Florencia, del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

No 48 - Enero de 2009

••• El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial ••• Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria ••• El Centralismo Orgánico ••• China: particularidad de su evolución histórica ••• Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos ••• Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria! ••• Israel masaca a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs. Precio solidario: 6 €; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs. Suscripción: el precio de 4 ejemplares.



« Proletarian »

Supplement to «le prolétaire» Contents of the last issues

Nº 12 (Autumn 2015):

••• Global Capitalism Heads Back Towards Crisis ••• The slaughter of the migrants drowned in the Mediterranean continues! Another terrible demonstration that bourgeois governments, whether democratic or authoritarian, can never address the causes of these tragedies. It is capitalism that we must drown! ••• The slaughter of the migrants drowned in the Mediterranean continues! Another terrible demonstration that bourgeois governments, whether democratic or authoritarian, can never address the causes of these tragedies.

It is capitalism that we must drown! ••• Greece demonstrates once again that it is impossible to fight against capitalist attacks by the electoral and reformist path Greece. Against reformist illusions, for independent class struggle! ••• 50 years after the wave of black revolts in the United States, the riots in Baltimore ••• Amadeo Bordiga. «Black» anger shakes the rotten pillars of bourgeois and democratic «civilization» (II Programa Comunista, September 10, 1965) ••• «Racial» Riots in the U.S. over the past 50 years ••• Killings of journalists in France. Down With The Union Sacrée! Down With The Bourgeois Republic! No To Religious Wars, No To Imperialist Democracy, Yes To The Class War Against Capitalism! Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

« programme communiste »

Sommaire des numéros parus depuis 2006

No 102 (Février 2014): ••• Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accroissent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921) ••• Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint ••• Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921) ••• Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ••• En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire ••• Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie ••• Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

No 101 (Août 2011): ••• Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles tremblent demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe ••• Propriété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin) ••• Histoire de la Gauche communiste - L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive» - Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920) - Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (II Soviet, IIIe année, n°11, 11 avril 1920) ••• Notes de lecture: - Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme - Oliver Le Cour Grandmaison. Coloniser Extérieur. Sur la guerre et l'Etat colonial ••• Roger Dangeville

No 100 (décembre 2009): ••• Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial ••• Histoire de la Gauche communiste: - La scission en Italie et le mouvement communiste international - Le VKPD devant la scission de Livourne - La réplique de la «Gauche italienne» ••• Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3) ••

• Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain ••• Notes de lecture: - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» - Michel Naumann: «M.N. Roy (1887-1954): Un révolutionnaire indien et la question de l'universel » - A propos de Riazanov. Précisions ••• Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

No 99 (juin 2006): ••• L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion anti-prolétarienne réactionnaire ••• Ce qui distingue notre parti ••• Matériaux pour un bilan des crises du parti. En mémoire de Bruno Maffi. La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes ••• Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale» ••• Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine des immeubles et des terrains ••• Note sur le problème de la construction en Italie ••• Thèses relatives aux chapitres I - VI ••• Notes de lecture: - David Riazanov: Marx et Engels - Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste - D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings

« le prolétaire »

Sommaire des derniers numéros

517 (Sept. - Oct. - Nov. 2015):

••• Attentats de Paris: Le capitalisme est responsable. Guerre de classe contre le capitalisme! ••• Pour une position de classe dans la question des réfugiés ••• Turquie: ce ne sont pas les élections et les appels à la paix, mais la guerre de classe qui seule pourra mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la répression! ••• Non à l'intervention militaire française en Syrie! ••• Le capitalisme français et la Turquie ••• A propos des luttes paysannes ••• Espagne. La police assassine à Salou un immigré. Flics catalans assassins! Municipalité, Généralité, Etat coupables! ••• Algérie. Le Parti des ennemis des Travailleurs

516 (Juin - Juillet - Août 2015):

••• La Grèce démontre une fois de plus qu'il est impossible de lutter contre les attaques capitalistes par la voie électorale et réformiste ••• A bas la civilisation du capital! ••• Parti et Classe (Amadeo Bordiga) ••• Quelques chiffres sur la Grèce et son endettement ••• La «gauche de la Gauche grecque» et le référendum ••• Seule l'union de classe donnera une perspective aux prolétaires migrants et autochtones ••• En Espagne, une grève exemplaire. Grève des travailleurs de Mo-

vistar: Il est possible de lutter contre les conditions d'exploitation imposées par la bourgeoisie! Il est possible de vaincre si on utilise les moyens et les méthodes classistes! ••• Curiosités. Le cas PAZOC

515 (Mars - Avril - Mai 2015):

••• L'impérialisme parle de paix, mais fait la guerre ••• Le 9 avril, 1er mai, des «actions» syndicales pour prévenir la lutte véridable ••• Grèce: Contre les illusions réformistes, Pour la lutte indépendante de classe! ••• Correspondance. A la CGT de Seine-Maritime, un réformisme chasse l'autre ••• Contre les attaques capitalistes. Retour à la lutte de classe prolétarienne! ••• Des centaines de migrants périssent à nouveau en Méditerranée. C'est le capitalisme qu'il faut noyer! ••• «Brochure Le Prolétaire». La Syrie dans la perspective marxiste - Introduction ••• Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste (extraits) ••• Les émeutes de Baltimore, 50 ans après les révoltes noires aux Etats-Unis ••• Amadeo Bordiga: La colère «noire» a fait trembler les piliers vermoulus de la «civilisation» bourgeoise et démocratique ••• Les émeutes «raciales» aux Etats-Unis

514 (Décembre 2014 / Février 2015):

••• Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise ••• La signification anti-prolétarienne de l'Union Nationale ••• Notes de lecture. Italie 1919-1920. Les deux années rouges, où comment LO réécrit l'histoire ••• Après l'attaque contre Char-

lie-Hebdo: De quelques tartuffes de l'Union Sacrée anti-terroriste ••• Attaque contre Charlie-Hebdo. A bas l'Union Sacrée! A bas la République bourgeoise! Non aux guerres de religions! Non à la démocratie impérialiste! Oui à la guerre de classe contre le capitalisme! ••• Espagne. «Podemos», un réformisme à la recherche de ses parents ••• Taux de chômage ••• Irrésistible endettement ••• Lénine: De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion



Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

